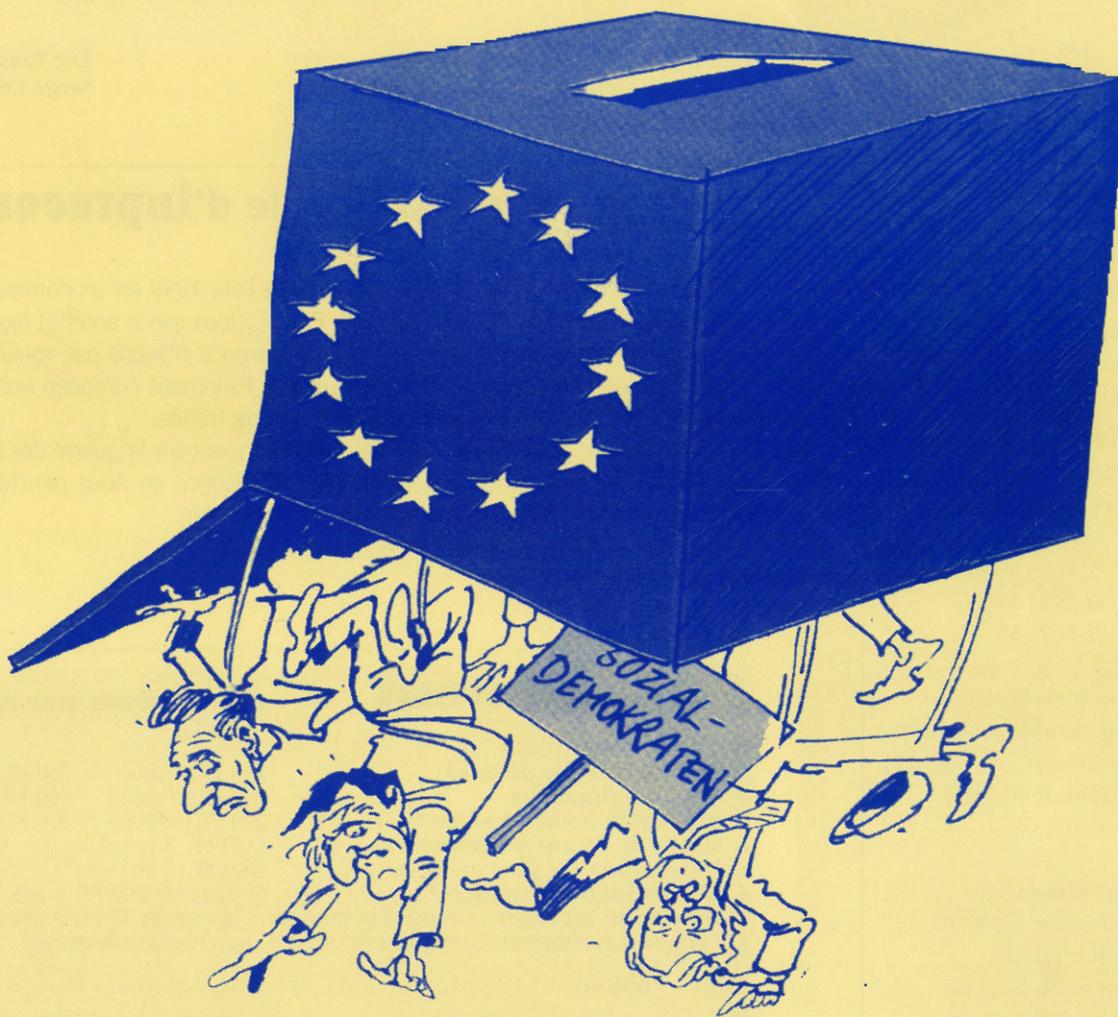


# inprecor

## DOSSIER EUROPE

### Le grand chambardement électoral



- **SERBIE : Un tournant historique**
- **DETTE : Les mensonges du G 7**
- **TURQUIE : Négociations à l'ombre de la potence**

juillet-août 1999 - n° 401/430

INT'ALCOON

PTIX : 30 FF / 310 BEF / 12 CHF / 7,02 €

## DOSSIER ÉLECTIONS EUROPÉENNES

<i>Une forte secousse</i>	François Vercammen	3
FRANCE - <i>Un succès pour tous les révolutionnaires en Europe</i>	Alain Mathieu	5
FRANCE - <i>La crise des droites françaises,</i>	Christian Picquet	8
ALLEMAGNE - <i>Sanctionné par les électeurs, Schröder s'incline devant la capital</i>	Angela Klein	12
BELGIQUE - <i>Choc électoral majeur</i>	Alain Tondeur	13
PAYS BASQUE, GALICE, LUXEMBOURG - <i>en bref</i>	(red)	15
ITALIE - <i>Une grave dérive</i>	Livio Maitan	16
ITALIE - <i>Une passe difficile pour le PRC</i>	L. M.	17
ESPAGNE - <i>Y a-t-il une issue à la crise de la Gauche Unie ?</i>	Jaime Pastor	18
PORTUGAL - <i>Le PS sur le chemin de la majorité</i>	Luis Branco	22
SUÈDE - <i>Percée du Parti de gauche sur fond de passivité</i>	Peter Lindgren	23
GRANDE BRETAGNE - <i>Les failles du New Labour</i>	(red.)	24
ÉCOSSE - <i>La marche en avant du SSP</i>	document	25
PAYS-BAS - <i>L'opposition à l'UE se renforce</i>	Barend de Voogd	26
GRÈCE - <i>Patriotisme, cheval de Troie du nationalisme</i>	Panos Kosmas	28

## Guerre des Balkans

UNION EUROPÉENNE : <i>Vers une armée commune ?</i>	François Vercammen	30
SERBIE : <i>Un tournant historique</i>	Radoslav Pavlovic	33

## Turquie

<i>Négociations à l'ombre de la potence</i>	Erkan Taner	37
<i>La stratégie judiciaire de l'État turc</i>	E. T.	40
<i>L'autocritique d'Öcalan</i>	extraits de la plaidoirie du dirigeant du PKK	44

## Mondialisation

<i>Dette du Tiers Monde : Mensonges du G-7</i>	Éric Toussaint	46
<i>ATTAC passe à l'attaque</i>	Serge Conrad	48

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>me</sup> rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

## Un numéro double d'inprecor !

Une fois n'est pas de coutume *Inprecor* de l'été 1999 est un numéro double, de 48 pages (au lieu de 36) et il est aussi plus cher... Nous avons en effet reçu de nombreux articles de bilan des élections européennes et nous n'avons pas voulu vous priver de cette réflexion, d'autant plus actuelle, que le Parlement européen accueillera pour la première fois cinq député(e)s révolutionnaires de France.

Nous avons publié en mai un dossier conséquent sur la guerre des Balkans (n° 435 encore disponible). Nous le complétons cette fois-ci, en nous penchant sur l'armée européenne en gestation et sur la situation en Serbie.

En vous souhaitant une bonne lecture de vacances

Jan Malewski

## Abonnement

(11 numéros par an)

● <b>France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord</b>	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● <b>Autres destinations</b>	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● <b>PLI FERMÉ (toutes destinations)</b>	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● <b>Moins de 25 ans et chômeurs</b>	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● <b>Institutions (lecteurs multiples)</b>	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● <b>Abonnement de soutien</b>	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● <b>Découvrir <i>Inprecor</i></b> (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● <b>Lecteurs solidaires</b> (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom : .....  
 Rue : .....  
 Commune / Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Pays : .....  
 Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# Élections européennes Une forte secousse

par  
François Vercammen\*

Trois semaines après les élections européennes de juin 1999, on commence par mesurer leur impact sur la situation politique à court terme et quelques tendances lourdes qui sont à l'oeuvre.

La secousse a été forte. En Italie, les présidents de quatre partis ont démissionné provisoirement ou définitivement, pour sauver les meubles. En Belgique, la social-démocratie, arrivée, ruinée, en Flandres derrière les fascistes du Vlaams Blok. En France, le régime présidentiel est à l'agonie. Certes, comme il ne s'agissait pas d'élire des parlements nationaux (sauf en Belgique et au Luxembourg), la composition des gouvernements n'a pas changé. Ce ne sera pas forcément le cas de la politique. La situation n'est pas sereine pour autant. Ainsi, le PPE (parti populaire européen, de facture démocrate-chrétienne) entend exploiter sa progression en députés et en partis adhérents pour peser sur la composition de la Commission Européenne. Mais c'est surtout la social-démocratie qui encaisse le coup de "l'infidélité" de pans entiers de sa base traditionnelle. Elle sera, plus qu'auparavant, au centre des turbulences politiques dans l'Union européenne (UE).

## La crise sociale au coeur de l'UE

Le fait majeur a été l'abstention massive. Sa signification porte bien au-delà de la constatation que l'enjeu de ces élections était très limité. Elle n'est pas destinée à se répéter telle quelle lors des prochaines législatives ou municipales. Néanmoins les études faites à chaud montrent trois choses substantielles, qui, elles, ont une vraie portée : démobilisation électorale n'égale pas "désintérêt politique"; le refus de l'UE ne signifie pas le rejet de l'Europe; la défaite cuisante de la social-démocratie ne débouche pas (encore) sur un renforcement de la droite.

La plupart des commentateurs politiques convergent sur une conclusion : le rejet de

la politique actuelle (néolibérale) et une aspiration profonde à un changement. Le bilan (anti)-social des partis sociaux-démocrates et de l'UE est au coeur de la situation politique et de la préoccupation de la population. Même la guerre des Balkans n'a pu changer cette donne. Si elle a pu pousser la cote de popularité des chefs d'État ou des premiers ministres comme "chefs de guerre" ou "artisans de la paix", leurs gouvernements n'en ont point profité. Seules des formations politiques minoritaires mais qui étaient opposées à la guerre, ont pu être affectées par des déplacements de voix limités en nombre mais avec effet à leur niveau (ex. le PRC en Italie, IU en Espagne, la liste LO-LCR en France...). Le Kosovo aura plus d'influence sur le comportement des gouvernements et des partis que sur leurs élections.

Au sommet de l'UE, autour de la social-démocratie, s'est constitué un nouveau consensus et une forte volonté, née de cette guerre, tournant quasi-officiellement la page de "l'Europe sociale" pour afficher la puissance de l'UE, autour de la "défense commune", de la conquête à l'Est et d'une tentative de créer une nouvelle capacité de décision au sommet de l'UE ("réforme institutionnelle"). Ainsi, Schröder, poussé par sa défaite électorale, a décidé de passer en force. Délivré de Lafontaine et de la pression des Grünen, "le camarade des patrons" (comme l'appelle la gauche du SPD) a compacté son gouvernement et lancé le plus lourd paquet de restrictions budgétaires de "l'histoire" de l'Allemagne de l'après-guerre. Jospin suit ce mouvement, mais à sa manière. Même s'il cultive sa différence, en s'attachant aux restes de l'héritage idéologique social-démocrate que le couple Blair-Schröder veut détruire. D'Alema avec son arrogance sereine, s'en est pris au système des pensions, en pleine campagne électorale, poussant le PDS un peu plus au fond (16 %) ! Ventroni, le président du Parti, a

été obligé d'appeler à un retrait immédiat et, lui, "le démocrate américain", a proposé la relance de la concertation avec les appareils syndicaux.

Là on touche à deux questions fondamentales.

La première, c'est le rapport entre social-démocratie et mouvement syndical. Depuis plus d'un siècle, ce relais à double entrée a assuré la stabilité du système capitaliste en Europe et... de la social-démocratie. Ce lien est fortement compromis : dans les années 80, les directions social-démocrates avaient elles-mêmes poussé à la "déconnexion" pour donner des gages à la bourgeoisie.

Celle-ci ne sera-t-elle pas tentée de ramener le poids social du mouvement syndical au niveau où est tombé le poids institutionnel des partis sociaux-démocrates ? Que vont faire, dans ces conditions, les appareils syndicaux pour lesquels ce lien ouvrirait la porte à la capacité législative, la concertation à haut niveau et les privilèges matériels ?

La seconde, c'est la panne "stratégique" qui éclate déjà au sein de certains partis sociaux-démocrates : si la réforme néolibérale de la société aliène la base des ouvriers et employés, sans gagner pour autant les couches salariés intermédiaires et les jeunes générations, quel sera le prix à payer pour la poursuite d'une telle politique, et si l'on passe à l'opposition, quelle politique alternative ?

On entre sans aucun doute dans une nouvelle étape de la crise du mouvement ouvrier traditionnel.

Les Verts dont les progrès "compensent" (sauf en Allemagne) en partie la chute social-démocrate, sont plus que jamais associés à cette politique néolibérale. Dépassant leurs inhibitions originelles, ils confortent l'option stratégique (les Belges rejoignant

\* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

# Union Européenne

désormais les Verts allemands et français). Leur politique n'aide pas la résistance à la nouvelle vague néolibérale qui est annoncée. Nés en dehors du mouvement ouvrier, les Verts ont été incapables jusqu'à aujourd'hui de créer une assise organisée équivalente à celui-ci. La victoire de Joschka Fischer au congrès de crise des Grünen et l'avancée spectaculaire de Cohn-Bendit dans les élections achèveront la mutation des Verts en un courant libéral/libertaire. Dépourvu de relais organisés dans la société, leur stabilité (relative) ne peut être assurée que par un enracinement dans les couches urbaines, avec un niveau culturel et salarial relativement élevé : le Manifeste des "jeunes verts" allemands appelant à la liquidation de l'esprit 68 et souhaitant l'absorption du FDP libéral est en parfaite concordance avec la campagne de Cohn-Bendit.

Au total : la force centripète des principales forces politiques (anciennes et "nouvelles") autour de la politique néolibérale poussera à son comble l'écart désormais abyssal entre "la masse des gens" mécontents et désarçonnés et les mouvements sociaux qui organisent la résistance d'une part, et de l'autre, "leurs" représentations politiques-institutionnelles qui vont carrément dans la direction opposée.

## Difficile quête de légitimité

Le passage à l'UE supranationale avec abandon de souveraineté nationale continue à poser problème, de façon plus aiguë dans certains pays que dans d'autres.

Dans le nord de l'Europe, la réticence reste forte. Elle oscille en fonction de facteurs très conjoncturels (économie) ou événementiels (scandales). Au Danemark, les deux mouvements d'opposition ont maintenu un score élevé, dépassant nettement la social-démocratie. En Suède, le Parti de gauche (ex-communiste) très critique, continue sa montée fulgurante (de 4 % en 1994 à 16 %). Ailleurs, l'UE est désormais acceptée, fut-ce de manière critique, soit comme un fait accompli et naturel étant donné la situation géo-économique du pays (Bénélux, Allemagne et, largement, la France), soit que l'UE y distribue aides et avantages (Irlande, Espagne, Italie, et même la Grèce, malgré la violence qu'y engendre les privatisation et l'austérité). Sauf retour de manivelle par une crise institutionnelle majeure, cette évolution est censée durer. L'alliance entre la démocratie-chrétienne et la social-démocratie en a été la clé de voûte dans le noyau de l'UE (ce que les partis concernés ont payé le prix le plus fort).

Restent deux pays où ce passage à (un

certain degré de) la supranationalité mine le système politique : la France et la Grande-Bretagne. Pas les moindres donc ! Le maintien, voire le renforcement des "souverainistes" a brisé l'épine dorsale des deux principaux partis bourgeois de ces pays, le parti gaulliste et les Tories (parti conservateur). Leurs liens profonds avec l'histoire du pays et ses traditions particulières, qui leur ont créé une légitimité très forte et partant une assise populaire dans la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie traditionnelle, les empêchent de prendre le virage vers l'UE monétaire et militaire. Le problème est vaste : le repli sur l'État national est encore majoritaire dans le Labour si n'est dans sa base électorale actuelle. En France, il rayonne au sein de la social-démocratie (Chevènement) et du PC, ainsi que dans l'intelligentsia dont on connaît le rôle important.

Parallèlement, l'UE reçoit un renfort assez inattendu des pays où une importante question nationale ou régionale subsiste qui met en cause l'État national. La France n'a pas fini avec la Corse et, aujourd'hui, les langues régionales. En Grande Bretagne, "la dévolution" (redistribution des pouvoirs vers les régions) que Blair a initiée, dérape : loin de renforcer le contrôle du Labour en Écosse et au Pays de Galles (sans parler de l'Irlande du Nord), ce qui était le pendant de la réforme pour la faire dans la stabilité, ce sont des forces nationalistes qui progressent spectaculairement. Cela vaut aussi pour l'Espagne, où la poussée des forces "autonomistes" et indépendantistes aux élections (surtout les municipales) menace l'équilibre de l'État.

Ce qui se profile derrière cette réalité à première vue disparate, c'est une question démocratique vaste et complexe, à laquelle ni l'UE ni les États nationaux ne peuvent répondre.

## Inadéquation entre l'État et la société

Une autre grande question, qui a traversé les élections et qui ne cessera de se manifester, est celle du rapport entre l'État et la société. Abstraction faite du problème de la nécessité régulatrice de l'État sur le plan économique (débat ouvert à l'échelle mondiale par rapport à la crise tumultueuse récente), l'État est de moins en moins "supporté" à cause de son "immixtion" dans les rapports sociaux. Cela comporte certainement un ensemble d'aspect très contradictoires. Certains sont franchement réactionnaires, en synergie avec la politique néolibérale et l'omniprésence du marché ("libre" concurrence, individualisme, montée du pouvoir juridique en place de la politique, dépérisse-

ment de droits protecteurs des plus faibles et des plus pauvres, lobbying et marketing...). Mais d'un autre côté, il signale aussi un éveil durable d'une société civile agissante. Cette activité remet à mal, par un autre biais que "1968", toutes les formes de tutelle. Elle est portée par une évolution des mœurs sur les questions vitales (la vie, la mort, la naissance, la sexualité, l'éducation) qui soulèvent de nouveaux problèmes, portent sur de grands principes, exigent des réponses légales à dimension de la civilisation (euthanasie, avortement, homosexualité, bio-génétique...).

À côté de la difficulté pour les courants progressistes d'y répondre adéquatement, l'évolution des mœurs frappe de plein fouet la sphère démocrate-chrétienne. Et le pape y apporte plus que son grain de sel. En guerre pour sauver son Église, il ne cesse d'intervenir avec emphase par ses campagnes mondiales et italiennes. Plus à gauche que la mouvance "moderniste" (les Verts, la social-démocratie, l'intelligentsia d'État) sur les questions qui touchent à l'exploitation capitaliste, à la "marchandisation" générale de la société, à la guerre (des Balkans par exemple), il tente de résoudre la crise existentielle dans un sens réactionnaire, totalement à contre-courant.

C'est un des facteurs qui ont pulvérisé la démocratie chrétienne et confortent Berlusconi. En Belgique, la mise à jour progressiste de la DC flamande qui avait échoué récemment, est une des raisons de ses déboires. En Allemagne, la CDU-CSU n'est pas sortie de sa crise "programmatische" que les élections de septembre 1998 avait révélée en lui donnant un sens sociologiquement très marqué : ce parti est en train de "quitter la ville". Les européennes ont amené un redressement très spectaculaire, mais c'est la CSU, bavaroise et très réactionnaire, qui se renforce en voix, alors la CDU en perd. Ce vieux fond réactionnaire qui se réveille, se retrouve certainement ailleurs en Europe et dans d'autres partis. Mais ce sont les partis démocrates-chrétiens qui en sont les principales victimes.

## Défis de la recomposition à gauche

C'est sur cet arrière-fond politique et social, que se pose la recomposition à gauche.

La percée de la liste LO-LCR, les PC qui ont survécu à l'effondrement du stalinisme et s'en sont dégagés (en partie), des courants de gauche au sein de la social-démocratie et les Verts souvent peu cohérents et peu solides, des organisations de l'extrême-

# France

## Un succès pour tous les révolutionnaires en Europe

par  
Alain Mathieu\*

gauche qui ont dépassé les abstractions sectaires et gauchistes, forment une gauche radicale qui devient visible à l'échelle de l'Europe. A contre-courant et en décalage avec la position défensive de la classe ouvrière.

La première chose à remarquer : plus qu'auparavant il y a débat, celui-ci est public, le ton est nettement moins arrogant et il est directement lié à l'existence (voire à la survie) de ces organisations comme force significative.

La seconde, c'est qu'en général, le centre de gravité de l'activité c'est la défense des acquis, le soutien aux revendications immédiates et les luttes des couches exploitées et opprimées, ainsi que le cap sur la "transformation sociale", c'est-à-dire la lutte contre le capitalisme.

Après, se pose un double défi :

— D'abord, la nécessité de s'adresser à la société comme telle, et d'y reconnaître, puiser et stimuler les ressources de résistance, d'organisation et de vitalité militante telles qu'elles apparaissent (et non comme on voudrait qu'elles soient). Cela pourrait être décisif. Certes, les organisations ouvrières et sociales continuent à être des sources de résistance et de militantisme très importantes. Mais elles ont perdu leur monopole de la médiation entre la société et le pouvoir politique. La société civile plus agile et active n'a pas encore réussi à constituer des instruments pour une action collective et continue. Il n'y a toujours pas de processus d'accumulation et coagulation des forces (cf. en Belgique, le résultat dérisoire sur le plan du mouvement organisé des énormes mobilisations liées à la "crise blanche" qui pourtant ne cesse de "peser" et qui s'est à nouveau exprimé électoralement). Les mouvements sociaux de la dernière décennie qui ont une capacité "protagoniste" (telle que les Marches Européennes, ATTAC, CADTM) sont exemplaires mais leurs assises restent encore faibles. Le discours politique sur ces sujets, surtout quand il réussit à percer dans les grands médias, est important; même s'il sert quelque part comme substitut et anticipateur de l'action et de l'auto-organisation.

— Ensuite, et c'est sans doute le plus difficile à faire, c'est de dépasser l'inadéquation des traditions et des formes organisationnelles des organisations politiques engagées dans la recomposition, par rapport aux modalités d'action, de réflexion et d'organisation que se donne aujourd'hui une société ouest-européenne en activité.

Cela fait certainement partie du bilan du PRC italien. Et de l'avenir de l'alliance entre LO et la LCR.

le 4 juillet 1999

C'est la première fois qu'en France une liste indépendante des organisations révolutionnaires passe la barre des 5 % et obtient des élus à une élection nationale. C'est un événement qui montre qu'une gauche radicale peut être non seulement au cœur des luttes sociales mais aussi peser sur le terrain électoral. Ce sera un point de référence pour toutes les forces radicales en Europe.

Plus de 915 000 électeurs et électrices, 5,2 %, se sont exprimés en notre faveur. Ce vote confirme les bons résultats obtenus par Lutte ouvrière depuis 1995 et la LCR en 1998.

La liste dépasse les 6 % en Lorraine, Haute-Normandie, Picardie, Nord-Pas-de-Calais. Elle franchit le seuil des 7 % en Seine-Saint-Denis et dans le Pas-de-Calais, elle le frôle en Seine-Maritime ou dans l'Oise. Dans beaucoup de grandes agglomérations les résultats sont significatifs, et dépassent le PCF à Paris, Lyon, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille...

Dans de nombreuses villes ouvrières, généralement des municipalités communales de la "ceinture rouge" des villes industrielles et en région parisienne, les scores sont plus importants, entre 7 et 10 %. Une fraction de l'opinion populaire se fidélise dans un vote à la gauche de la majorité gouvernementale et s'est saisie de notre liste pour envoyer un signal clair au patronat et à la droite, mais aussi à la gauche gestionnaire. Un geste de refus des politiques qui conduisent au chômage et à la misère, une recherche d'une autre voie, une voie qui remette en cause la gestion patronale et

refuse la soumission aux impératifs capitalistes. Cette force électorale est un point d'appui pour les luttes et les échéances futures : les 35 heures, la régularisation des sans-papiers, la remise en cause du système des retraites, les plans de licenciements ou les privatisations, le productivisme agro-industriel qui empoisonne notre alimentation. Autant d'axes de notre campagne qui, nous le savons, seront sujets à mobilisations et mettront encore plus en contradiction ce gouvernement et les aspirations populaires.

Nous avons réussi à franchir la barre des 5 %, mais sans pour autant bousculer les rapports de forces à gauche.



Arlette laguiller (LO) et Alain Krivine (LCR) à une manif de soutien aux sans-papiers.

En matière électorale, rien n'est acquis d'avance. Même si la fidélité d'une frange de l'électorat à Arlette Laguiller, construite sur une présence régulière de LO dans les campagnes électorales, est pour beaucoup dans ce succès commun, le palier des 5 % obtenu par LO en 1995 n'est pas garanti à chaque fois,

En 1997, Lutte Ouvrière obtenait 2,7 % dans une élection à deux tours, où le vote utile joue plus en faveur des partis traditionnels. Aux élections régionales de 1998, LO et la LCR avaient obtenu en moyenne 4,5 % des voix. Mais c'était dans les régions où

\*Alain Mathieu est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale).

## France - Union Européenne

nous avons choisi de nous présenter, donc là où nous sommes habituellement présents. En 1999, c'était un scrutin national qui concernait 40 millions d'électeurs, même dans les régions où nous n'avons pas d'implantation ni de bons scores habituellement. Et cette fois-ci, contrairement aux élections des conseils régionaux de mars 1998, la gauche plurielle se présentait en ordre dispersé : une partie des votes critiques s'est peut-être portée vers les listes des Verts ou de "Bouge l'Europe" (du PCF), qui ont tenté d'apparaître, de manière plus ou moins habile, à une certaine distance du gouvernement.

Ces 5,2 % peuvent être considérés comme un progrès par rapport aux régionales... sans compter les européennes de 1994, où l'extrême-gauche réunissait 3,7%.

D'autant que ce résultat est obtenu dans le contexte d'une abstention massive, d'abord dans les couches populaires se désintéressant d'un Parlement européen dénué de pouvoirs réels, inapte à "changer la vie". Cette faible participation populaire a aussi touché notre liste.

Il est donc difficile de comparer ce résultat avec les scores précédents présidentiels, législatifs ou régionaux.

Toutes les listes sont évidemment touchées par l'abstention, comme à toutes les européennes (53 % d'abstention, 2,5 % de plus qu'en 1994). Mais à la différence des années précédentes, l'abstention a été plus forte à droite et à l'extrême-droite qu'à gauche. Face à la division du Front National et de la droite, nombre de leurs électeurs se sont abstenus (chez les plus âgés, les agriculteurs, les commerçants). Par contre la tranche 18-25 participe plus qu'à l'habitude, ce qui est un phénomène nouveau. Dans cette tranche d'âge-là les Verts ont de 18 à 20 %, le PS de 20 à 22 %, notre liste de 6 à 8 %, le PCF 4 %.

### Une exception française, héritage des grèves de l'hiver 1995 ?

Les résultats gauche/droite sont équilibrés pour la première fois depuis 10 ans. Pour la première fois depuis des années, le Front National recule de manière significative. La droite traditionnelle explose.

Après deux ans de gouvernement Jospin, la gauche gouvernementale reste majoritaire, à la différence du reste de l'Europe, notamment de l'Allemagne et de la Grande Bretagne, et n'est pas sanctionnée par un vote à droite. Cela renvoie à des marges de manoeuvre maintenues pour le PS (il obtient 22 %, quand Jospin obtenait

23 % au premier tour des présidentielles en 1995), liées à l'éclatement de la droite, à l'enveloppe politique et idéologique de la politique de Jospin, plus marquée à gauche que celle de Blair ou Schröder...

Le score des Verts (9,72 %) marque en partie une défiance vis-à-vis du PS, malgré les positions de sa tête de liste Cohn-Bendit. La percée des Verts est la combinaison de plusieurs facteurs :

- un positionnement européen bien perçu notamment des jeunes générations ;
- un vote écologiste, renforcé par l'affaire du poulet à la dioxine ;
- les effets de la guerre du Kosovo ;
- un vote critique de certains secteurs vis-à-vis d'une série de positions du PS (écologie, sans-papiers...).

En même temps, en adhérant à une construction européenne sociale libérale, la critique de la société de Cohn-Bendit ne fait plus de la question sociale et du refus du libéralisme un critère discriminant, ce qui marque une différence importante avec les références des Verts dans la dernière période.

Il faut différencier l'analyse de l'évolution politique négative des Verts et l'image que la liste Verts a donnée dans l'opinion. Ceux qui ont voté Cohn-Bendit ne se sont pas prononcés pour autant pour les bombes et le libéralisme. Le temps d'une campagne il a su mettre en avant des propositions qui ne le réduisaient pas au "vert-kaki" ou au "vert libéral". Sa liste permettait à certains électeurs de penser faire un vote utile pour infléchir la politique du gouvernement, une liste qui apparaissait moins liée à celui-ci.

Le déclin du PCF continue. Avec 6,8 %, il retrouve le même résultat qu'aux européennes de 1994, son plus mauvais score. En décidant d'ouvrir sa liste à 50 % de candidats non membres du PCF (G. Fraisse et F. Sylla, deuxième et cinquième sur la liste sont membres du PS), R. Hue n'a cessé de faire le grand écart entre son soutien et sa participation au gouvernement, et les exigences de son électorat traditionnel. Il a abouti à brouiller le message de sa liste qui, selon les candidats aux positions opposées, pouvait être ni pour, ni contre le traité de Maastricht, ni pour, ni contre la guerre au Kosovo.

Beaucoup de militants du PCF ont refusé de faire la campagne, de nombreux électeurs ont voté pour notre liste, d'autres se

sont abstenus. C'est le résultat d'une tendance devenue structurelle — quels que soient les choix de la direction communiste, le parti perd — et ce que confirme le recul des partis communistes ou d'ex-PC ailleurs en Europe. La mutation est en panne.

Ce nouveau paysage politique français annonce des modifications de la donne politique à gauche, avec une nouvelle phase de la crise du PCF.

Le mouvement gréviste de l'hiver 1995 avait bouleversé la donne politique et sociale en France. Il faut savoir en mesurer les limites, les paliers, voire l'épuisement sur le terrain des recompositions syndicales, même si de nouvelles luttes sur les 35 heures ou de nouvelles mobilisations sur les fonds de pension et les retraites vont réapparaître. Mais au niveau électoral, la parenthèse ouverte par 1995 n'est pas refermée : la droite triomphante sur le thème de la "fracture sociale" après les dégâts du mitterrandisme

s'est échouée sur l'écueil des grèves. La gauche a pu remonter la pente, et dans celle-ci, le pôle radical-révolutionnaire s'est renforcé, pour la première fois sous un gouvernement de gauche. Après décembre 1995, la droite a perdu en 1997, s'est enfoncée aux régionales de 1997, coule en 1999. C'est la résistance au libéralisme qui traverse tout le débat politique en France, qui éclate la droite entre libéraux et nationalistes.

Après l'élection, Cohn-Bendit a dû avouer : « En France, il y a une chose qui complique tout c'est l'héritage des grèves de 1995. Il est temps de dépasser cela... refuser le néolibéralisme sans buter sur un néotraditionalisme. »

Ce qui "complique tout" pour l'ancien leader de Mai 68 a fait le succès de notre liste et nous réjouit pour l'avenir.

### LCR/LO, une forte mobilisation militante

Le contenu de la plate-forme a constitué un point d'appui pour la propagande et l'agitation sur un plan d'urgence contre le chômage et la crise.

La campagne a démontré les capacités communes de rassemblement de LO et de la LCR : 62 meetings communs d'Alain Krivine et Arlette Laguiller ont rassemblé plus de 32 000 personnes. La campagne s'est conclue par un meeting de 5 500 participants à Paris.



Armonie Bordes (LO),  
employée dans la chimie,  
députée européenne

Plus de 150 réunions, meetings et cercles de la LCR seule ont, de plus, réuni près de 3 000 personnes.

Nous avons pu aussi noter un mouvement de jeunes et de militants/sympathisants PCF vers nos initiatives.

La campagne a eu une bonne couverture médiatique, malgré l'hostilité de rédactions qui ne nous faisaient pas de cadeaux, et l'accès inégalitaire aux médias : deux minutes de campagne officielle à la télé !

Enfin, une remobilisation sans précédent depuis une dizaine d'années de la LCR débouche sur de nouvelles implantations dans des villes petites et moyennes. La campagne commune avec LO s'est doublée d'une apparition propre de la LCR, notamment autour d'un programme européen, avançant des mesures transitoires pour rompre avec le capitalisme et redéfinir les contours d'un projet socialiste.

Les rapports entre LO et LCR ont été loyaux, sans manœuvres, une fois que le cadre de la campagne commune était fixé. Nous avons constaté à plusieurs occasions que nous pouvions nous influencer mutuellement : ce fut le cas pour élaborer la plateforme, mais aussi sur la guerre du Kosovo, ou LO, pourtant peu portée à comprendre les questions nationales, nous a rejoint autour de l'autodétermination du Kosovo contre l'OTAN et la purification ethnique.

Si la LCR a porté un jugement positif sur le résultat obtenu, cela ne l'a pas empêché de s'interroger sur ce qu'il a manqué pour faire mieux, et tirer quelques leçons pour l'avenir :

- Notre liste s'est laissée enfermer dans le piège d'un duel avec la liste du PCF. Cette présentation de notre campagne fut cultivée à loisir par la presse. LO a insisté sur la dimension "reconstruire un vrai communisme", sur le thème du "Parti communiste révolutionnaire" à construire. Un discours en référence au vrai communisme qui ne pouvait attirer la majorité des électeurs de gauche, même critiques vis-à-vis du gouvernement, et laissait indifférente la jeune génération... A l'heure où la baisse de l'électorat du PCF s'accroît, il faut trouver d'autres voies pour rendre crédible une alternative au capitalisme.

- Notre campagne n'a pas été assez identifiée autour de 4 ou 5 grandes mesures immédiates pour une autre Europe. Trop souvent l'affirmation d'un vote "extrême-

gauche", "révolutionnaire" couvrait les mesures du plan d'urgence.

- La guerre au Kosovo nous a été défavorable. Le débat a été étouffé pendant deux mois, faisant passer les pré-occupations sociales après le débat sur la guerre. Autant les grandes lignes de notre position étaient justes ("Ni OTAN, ni Milosevic, autodétermination du Kosovo") autant nous avons eu du mal à la faire comprendre par notre électorat potentiel (toutes les études d'opinion montrent qu'il était à 60 % en faveur d'une intervention contre Milosevic).



**Roseline Vachetta (LCR),  
éducatrice spécialisée,  
députée européenne**

## Des perspectives pour les révolutionnaires en Europe...

En France comme en Europe, nous devons formuler des propositions unitaires sur des revendications liées aux mobilisations des travailleurs ou des chômeurs, ou sur les mesures d'un plan d'urgence contre la crise, pour une Europe unie, socialiste et démocratique.

Aux militants associatifs, syndicalistes, électeurs de notre liste, aux communistes, écologistes, socialistes, à l'ensemble du mouvement ouvrier, nous proposons l'unité, le rassemblement sur des propositions concrètes qui construisent un nouveau rapport de forces face au patronat et au gouvernement.

Nous proposons à LO, mais aussi à d'autres courants de la gauche critique, des actions et des débats tournés vers l'ensemble du mouvement social. Nous sommes en meilleure position pour nous adresser à toute la gauche et à ses partis, à l'ensemble du mouvement ouvrier, pour mener ces campagnes, mais aussi pour multiplier les propositions et les démarches unitaires vis-à-vis du PCF et des militants communistes.

Ce résultat sera aussi un point d'appui pour avancer dans la voie de la construction d'une nouvelle force politique pour les travailleurs. Une force politique qui soutienne les luttes sociales, défende une alternative anticapitaliste, une perspective politique opposée au gouvernement de la gauche gouvernementale, et enfin prépare les conditions d'une transformation radicale de la société.

Elle doit chercher à être le correspondant politique de responsables des mouvements sociaux et des animateurs des luttes, être la référence dans une série de milieux syndicalistes, associatifs, travailleurs combattifs, militants communistes, écologistes radicaux et socialistes critiques. Ce projet ne peut se réduire à nos deux organisations ou aux seuls groupes révolutionnaires.

La LCR et LO ont des responsabilités particulières. Elles ont décidé d'établir des relations permanentes au niveau des directions nationales et locales, en discutant régulièrement les politiques des uns et des autres, et en testant les possibilités d'actions communes. Ce que nous avons été capables de défendre pendant la campagne électorale, nous devons essayer de le traduire en activités communes sur des questions sociales ou démocratiques.

Le contact et l'activité commune de nos cinq élus peut être le point d'appui pour avancer dans cette perspective. Nous chercherons, ensemble, le maximum d'expression commune de nos 5 élus sur tout les points où c'est possible, au Parlement européen comme en France. Il faudra apprendre aussi le travail parlementaire, qui doit servir de tribune à l'expression d'une autre



**Chantal Cauquil (LO),  
employée des assurances,  
députée européenne**

politique, mais devra aussi être capable de s'appuyer sur les mobilisations sociales et ouvrières pour les concrétiser en propositions de lois, de résolutions au Parlement européen : interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, réduction du temps de travail, alignement vers le haut des acquis sociaux, salaire minimal européen, défense des retraites et lutte contre les privatisations, autant de combats qui peuvent être la base d'activités et de campagnes communes et devront se porter sur le terrain européen.

Nous aurons besoin de la collaboration de toutes les forces radicales pour faire vivre une alternative à l'Europe de Maastricht. Les élus LCR-LO seront les vôtres, sans patrie ni frontières ! ■



# La crise des droites françaises Apocalypse now

par  
Christian Picquet\*

Contrairement au reste de l'Union européenne, en France, le scrutin du 13 juin aura vu les droites parlementaires se fragmenter comme jamais depuis la fondation de la V<sup>ème</sup> République. Certes, le total des voix recueillies par les formations conservatrices et par l'extrême droite (44,12 %) continue de devancer l'addition des suffrages obtenus par la gauche et l'extrême gauche (43,63 %). Mais le camp bourgeois français subit une crise majeure et chacune de ses composantes demeure loin derrière un Parti socialiste qui confirme sa place centrale sur l'échiquier politique et dont la liste caracole en tête avec 21,95% des suffrages exprimés. Victime de la scission qui l'a affectée en décembre dernier, l'extrême droite plafonne pour sa part à son étiage le plus bas depuis 1984 : les partis respectivement emmenés par Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret n'obtiennent, à eux deux, que 8,97 % des voix.

## Une tendance lourde

Un résultat aussi mauvais s'explique d'abord par l'abstention qui aura frappé, à cette élection, 53,24 % du corps électoral. Situation exceptionnelle pour l'Hexagone, c'est l'électorat conservateur qui aura été, cette fois, plus touché que l'électorat de gauche. Base sociale la plus fidèle de l'opposition, les agriculteurs auront boudé les urnes à 62%, les artisans et chefs d'entreprise à 54%, les cadres supérieurs et professions libérales à 52%. Plus que jamais, les droites affichent leur déficit d'audience dans les classes populaires et, tout particulièrement, dans le salariat : pas plus d'un quart des employés et moins d'un cinquième des ouvriers ont apporté leur soutien à l'une de ses trois listes (1).

Des scores que l'on ne peut s'empêcher de comparer à ceux des derniers scrutins. Aux législatives de 1997, le camp réactionnaire ne résistait déjà bien que chez les électeurs âgés, tandis que les secteurs actifs de

la population (les 25-50 ans) ne votaient plus qu'à 29% en sa faveur. Bien que la tendance s'avérât moins forte que cette année, il perdait même en audience chez les commerçants-artisans, ainsi que chez les cadres supérieurs et professions libérales (2). A leur tour, les élections régionales de 1998 reflétaient le même phénomène. Un politologue commentait alors : « La coalition RPR-UDF ne dépasse la gauche plurielle (3) que chez les agriculteurs (50 %) et les artisans, commerçants, chefs d'entreprise (37 %) Son audience est très modeste sur l'ensemble de l'arc salarial, des ouvriers (seulement 18 %) aux cadres supérieurs (pas plus de 35 %). Le manque d'attraction de l'opposition se lit dans sa faible capacité à fidéliser son électorat. Seulement 75 % des sympathisants de l'UDF de 1997 et 72 % de ceux du RPR ont cette fois voté pour les listes RPR-UDF. » (4) La déconfiture se révélait alors, dans toute son ampleur, lorsque le Front national parvenait à faire littéralement exploser l'alliance des droites, ce qui aboutissait à la formation de coalitions intégrant l'extrême droite à la tête de quatre conseils régionaux.

Pareil paysage électoral montre bien que l'érosion de l'influence des droites représente une tendance lourde de la situation française et que s'exprime de cette manière le désaveu de la politique suivie par ses états-majors. Il est, de ce point de vue, révélateur que les trois thèmes ayant le plus compté dans le vote des Français aient été les inégalités sociales (42 %), la sécurité et la construction de l'Europe (32 %). Loin devant l'immigration (20 % seulement), sujet dont le néofascisme avait pourtant su faire son fonds de commerce depuis quinze ans. Travaillant en profondeur la société, la question sociale et la question nationale ont, par conséquent, fini par conjuguer leurs effets pour désagréger le front des droites.

Depuis le début des années 90, le libéralisme fait l'objet d'un rejet de plus en plus massif au vu des désastres qu'il engendre. Dans le même temps, ce sentiment se



mélange à une inquiétude croissante devant les conséquences de la construction européenne sous ses formes présentes. Si les secteurs dominants de la bourgeoisie adhèrent à la mondialisation capitaliste et entendent en pousser les feux, d'autres s'exaspèrent au contraire devant des processus menaçant les positions de certains secteurs du capital et devant une logique sociale créant les conditions d'explosions majeures dans l'avenir. Et une partie de la base la plus fidèle à la droite se montre désormais encline à exprimer son sentiment d'insécurité à l'encontre des formations qui lui paraissent relayer une politique qu'elle rejette.

Bien qu'il s'agisse du courant structurant la réaction depuis 1958 — date du retour aux affaires du général de Gaulle — et du parti dont le président de la République, Jacques Chirac, assura la présidence jusqu'à son élection, en 1995, le Rassemblement pour la République est la principale victime de ce maelström. En alliance avec Démocratie libérale (5), le scrutin européen

\* Christian Picquet est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. Enquête IPSOS, publiée par Le Point du 18 juin 1999.

2. Pierre Brichon et Bruno Cautrès, « La cuisante défaite de la droite modérée », in *Le vote surprise*, Presses de Sciences Po, 1998.

3. Jusqu'à ce scrutin, les appareils de la droite française — le RPR, héritier du parti gaulliste, et l'UDF, qui confédérait les formations libérales et centristes — se présentaient le plus souvent en alliance. Depuis leur victoire de 1997, les partis de la gauche gouvernante sont désignés sous le nom de « gauche plurielle ».

4. Commentaire d'Éric Dupin pour une enquête de l'institut IPSOS.

5. Cette petite formation, à la tête de laquelle se trouve Alain Madelin, une ancienne figure de l'extrême droite des années soixante, se veut le porte-drapeau d'un libéralisme intransigeant. Lors des élections régionales de 1998, elle s'est montrée ouverte aux accords avec le Front national. Cela l'a notamment conduite à quitter l'UDF, rompant ainsi son compagnonnage avec le courant centriste et démocrate-chrétien.

l'aura le plus identifié à l'option libérale et européenne des secteurs dominants du capital. Sur ce créneau, il n'aura pu compter que sur un électorat réduit à son noyau dur (12,82 % des suffrages exprimés), dont il est significatif de constater qu'il ne se préoccupe qu'à 25 % des inégalités sociales. Comme l'expliquait, au lendemain du vote, un hiérarque du clan chiraquien, François Baroin, le maire de Troyes : « Dimanche, l'électorat du RPR a clairement dit qu'il ne voulait pas d'une fusion avec le libéralisme. Ce que veut le terrain, c'est le renforcement de la sécurité. En matière sociale, c'est le maintien de l'État-providence, de la Sécurité sociale etc. »

Les secteurs populaires encore fidèles à la famille gaulliste auront préféré la liste de Charles Pasqua : 32 % des agriculteurs mécontents de la Politique agricole commune, comme 20 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise que l'unification européenne déstabilise, se seront prononcés en sa faveur. Figure marquante du RPR, ancien mentor de Jacques Chirac, l'ancien ministre de l'Intérieur aura donc réussi la prouesse d'arriver en tête des droites (13,05%), sur une ligne « souverainiste », où se mariaient exaltation de l'indépendance française, phraséologie antilibérale, critique de la construction de l'Europe et nostalgie du modèle « social-autoritaire » que le Général avait incarné entre 1958 et 1969. Un succès obtenu en dépit de l'alliance conclue avec Philippe de Villiers, incarnation d'une droite aussi extrême qu'héritière de la tradition contre-révolutionnaire française.

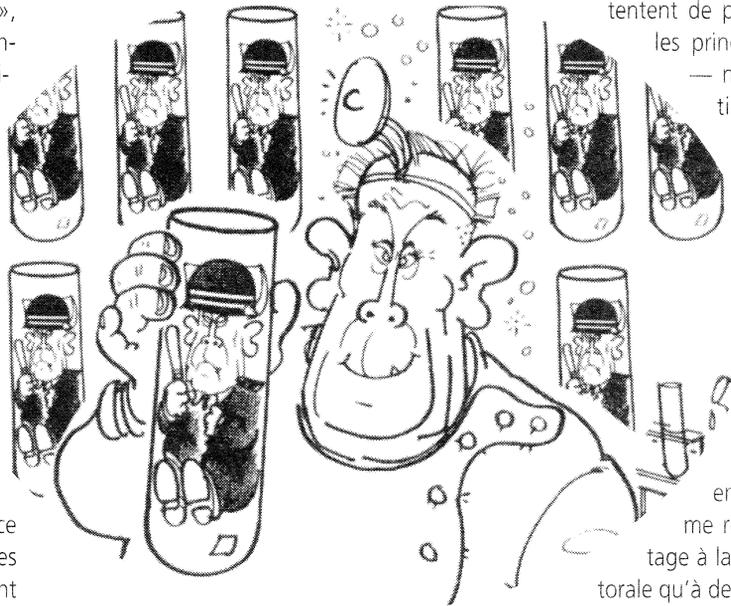
Profitant de la crise convulsive du parti dominant de l'arc conservateur, la nouvelle UDF aura, à l'occasion de ces européennes, repris son indépendance et réalisé, en dépit de la concurrence exacerbée entre les droites, l'une de ses meilleures performances (9,29%). Affichant un discours aussi moderniste que résolument européen et fédéraliste, mais prenant soin de mâliner ces options de références sociales le distinguant de l'ultra libéralisme, cet avatar du courant démocrate-chrétien, qu'incarne François Bayrou, aura attiré à lui un commerçant, un artisan et un cadre sur dix, ainsi que 13% des diplômés du supérieur et autant de chômeurs.

## La crise vient de loin

La décomposition présente apparaît l'aboutissement d'un long processus qui aura miné les droites françaises dans leurs projets, leurs légitimités historiques, leurs

bases sociales. Le gaullisme avait bien tenté, à partir de 1958, d'offrir une réponse à la dislocation de l'empire colonial et à l'exacerbation des concurrences intercapitalistes durant la longue période de croissance d'après-guerre. Au service de la modernisation et de la rénovation de l'appareil productif, il entreprit une reconstruction de l'État dans le cadre d'un régime assimilable au bonapartisme. Le monarque tout-puissant prétendait y nouer une relation directe avec le peuple, relayé par un parti-godillot colonisant littéralement l'appareil étatique et marginalisant les familles de droite qui avaient auparavant dominé la IV<sup>e</sup> République. Un discours interclassiste, mêlant allègrement culte de la grandeur française, autoritarisme et références sociales servait, en outre, de ciment à un bloc social alliant les secteurs alors dominants du capital, les classes moyennes traditionnelles et certains secteurs populaires jusqu'alors influencés par la gauche.

Le réveil du monde du travail, au milieu des années soixante, commença à mettre l'édifice à mal. Le régime y



perdit une large partie de son assise populaire, phénomène parfaitement perceptible, à partir de la présidentielle de 1965, dans le retour d'une bipolarisation de la vie publique entre droite et gauche. La tourmente de Mai 68 devait finalement coûter le pouvoir à l'homme du 18 Juin 1940, mais ses successeurs se révélèrent impuissants à jeter les bases d'un nouveau bloc social, d'une nouvelle alliance autour des secteurs dominants du grand capital.

Progressivement, sous la houlette de Georges Pompidou d'abord, de Valéry Giscard d'Estaing ensuite, le camp conservateur dut s'adapter à une nouvelle donne

politique et sociale. D'abord, privé du pouvoir cathartique du fondateur de la V<sup>e</sup> République, le bonapartisme des origines céda progressivement le pas à un comportement conservateur plus traditionnel. Ensuite, l'omniprésent parti gaulliste se trouva obligé d'associer à la gestion des affaires les familles libérales et démocrates-chrétiennes, lesquelles avaient été marginalisées depuis 1958. Enfin et surtout, l'électorat conservateur tendit à reprendre une configuration classique. Deux chercheurs, Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, ont analysé avec pertinence cette tendance : « Avec le départ du général de Gaulle, on assiste à une transformation sensible des bases sociales de l'électorat gaulliste qui se marque par une féminisation et un vieillissement croissant et surtout par une perte d'implantation populaire puisque 30 % des ouvriers votent pour Georges Pompidou en 1969 alors qu'ils étaient 42 % à avoir choisi le général de Gaulle en 1965. Le mouvement se confirme en 1973 qui tend à rapprocher les bases électorales du gaullisme de celles d'un parti conservateur classique. Et c'est ainsi, dans une période où les familles

tendent de préciser leurs filiations et les principes de leur distinction — notamment avec la création du Rassemblement pour la République (RPR) en décembre 1976 et de l'Union pour la démocratie française (UDF) en 1978 —, que pour la première fois se dessinent les contours d'un seul peuple de droite : la répartition des suffrages entre gaullisme et centriste répond désormais davantage à la structure de l'offre électorale qu'à de réelles différences socio-

logiques et idéologiques dans l'électorat. L'électorat conservateur présente en 1978 un profil d'abord féminin et âgé. A l'UDF comme au RPR, les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes et les personnes âgées considérablement sur-représentées. En raison de cette présence massive de femmes et d'électeurs de plus de 60 ans, les actifs apparaissent sous-représentés, à l'inverse bien sûr de ce que l'on constate dans l'électorat de gauche, particulièrement communiste. Mais le trait sociologique sans doute le plus significatif de cet électorat concerne la répartition entre salariés et non salariés, ces derniers étant plus importants à droite que dans l'ensemble de l'électorat (22

# France - Union Européenne

% à l'UDF et 24 % au RPR au lieu de 17 %). » (6)

Giscard tenta bien de refonder l'assise sociale de son pouvoir en déployant une orientation moderniste censée lui rallier un vaste « groupe central » constitué des couches moyennes salariées. C'est au service de ce dessein qu'il lança l'UDF, confédération des partis libéraux et démocrates-chrétiens, dont l'essor devait damer le pion au RPR. En pure perte, la dynamique de la crise économique, qui ne cessa de s'aggraver à dater du premier choc pétrolier, venant saper les bases de la tentative. L'exacerbation de la concurrence entre les pôles dominants du monde capitaliste, la soumission de tous les gouvernements à ce que l'on baptisera plus tard la « contrainte extérieure » et l'élimination consécutive des secteurs retardataires de l'économie, la déréglementation des marchés et la perte des capacités de régulation et de planification de l'État sous le choc de la mondialisation, la dictature des impératifs monétaires dans le cadre des politiques anti-inflationnistes, l'internationalisation du capital et l'ouverture croissante du marché français vinrent percuter le bloc hégémonique qu'eussent voulu préserver les gouvernants. Cela se traduisit par un divorce grandissant entre les diverses composantes de la droite parlementaire et les classes moyennes traditionnelles, lesquelles en arrivèrent, à partir des années quatre-vingt, à rechercher une nouvelle représentation politique. Ce qui entraîna l'essor du Front national, principalement au détriment du RPR.

Les états-majors s'efforcèrent désespérément d'endiguer le processus. Sans égard particulier pour leurs filiations idéologiques respectives, ils tentèrent d'abord de se doter de nouveaux référents, supposés leur permettre de gagner de nouvelles franges de l'opinion. Ainsi vit-on Jacques Chirac vanter les vertus d'un « travailisme à la française » à partir de 1976, avant de découvrir celles de l'ultra libéralisme après l'élection de François Mitterrand, en 1981, dans la version maximaliste que lui donnait, à l'époque, l'école de Chicago. La question du leadership à droite s'en trouva aiguisée, RPR et UDF voyant se dissoudre davantage leurs identités propres tandis que leurs électorsats se confondaient de manière grandissante. Laissons encore la parole à Donegani et Sadoun : « La fin de la décennie soixante-dix apparaît donc tout à fait nouvelle dans

l'histoire de la droite sous la V<sup>e</sup> République puisque les deux courants libéral et gaulliste, divisés et antagonistes sur le plan des formations partisans, sont au contraire largement unifiées sur le plan des clientèles électorales. Si la période qui s'ouvre avec le septennat de Valéry Giscard d'Estaing peut être considéré comme le temps des partis, c'est d'abord du fait de ce décalage nouveau entre le peuple de droite et sa représentation. »

En 1995, les droites abordèrent l'échéance présidentielle sans avoir trouvé l'issue de leur crise. Par l'échec ou le peu de résultats des politiques alors menées, les deux épisodes cohabitationnistes de 1986-1988 et 1993-1995 n'avaient fait qu'exacerber les problèmes de programme, de légitimité populaire et de direction en leur sein. La recomposition, qu'eût dû logiquement appeler pareille situation, s'était heurtée à des mécanismes institutionnels reproduisant la polarisation des scrutins entre deux grands blocs, ainsi qu'à la paralysie propre d'appareils partisans en voie de désagrégation.

La présidentielle de 1995 fut ainsi l'ultime tentative de dessiner une réorganisation possible de l'architecture des droites. A un pôle, derrière Édouard Balladur, une tendance libérale et conservatrice prétendit fédérer, autour de choix correspondant à l'intérêt du capital financier, la base sociale traditionnelle de la droite et les couches supérieures du salariat, celles dont la position ne se trouve pas menacée par les choix économiques et européens du moment. A l'autre pôle, avec Jacques Chirac, s'affirma une logique recherchant, dans l'héritage du bonapartisme et du gaullisme, le socle d'une grande force populaire de droite, opposant au déferlement libéral un certain repli sur l'Hexagone, le retour à une conception volontariste de l'État, l'objectif affiché étant d'ouvrir la voie au ressourcement du « pacte républicain ». Par un paradoxe tout à fait éloquent, puisqu'il consacra l'impuissance de l'UDF à porter un projet lisible, cette fracture s'opéra au sein du RPR. Et par un autre paradoxe, tout aussi significatif dans la mesure où il reflétait la profondeur de l'exaspération sociale, la victoire revint au pourfendeur de la « fracture sociale », contre le favori des marchés.

A peine la victoire venait-elle de lui être acquise, que l'héritier du trône se convertissait en catastrophe à la religion des « grands équilibres » et au dogme de la réduction des dépenses publiques, ruinant du même coup son capital de sympathie populaire. En novembre et décembre 1995, le « plan Juppé » de réforme de la Sécurité

sociale se heurtait au soulèvement des salariés du secteur public, soutenus largement par l'opinion. Redoutant que cela ne lui vaille une cuisante défaite aux législatives initialement prévues pour 1998, le chef de l'État tentait un passage en force, procédant à la dissolution anticipée de l'Assemblée nationale, au printemps 1997. La manœuvre n'en échouait pas moins, amenant aux affaires une coalition composée des socialistes, des communistes et des Verts. Deux ans seulement après s'être imposé à la présidentielle, Chirac se voyait contraint de cohabiter avec un gouvernement dirigé par son principal adversaire de 1995, Lionel Jospin.

Cette défaite peu glorieuse marquait le début de la désintégration de la droite. Deux facteurs devaient précipiter les tendances centrifuges à l'oeuvre. Avec la montée du Front national au milieu des années quatre-vingt, puis avec l'irruption d'une série d'autres formations — des écologistes au « parti des chasseurs », en passant par la liste de l'affairiste aux accents populistes Bernard Tapie lors des européennes de 1994 —, la crise de la représentation politique fit tout d'abord éclater le système bipolaire sur lequel reposaient jusqu'alors les alternances. L'extrême droite en fut la grande bénéficiaire, ce qui lui permit d'agir puissamment sur les contradictions des partis traditionnels de la classe dominante jusqu'à les faire éclater, comme à l'issue des élections régionales de 1998.

## Vers une nouvelle architecture des droites

La fin de la bipolarisation et l'affaiblissement concomitant de l'autorité présidentielle, jusque sur sa propre famille politique, auront trouvé leur aboutissement dans la guerre sans merci que viennent de se livrer les droites à l'occasion du scrutin européen. La scission du FN et l'amoindrissement de la pression qu'il faisait jusque-là peser sur l'alliance conservatrice auront, à cet égard, levé la dernière hypothèque empêchant encore que la logique des divisions prennent le pas sur l'union de façade.

La crise du Front renvoie précisément, non à des désaccords stratégiques entre Le Pen et Mégret, mais à l'incapacité du parti néofasciste à poursuivre l'offensive qui lui avait valu ses impressionnants succès de 1998. Artisan d'une démarche visant à faire exploser la droite classique afin de la restructurer sous hégémonie de l'extrême droite, Bruno Mégret en arriva vite à considérer que le caudillo en place était devenu « un boulet » interdisant au FN d'engranger de nou-

6. Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, « Les droites dans la vie politique, le jeu des institutions », in *Histoire des droites en France*, tome I, Gallimard 1992.

velles victoires. La guerre des chefs qui suivit l'affirmation de deux organisations rivales eut néanmoins des conséquences dévastatrices. Si Le Pen sauva in extremis sa représentation au Parlement européen, grâce au prestige du démagogue dont il jouit encore au sein du noyau dur, populaire, de l'électorat frontiste, Mégret échoua dans sa tentative de se doter d'une légitimité électorale qui lui fût propre. Ce double revers, s'il ne referme pas l'espace qu'occupa l'extrême droite quinze durant jusqu'à pouvoir se poser candidate au pouvoir, se révèle néanmoins de nature à rouvrir totalement le jeu politique hexagonal.

Ainsi, les trois listes en belligérance ce 13 juin révèlent-elles la nouvelle donne politique et expriment-elles parfaitement les défis aggravés devant lesquels se retrouvent la classe dominante comme ses appareils politiques. Le premier de ces défis concerne le projet hors de la cohérence duquel les droites ne pourront trouver le chemin d'une réunification. Défi redoutable que celui-là, dans la mesure où les possédants se montrent, on l'a vu, profondément divisés face aux effets d'une mondialisation libérale qui met en crise l'État-nation, confronte nombre de secteurs industriels ou bancaires à des menaces importantes, se paie d'un coût social particulièrement lourd. Demeurer dans le cadre d'un ultra libéralisme destructeur de vies et d'emplois risque fort de valoir une cure d'opposition prolongée à la constellation conservatrice. A l'inverse, le choix d'un refus de l'Europe de Maastricht et d'un certain repliement sur le cadre national s'oppose par trop aux intérêts du capital financier et des marchés pour incarner une sortie de crise crédible à cette étape. Ce défi en recoupe évidemment un autre, celui de la stratégie qui permettrait à l'actuelle opposition de retrouver une base populaire stable.

Seule la résolution de questions aussi fondamentales peut donner aux formations concernées les moyens d'un nouveau leadership. Les appareils en place étaient, jusqu'à présent, les produits d'histoires dépassées. L'échec du RPR sonne le glas de ses prétentions à être le pivot de l'opposition, la force capable de réaliser la synthèse entre un libéralisme socialement tempéré et le tropisme national. De ce qui apparaît comme un véritable champ de ruines, émergent donc aujourd'hui trois pôles.

Le premier, d'inspiration nationale-républicaine, se pose en recours dans la perspective d'une future crise politique ou sociale, voire d'une implosion de la construction européenne. Il cherche à canaliser les inquiétudes et exaspérations d'une série de secteurs de la population, tentant à cette fin de

retrouver les ingrédients du mythe gaulliste des origines. Le deuxième pôle, libéral et autoritaire, affiche ses prétentions à prendre la succession du parti chiraquien moribond et de Démocratie libérale. Le troisième, centriste, se veut manifestement candidat à une solution de « troisième force » (7), pour le cas où la « gauche plurielle » viendrait à se déliter dans la foulée de la prochaine présidentielle.

Cette dernière hypothèse acquiert désormais un surcroît de crédit. S'il est, naturellement, trop tôt pour avancer des scénarios un tant soit peu précis, il convient néanmoins de noter que les pressions s'exerçant sur le Parti socialiste, dans le contexte de la mondialisation économique et financière comme de la structuration de l'Europe des marchés, poussent à terme à la rupture de l'alliance intégrant le Parti communiste au gouvernement. Encouragée par la campagne de Daniel Cohn-Bendit, une telle solution a manifestement aussi le soutien d'une aile des Verts. Autour de Lionel Jospin, la direction socialiste résiste pour le moment à cette tentation, tout en conduisant d'ailleurs pratiquement une politique se distinguant peu de celle de Tony Blair ou Gerhard Schröder. Elle se montre, en effet, consciente qu'un renvoi du PCF dans l'oppo-



sition et l'accélération parallèle de son déclin historique libéreraient des énergies sociales difficilement contrôlables par une coalition « rose-vert-bleu ». Pour la social-démocratie, la désintégration de l'opposition n'en crée pas moins la tentation d'occuper l'espace qui s'affirme au centre de l'échiquier politique, avec l'affirmation indépendante d'une force dont le programme, en matière européenne notamment, s'avère fort proche de la politique gouvernementale. Les lendemains de la présidentielle pourraient, de ce point de vue, favoriser une redistribution générale des cartes.

Les trois pôles apparus à l'occasion de ces européennes sont appelés à structurer le long processus de décomposition-recompo-

sition qui s'amorce. A l'arrivée, le rapport des forces se trouvera largement déterminé par les synergies qui auront pu s'opérer avec une série de secteurs libérés par le déclin de l'extrême droite. D'évidence, autour de l'option libérale-autoritaire, gravitent depuis longtemps des courants se référant à l'expérience du post-fascisme de Gianfranco Fini et de l'Alliance nationale italienne. Mais, du côté de la galaxie Pasqua-Villiers, la tentative de récupérer des forces issues du Front national se fera aussi d'autant plus forte qu'à la dernière consultation, la liste « souverainiste » réalisa ses meilleures performances là où elle sut mordre sur l'électorat lepéno-mégrétiste, comme les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon ou Île-de-France. A l'inverse, le tandem Pasqua-Villiers n'opéra qu'une percée moindre lorsque l'extrême droite parvenait à limiter son recul.

Principale victime de la dernière consultation, le RPR se retrouve à présent dans l'oeil du cyclone : privé de président, en proie aux affrontements de clans, menacé de perdre son principal bastion municipal, l'Hôtel de Ville de Paris, frappé par une avalanche de scandales politico-financiers... Discrédité auprès de ses propres amis, Jacques Chirac se retrouve isolé en son palais de l'Élysée, en situation extrêmement périlleuse à trois ans de la présidentielle. Dans l'objectif de reconquérir le leadership sur son camp, il pourrait être tenté de se lancer dans une opération bonapartiste consistant à opposer aux appareils en place un « parti du président », postulant à la réunification autour de sa personne de toutes les composantes aujourd'hui rivales. Pour y parvenir, il lui manque toutefois l'essentiel : un appareil politique suffisamment structuré et disposant de ramifications au sein des partis concernés.

Autant dire qu'avant de trouver le chemin d'une réorganisation sur de nouvelles lignes de partage et sur la base d'un nouveau rapport de forces, les droites sont loin d'en avoir fini avec leur déconstruction. Cette dernière n'est, au fond, que la traduction de la crise de direction de la classe dominante française. En ce sens, ses répercussions pourraient être importantes sur l'ensemble de l'Union européenne dans l'avenir. ■

7. Sous la IV<sup>ème</sup> République, de la Libération au coup de force du général de Gaulle en 1958, on désignait ainsi l'alliance, qui structurait la plupart des équipes ministérielles, entre la social-démocratie et la démocratie-chrétienne.

# Sanctionné par les électeurs Schröder s'incline devant le capital

par  
Angela Klein\*

Les élections au parlement européen (PE), qui dans tous les pays concernés reflétaient plutôt des réactions vis-à-vis de la politique nationale qu'un scrutin sur la politique européenne, se sont soldées en Allemagne à la fois par un rejet brusque de la politique néolibérale et par sa réaffirmation.

Après le départ d'Oskar Lafontaine il fallait au gouvernement de Schröder un redressement et une précision de son profil politique. Grâce à la capitulation des Grünen (Verts), la guerre fut une occasion unique pour se présenter en rangs serrés derrière une politique, qui camouflait bien sa rentrée en scène militariste avec un discours non pas de défense des intérêts nationaux, mais des intérêts... kosovars, donc humanitaires. Ce fut le seul dénominateur, qui permit de concilier aussi bien les milieux impérialistes en quête d'un nouveau rôle militaire de l'Allemagne dans le monde que les milieux libéraux de gauche jusqu'à présent critiques de l'héritage impérial. Le vote social-démocrate aux élections européennes ne reflète qu'en partie un désaccord sur la guerre (qui a existé aussi dans les milieux sociaux-démocrates, mais de façon très marginale). Fait inhabituel pour un gouvernement "de gauche", le gouvernement Schröder n'est pas tombé sous les coups de la guerre, mais a pu renforcer sa position et faire oublier pendant quelques semaines ses déchirements internes en matière de politique économique et sociale (politique fiscale, nucléaire, loi sur les emplois précaires dits "de 630 DM", etc.). Le gouvernement a pu bénéficier d'un sursis, mais plus la guerre durait, plus l'opinion publique s'interrogeait, si une fois la guerre terminée il allait être en mesure de transférer sa capacité d'action dans le domaine de la politique intérieure.

Quelques jours avant les élections, Schröder répondit à cette question par le manifeste commun avec Blair — une claire affirmation qu'il entendait rester en charge en donnant au gouvernement un profil décidément libéral de droite. Il semble que Blair ne voulait pas publier le papier avant les élections alors que Schröder a insisté pour qu'il soit connu. La crainte de Blair, que cela risquait de provoquer des abstentions n'a pu échapper à Schröder. Il n'y a donc qu'une seule raison à cette publica-

tion précipitée : Schröder ne voulait pas prêter flanc aux critiques l'accusant de tromper l'électorat en lui faisant connaître seulement après les élections la politique qu'il entendait mener.

Le résultat électoral a été une défaite cuisante pour la politique gouvernementale. Comme ailleurs, la plupart des abstentions au vote (55%) étaient des votes populaires, nuisant surtout à la social-démocratie et aux Verts. Par rapport aux élections européennes de 1994 le recul en voix a été général : le SPD a perdu 3 millions de voix (reculant de 1,5 %) ; les Grünen ont perdu 1,8 millions de voix (- 6,7 %) ; les chrétiens-démocrates, qui ont gagné 7,3 %, ont perdu en absolu 700 000 voix et même le PDS, qui a gagné 1,1 %, mais a perdu 103 000 voix. Le seul parti à gagner en voix et en score a été le CSU, la démocratie chrétienne en Bavière. La défaite a été également cuisante pour le parti libéral (FDP), qui a chuté de 1,4 millions de voix à 820 000, et donc de 4 % à 3 %. Vu le fait que le parti a eu de la peine à entrer au Bundestag en septembre dernier et qu'il n'est quasiment plus présent dans les parlements des Lander, c'est bien une crise existentielle qu'il traverse. La majorité de la direction des Grünen poursuit une OPA sur l'héritage du parti libéral en affirmant une ligne de social-libéralisme de droite, c'est-à-dire se prononçant en faveur d'une politique économique néolibérale combinée avec des discours ouverts et non nationalistes sur la citoyenneté, l'Europe, etc.

Les chrétiens-démocrates ont gagné tant à l'Est qu'à l'Ouest (entre 6 % et 12 % ; le SPD ne reste le premier parti qu'au Brandenburg !).

L'extrême droite, toujours divisée en trois groupuscules au moins, a obtenu ensemble 2,5 % et a perdu environ 1 million de voix ; seul le NPD a pu progresser de 30 000 votes (soit 0,2%). Les nombreux petits partis (pour la plupart bizarres) ont tous fait des scores insignifiants.

Pour les Grünen, le résultat n'a néanmoins pas été une défaite totale : son électorat s'est détourné surtout à cause de la guerre. Mais il a évité de passer au-dessous des 5 %, ce qui aurait ouvert une crise gouvernementale et que craignaient nombre de ses militants. Vu que dans la plupart des pays européens les Verts ont été le parti gagnant de ces élections, et que leur fraction au Parlement européen a été renforcée, leur défaite à Bonn s'en est trou-

vée relativisée.

A l'Ouest le PDS a doublé ses scores et ses votes. Il a profité là de son profil nettement anti-guerre et de parti d'opposition (au Bundestag). A l'Est il a souffert comme tous les grands partis de l'abstention massive, tout en améliorant son score, à l'exception notable des Lander comme Mecklenburg-Vorpommern et Sachsen-Anhalt, où soit il fait partie de la coalition gouvernementale, soit il tolère le SPD au gouvernement ; dans les deux cas il perd 3 %. A part Berlin-Ouest, où dans certains endroits (le quartier de Kreuzberg) il atteint près de 10 %, il réalise son meilleur score à l'Ouest, avec 3%, à Hambourg. Le PDS de Hambourg est divisé, majoritairement sur une

## Les résultats

<b>CDU (démocratie-chrétienne) :</b>	<b>39,3 %</b>
<b>SPD (social-démocratie) :</b>	<b>30,7 %</b>
<b>Verts :</b>	<b>6,4 %</b>
<b>CSU (chrétiens-sociaux) :</b>	<b>9,4 %</b>
<b>PDS (gauche radicale issue à l'Est de l'ex-SED) :</b>	<b>5,8 %</b>
<b>FDP (libéraux) :</b>	<b>3,0 %</b>

ligne très "gauche", non libre de dogmatisme et mise sur la sellette par la direction nationale. Ce score révèle que la motivation du vote était surtout de politique générale, et non de politique concernant les préoccupations concrètes sur place.

Le soir des élections, Schröder a déclaré, avoir "compris". La semaine suivante ses ministres ont sorti un paquet d'austérité lourd de 30 milliards DM, qui non seulement est une attaque frontale, ouverte et sans gêne contre les retraités et les chômeurs, mais pour la première fois comporte aussi un changement majeur dans le système de la sécurité sociale. Le gouvernement veut forcer les chômeurs au travail et ouvrir les portes à la privatisation de l'assurance vieillesse ; ce sont des pas que même le gouvernement Kohl n'a pas osé franchir. La défaite électorale du néolibéralisme mène donc... à un néolibéralisme encore plus forcené. C'est cela, que Schröder a compris et c'est comme cela qu'il entend créer une base claire et solide pour son gouvernement. ■

\*Angela Klein est rédactrice du bimensuel SOZ, Sozialistische Zeitung.

# Choc électoral majeur

par  
Alain Tondeur\*

Le 13 juin, la Belgique renouvelait non seulement ses représentants au Parlement européen, mais aussi ses députés, ses sénateurs et ses conseillers régionaux (1). Il s'agissait d'élections importantes étant donné la profondeur des événements qui ont secoué le pays et l'appareil d'État au cours des quatre dernières années, plus particulièrement lors de la "Crise blanche" de 1996-97. Au pouvoir depuis 1988, la coalition sortante entre sociaux-chrétiens et socialistes espérait toutefois surmonter son discrédit en valorisant la forte diminution du déficit, le retour de marges budgétaires et l'admission de la Belgique au club des pays membres de l'Euro. Par ailleurs, misant délibérément sur la composante "sécuritaire" de la Crise blanche plutôt que sur sa composante citoyenne, le gouvernement avait accouché d'un projet de réforme des polices élaboré avec la participation active de l'opposition libérale, dans le cadre d'un véritable projet de "normalisation". Mais tous ces espoirs ont été balayés par la "crise de la dioxine", qui a éclaté en pleine campagne électorale. Le verdict des urnes est à l'avenant : historique à plus d'un titre.

## Les partis gouvernementaux sanctionnés

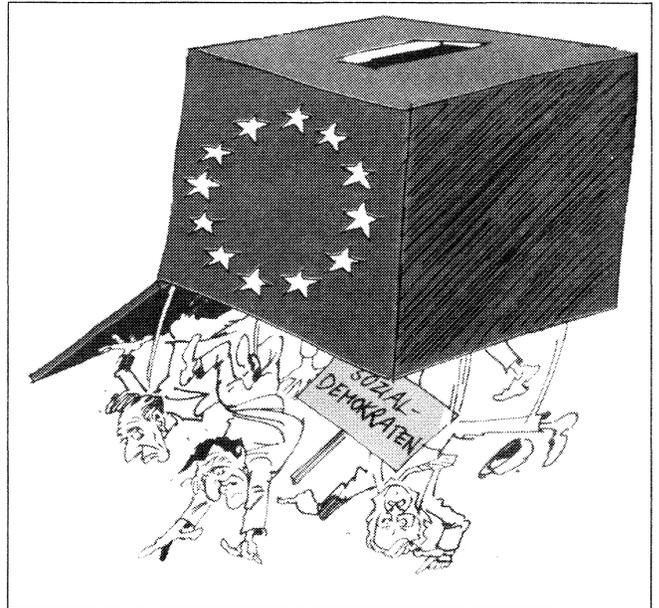
Les quatre partis (2) composant le gouvernement dirigé par Jean-Luc Dehaene sortent durement sanctionnés. Le CVP perd plus de 15 % de son électorat (de 26,8 % à 22,1 % en Flandre), le PS environ 12 % du sien (de 35,2 % à 29,5 % en Wallonie), tandis que leurs coreligionnaires PSC et SP perdent respectivement 18 % et 22 % des leurs (ils passent de 21,6 à 17 % et de 19,4 à 15 %).

Le CVP et le PS conservent leur statut de premier parti respectivement en Flandre et en Wallonie (tandis que les libéraux francophones restent le premier parti dans la Région bruxelloise). Mais de justesse : le PRL (libéraux francophones) n'est plus qu'à 2,8

points de la social-démocratie en Wallonie, tandis que le VLD (libéraux flamands) n'a qu'un dixième de point de retard par rapport au CVP. Le choc politique est le plus dur à encaisser pour le CVP. Sonné, il a décidé, contrairement à l'usage, de ne pas prendre l'initiative des négociations pour un gouvernement flamand, laissant la main au VLD (3).

Pour les deux "petits frères" PSC et SP, une crise existentielle est ouverte. Les sociaux-chrétiens francophones vivent depuis des années au-dessus de leurs moyens, avec une présence dans l'appareil d'État et une influence politique sans commune mesure avec leur poids électoral. Si le CVP les entraîne dans l'opposition, ils seront ramenés brutalement à la réalité de leur déconfiture. Leur avenir est incertain.

La situation du SP est encore pire. Surtout, elle est beaucoup plus inquiétante du point de vue du mouvement ouvrier. Car les socialistes flamands sont dépassés (de



0,2%) par les fascistes du Vlaams Blok. Lors du précédent scrutin (1995), le SP, éclaboussé par un scandale de pots-de-vin (4), avait fait mieux que se sauver en se profilant comme un parti indispensable à la défense de la sécurité sociale des petites gens et en appelant à sa rescousse toute l'intelligentsia de gauche. Il a essayé de refaire le coup une deuxième fois, mais les électeurs n'ont plus été dupes. Aujourd'hui la social-démocratie flamande tombe en vrilte. Le cours autoritaire-sécuritaire et populiste-néolibéral de son

\* Alain Tondeur est membre du Bureau politique du POS-SAP (Parti ouvrier socialiste), section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale, et rédacteur du bimensuel *La Gauche*. Il a notamment publié *La crise Blanche*. Bruxelles 1997 (un remarquable petit essai pour comprendre les "marches blanches") et, avec François Vercammen, *Rêmenter l'espoir, un socialisme de la libération pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles 1995.

1. Conseil flamand, conseil wallon, conseil de la région de Bruxelles-capitale et conseil de la communauté germanophone.

2. PS et SP pour la social-démocratie, PSC et CVP pour la démocratie-chrétienne. Les partis belges des trois "familles" traditionnelles — social-démocrates, démocrates-chrétiens et libéraux — se sont scindés en deux sur une base "linguistique" il y a une vingtaine d'années. Par ailleurs, certains partis n'existent qu'en Flandre, en région francophone (Wallonie + francophones de

Bruxelles) ou dans la très petite région de langue allemande. Les plus importants sont le Vlaams Blok (fasciste), la Volksunie (démocrate nationaliste) et le Front Démocratique Francophone (parti bruxellois anti-flamand, allié des libéraux francophones). Seul la section belge de la Quatrième Internationale (POS-SAP) et le PTB mao-stalinien subsistent comme organisations unifiées au niveau de l'État.

3. Le système politico-institutionnel belge est très complexe. Au niveau fédéral, le roi, en fonction du verdict des urnes, prend l'initiative de désigner un "formateur" qui lance les négociations en vue de la formation d'un exécutif (éventuellement on passe d'abord par un "informateur"). Au niveau des Régions, le Parti dominant mène la danse.

4. Dans le cadre du marché Agusta d'achat d'hélicoptères pour la défense nationale.

# Belgique - Union Européenne

président, Louis Tobback, l'a poussée au fond d'une impasse fatale. Sans révision radicale et rapide, c'est la mort à moyen terme.

Il faut noter que la déroute des partis de la coalition sortante ne profite guère à l'opposition de droite traditionnelle. Les libéraux deviennent certes la première famille politique du pays, pour la première fois de l'histoire. Cela devrait leur permettre de tenir la barre du prochain gouvernement. Mais ils doivent ce privilège davantage aux pertes des autres qu'à leurs propres progrès. Le PRL gagne près de 1 % en Wallonie et perd 0,5 % à Bruxelles, tandis que le VLD gagne 1,8 % en Flandre. On est loin d'un raz-de-marée bleu. Cela s'explique en partie par la méfiance vis-à-vis du néolibéralisme et du surcroît de régression sociale qu'il entraînerait, en partie par le fait que le PRL et le VLD n'ont pas réussi à se débarrasser de leur image de parti de pouvoir, même après onze ans d'opposition.

## Les Verts, grands vainqueurs

Les grands vainqueurs du scrutin sont les Verts (dans les deux parties du pays) et, dans une moindre mesure, les fascistes (mais uniquement en Flandre). Les trois familles traditionnelles perdent globalement 525 908 voix. Les Verts en récupèrent la plus grosse partie : 380 547. Dans les arrondissements francophones, Écolo est le seul vainqueur : il gagne plus de 200 000 voix, essentiellement aux dépens du PS. L'extrême-droite recule considérablement. Progressant de 7,8 % en Wallonie et de 9,3 % à Bruxelles Écolo fait un score historique et sans équivalent en Europe : respectivement 18,2 % et 18,3 %. En Flandre, le progrès du parti écologiste (Agalev) est proportionnellement le plus important (+ 4,5 %, soit 11,6 % de l'électorat), mais le Vlaams Blok progresse encore de 3,2 % (15,5 %). Le solde est récupéré par les démocrates nationalistes de la Volksunie.

La "petite gauche", comme on dit ici avec condescendance, est restée dans la marginalité électorale. Le POS (section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) avait décidé de ne pas déposer de listes autonomes et s'était dit

ouvert à toute proposition unitaire susceptible de prolonger les tentatives antérieures (5). Une décision difficile, car le POS a été présent à toutes les élections depuis 1977 — seul le plus souvent, parfois dans le cadre de regroupements pluralistes. Nous étions convaincus de l'existence d'un potentiel électoral de gauche radicale. En même temps, nous étions pratiquement certains que, faute d'unité, ce potentiel ne pourrait pas se matérialiser au niveau des votes. Les faits, hélas, nous ont donné raison. Le PTB mao-stalinien subit un dur échec. En dépit d'une forte campagne menée avec des moyens importants (5 millions de francs belges) et l'appui de quelques personnalités, il perd 10 % de son électorat (il fait 0,4 % à Bruxelles, 0,5 % en Wallonie et 0,6 % en Flandre alors qu'il espérait deux élus). Les listes du PC, présent dans tous les arrondissements francophones, ont eu à peine plus de succès (0,8 % à Bruxelles, 1 % en Wallonie). Faute d'alternative crédible à gauche, les candidats de gauche sur les listes vertes (pas tous membres d'Écolo ou Agalev) ont raflé toute la mise. Certains font des scores intéressants. Les seuls scores à gauche de la gauche qui sortent de la confidentialité sont ceux de la liste européenne (francophone) "Debout" conduite par l'ex-dirigeant syndical des Forges de Clabecq, Roberto D'Orazio. "Debout" fait 2 %, avec des pointes de 4 % dans certains cantons du Hainaut, mais l'initiative risque de rester sans lendemain du fait de l'absence de démocratie interne et de plate-forme politique.

La "crise de la dioxine" a sans aucun doute pesé sur le scrutin. Elle a replongé le pays dans l'ambiance de la "Crise blanche". En moins dramatique, certes. Mais les ingrédients sont les mêmes : une question majeure pour la vie concrète des gens, des trafiquants qui sont comme des poissons dans les eaux glauques de la dérégulation, la quête sans scrupules du profit maximum. Et un pouvoir qui se désintéresse de la question d'abord, tente de dissimuler le scandale ensuite, puis feint de prendre le taureau par les cornes en s'enfermant dans sa tour d'ivoire sans faire de commentaires, comme si les citoyens étaient des imbéciles. Du coup, tous les acquis de la normalisation se sont évaporés. Et les électeurs ulcérés ont fait pleinement usage de l'arme que le hasard du calendrier avait mis entre leurs mains: le bulletin de vote.

C'est dire que le succès des Verts ne procède pas simplement d'un "effet dioxine" aussi médiatique que passager. Certes, les écologistes touchent les dividendes de leur dénonciation constante de l'agrobusiness et

de ses aberrations. C'est normal et légitime. Mais il y a plus : face à une caste politique arrogante, hautaine et brutale, face à un appareil d'État opaque et autoritaire, face à une logique d'austérité imperturbable, à un pouvoir sourd même aux aspirations les plus fortes, le vote vert est apparu massivement comme un vote utile en faveur d'une alternative humaine, démocratique, sociale et citoyenne. Il n'est plus question d'un vote de protestation mais d'un vote réfléchi pour faire un pas en avant et, dans une certaine mesure, d'un vote d'adhésion à des idées et à des combats incarnés par des individus. Le taux élevé des voix de préférence (6) des candidat(e)s en apporte la preuve irréfutable.

On l'a dit: le succès écologiste est surtout impressionnant dans les arrondissements francophones. C'est le résultat d'un concours de circonstances exceptionnel. C'est en Wallonie que l'impact de la "Crise blanche" a été le plus fort. Grâce aux parents des victimes de Marc Dutroux, la mobilisation populaire y a pris un tour délibérément citoyen et démocratique. Seul parti démocratique non intégré à l'establishment au sein du parlement, Écolo était idéalement placé pour en tirer tout le bénéfice. L'excellent travail de Vincent Decroly, son représentant au sein de la Commission parlementaire d'enquête sur les "dysfonctionnement", l'y a puissamment aidé (dernier suppléant sur la liste Écolo aux européennes, Decroly fait plus de 108 000 voix de préférence !). Très liés à Decroly et très populaires, les parents de la petite Melissa Russo ont apporté leur soutien "de l'extérieur" aux listes Écolo.

A ce bilan positif face au mouvement blanc, les Verts ont su coupler des initiatives réussies sur le champ proprement politique. A travers une longue série de débats avec des organisations de la société civile (les « états-généraux de l'écologie politique ») ils ont réussi à étoffer leur programme tout en matérialisant leur slogan « faire de la politique autrement ». De plus, ils ont drainé vers eux les voix de socialistes opposés à l'accord de gouvernement "secret" conclu entre le PS et le PRL wallons. Les pertes de la social-démocratie sont d'ailleurs plus que compensées par les gains d'Écolo, de sorte que l'on peut parler en Wallonie d'une poussée électorale à gauche.

L'image est différente en Flandre, où le progrès d'Agalev — plus important que le recul du SP — ne doit pas escamoter la domination de la droite traditionnelle, ni surtout le fait inquiétant que le Vlaams Blok continue à marquer des points. Le parti fasciste était déjà la principale force politique à

5. Rappelons que le mouvement unitaire Gauches Unies, associant le PC, le POS et des indépendants, avait fait 1,7% lors des européennes de 1994 dans la partie francophone.

6. Il s'agit d'un scrutin de liste, donc les électeurs choisissent une liste donnée, mais de plus ils peuvent marquer leur préférence pour un ou plusieurs individus sur la liste, ce qui, le cas échéant, peut rendre éligible ceux qui ne l'étaient pas, n'étant pas situés en tête de liste.

Anvers (28 %). Non seulement il consolide ses positions dans la ville de Rubens, mais en plus il conquiert la première place également à Malines (23,8 %), à Sint Niklaas (18,9 %), et dans quelques autres cantons. Jadis bastions socialistes, les vieilles régions industrielles des axes Anvers-Bruxelles et Anvers-Gand se colorent en brun. A Gand, deuxième ville flamande, le Blok (19,4 %) n'est devancé — de peu — que par les libéraux. Par ailleurs, le Blok n'est plus un phénomène essentiellement urbain : il s'étend dans les campagnes et perce pour la première fois dans des arrondissements où il était marginal jusqu'à présent.

## Crise des mécanismes de contrôle social et politique

D'une manière générale, les résultats peuvent être considérés comme historiques par la conjonction de quatre éléments : la crise du CVP, la perte du monopole de la social-démocratie sur la gauche, l'affirmation des libéraux comme la première famille politique du pays et la fin des "grands partis" (avec, dans ce cadre, le phénomène écolo-Agalev). La place nous manque pour détailler ces différents aspects, mais il faut souligner l'importance de la crise du CVP. Ce parti populaire est l'axe du pouvoir politique de la classe dominante et, en même temps, un instrument décisif pour l'intégration du mouvement ouvrier à travers la collaboration de classe (7). Partis de notables, le VLD et le PRL sont incapables de quadriller et de contrôler la société en profondeur.

Cette crise du CVP se combine avec le recul de la social-démocratie, de sorte qu'il n'est pas exagéré de diagnostiquer un affaiblissement généralisé des mécanismes de contrôle social et politique du mouvement ouvrier et des autres mouvements sociaux par la bourgeoisie (8). En d'autres termes, le tremblement de terre de la Marche blanche s'est répercuté sur le plan politique électoral. Il faudra suivre attentivement les répercussions en retour sur la société civile, en particulier sur le puissant mouvement syndical : la social-démocratie gardera-t-elle son monopole politique de fait sur les instances de la FGTB, le syndicat socialiste ? Qui servira de relais aux travailleurs chrétiens ? Rompront-ils avec le CVP et le PSC ? La séparation en deux grands syndicats "pesant" chacun plus d'un million d'affiliés n'est-elle pas obsolète ?

La réponse progressiste à ces questions est malheureusement hypothéquée par la grave crise de perspectives d'un syndicalisme désemparé, incapable aujourd'hui de jouer un rôle politique autonome. C'est pourquoi

les évolutions sur le terrain politique resteront sans doute décisives. Or, à cet égard, on va de surprise en surprise. Au lendemain du scrutin, la plupart des observateurs pariaient sur la mise en place d'une "coalition asymétrique", c'est-à-dire un gouvernement composé de partis différents au Nord et au Sud du pays. En toute logique, le SP, grand perdant, n'aurait pas dû en être, tandis que le PS restait incontournable. Inversement, le CVP aurait pu rester de la partie, pas son homologue le PSC. Mais ce n'est pas comme cela que les choses se sont passées.

## Un gouvernement "new look" ?

A l'heure où ces lignes sont écrites (5 juillet), les négociations battent leur plein pour la formation de majorités homogènes

### ● Pays Basque

Un succès pour Euskal Herritarok (EH), coalition de la gauche nationaliste basque dont font notamment partie Herri Batasuna et nos camarades de Zutik. Aux européennes EH obtient un député, mais c'est surtout aux élections régionales et municipales (prioritaires du point de vue de EH) que la percée est significative : 8 élus au Parlement de Navarre (dont 1 de Zutik), 9 élus à celui de Biscaye (1 de Zutik) et 4 élus à celui de Guipuzcoa (dont le collaborateur d'Inprecor, Joxe Iriarte "Bikila"). Inprecor reviendra en septembre sur l'évolution de la situation basque.

### ● Galice

Le Bloc nationaliste de Galice, dont font partie nos camarades de l'Inzar (ex-LCR), a obtenu pour la première fois un élu au Parlement européen. A suivre...

### ● Luxembourg

Succès de la liste "La Gauche", formée par la Nouvelle gauche (où militent les camarades de la section luxembourgeoise de la IVe Internationale) et le PC, aux élections parlementaires, qui ont eu lieu parallèlement aux européennes. André Hoffman a été élu député dans la circonscription de Esch-sur-Alzette avec 4,99 % des voix (et plus de 7 % dans cette ville industrielle). Dans la ville de Luxembourg la liste, dirigée par notre camarade Justin Turpel, a obtenu 2,5 %. Scores prometteurs pour les élections communales d'octobre prochain. A suivre...

composées des libéraux, des socialistes et des écologistes... et il semble que les chances d'aboutir ne soient pas minces ! Le sommet de l'appareil d'État, regroupé autour de l'institution monarchique — dont le rôle n'est pas négligeable — a choisi cette solution audacieuse pour éviter que l'État central ne soit soumis à de nouvelles forces centrifuges, d'une part et, d'autre part, pour donner un signal fort que le message de l'électeur en faveur du changement a été compris... sans mettre en question la politique d'austérité. Les partis réunis autour de la table pourraient bien réussir cette quadrature du cercle, car le départ du CVP, véritable "parti-État" de la Flandre, crée un appel d'air, fissure des bureaucraties, casse des lobbies clientélistes et ouvre un espace pour la modernisation de la vie publique (en permettant par exemple de débloquer des dossiers "éthiques" comme l'euthanasie ou le mariage des homosexuels).

Les écologistes, dès lors, sont au beau milieu d'un carrefour stratégique. Les partis traditionnels veulent les "mouiller". La social-démocratie, en particulier, rêve d'en faire ses alliés structurels à travers une expérience commune de gouvernement. Pour être à la hauteur des aspirations au changement, les Verts devraient avoir l'audace de mettre sur la table un programme d'urgence sociale, écologique et démocratique, en rupture avec le néolibéralisme, comme condition de leur participation, et interpellent les mouvements sociaux pour qu'ils appuient cette perspective. Au lieu de cela, ils sont prêts à « prendre leurs responsabilités », sans exclusives vis-à-vis de quiconque. Dans le cadre de gouvernements avec les partis libéraux, cela ne pourrait déboucher que sur des expériences encore plus décevantes qu'en France ou en Allemagne. Avec le paradoxe que le rapport de forces initial est plus favorable aux Verts belges qu'à leurs amis étrangers. Et avec le risque que la désillusion offre de nouvelles chances de développement à l'extrême-droite, non seulement en Flandre mais aussi, cette fois, au Sud du pays. ■

7. Le CVP est un parti de "standen" (états), un parti interclassiste au sein duquel les différentes couches sociales sont organiquement représentées à travers leurs associations professionnelles. Le mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW), dont le syndicat des travailleurs chrétiens (CSC flamande) fait partie, est membre du CVP à part entière.

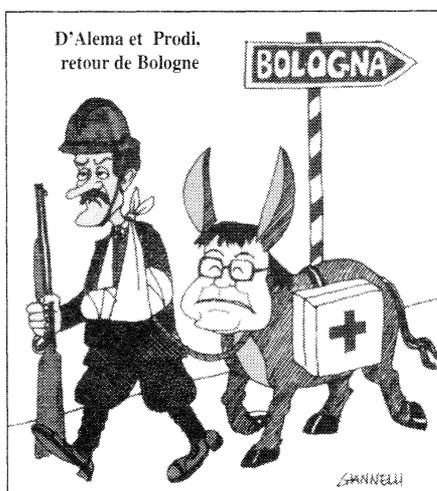
8. La déstabilisation pourrait être aussi institutionnelle, dans la mesure où CVP et PS constituent les deux piliers du (pseudo) « fédéralisme d'union ».

# Une grave dérive

par  
Livio Maitan\*

En Italie les élections européennes ont eu lieu en même temps que des élections provinciales et municipales dans de nombreuses régions et dans des villes importantes comme Milan, Turin et Bologne. De prime abord, on pourrait parler de succès du pôle de centre droit et d'échec du centre-gauche, qui gère le gouvernement, tout en remarquant l'étonnant résultat obtenu par l'outsider Emma Bonino, commissaire européenne et depuis de longues années l'une des dirigeantes du Parti radical.

En effet, la formation de Berlusconi, Forza Italia (FI), n'a pas hésité à crier victoire, alors que les Démocrates de gauche (DS), descendants et ensevelisseurs de l'ancien Parti communiste italien (1), après la cuisante défaite à Bologne (pendant un demi siècle ville phare du réformisme municipal modéré) se sont littéralement roulés dans la poussière. Ces réactions se justifient si l'on juge les résultats en termes de pourcentages : FI a atteint 25,2 % (20,6 % aux législatives de 1996) et les DS n'ont eu que 17,3 % (21,1 % en 1996). Par rapport aux élections d'il y a trois ans, toutes les autres formations reculent : L'Alliance nationale (AN, héritière de l'ancien parti néofasciste MSI) est passée de 15,7 % à 10,9 %, tout en ayant fait bloc avec le courant de centre-droite autour de Mario Segni, le parti populaire italien (PPI), principal héritier de la Démocratie chrétienne, de 6,8 % à 4,2 %, les Verts de 2,5 % à 1,8 %. D'autres formations du centre ou du centre-gauche faisant parti du gouvernement ont également perdu du terrain (par exemple, la liste du ministre des Affaires étrangères et ancien premier ministre, Lamberto Dini, est passé de 4,3 % à 1,1 %). Il faut finalement ajouter que les deux partis en dehors du pôle du centre-droite et du bloc centre-gauche ont



eux aussi essuyé une incontestable défaite : la ligue du Nord, qui en 1996 avait obtenu 10,1 %, est tombée à 4,5 % et le Parti de la Refondation communiste (PRC) n'a eu que 4,3 %, c'est-à-dire exactement la moitié de son score d'il y a trois ans (2). Le parti des communistes italiens, issu de la scission du PRC opérée par Armando Cossutta en octobre de l'année dernière, a obtenu 2 %.

Mais le tableau d'ensemble comporte deux nouveautés. La première est l'apparition de la nouvelle formation du centre-gauche (ou tout simplement du centre?) lancée par l'ancien Président du conseil, Romano Prodi, avec la collaboration de plusieurs maires de grandes villes (dont Rome et Venise) et de l'ancien juge Antonio Di Pietro. Quelques anciens dirigeants des DS, notamment à Bologne, s'étaient ralliés à cette entreprise. Le score n'a pas été très important (7,7 %), mais il a été remporté surtout au détriment des DS et du PPI, aggravant la fragmentation du centre-gauche et de sa majorité gouvernementale. Il est vrai que, d'après les calculs étalés par le Premier ministre D'Alema au lendemain des élections euro-

péennes, sa coalition aurait obtenu plus de 41 % des voix contre environ 38 % pour le pôle, mais il ne saurait lui-même ignorer le fait que cette coalition est une constellation de plus en plus bigarrée dont font partie huit formations : une majorité à faire pâlir la "majorité plurielle" de France ! Après le second tour des élections municipales et provinciales et la chute de Bologne (27 juin), D'Alema a dû renoncer à son triomphalisme en reconnaissant que son parti et plus généralement le centre-gauche avaient essuyé une lourde défaite.

La deuxième nouveauté, inattendue pour tout le monde, a été le succès spectaculaire — 8,5 % (2 631 621 voix) — de la liste Bonino-Pannella se réclamant de la tradition de ce Parti radical qui, après avoir joué un rôle de premier plan dans des batailles démocratiques des années 1970, notamment en défense du divorce et de l'avortement, avait connu une évolution vers la droite en devenant l'avocat sans nuance du néolibéralisme et du modèle nord-américain et l'ennemi acharné des partis et des syndicats. Emma Bonino avait mené une campagne pour son élection à la présidence de la République, qui, en fait a été une campagne de propagande très active pour l'introduction en Italie d'un système présidentiel. Sa campagne européenne, menée en investissant des sommes considérables, a eu du début à la fin une tonalité outrancière : pour un néolibéralisme sans borne et pour la guerre en Serbie (sous cet angle, il y a des similitudes entre elle et Cohn-Bendit).

Mais si on veut saisir la signification des élections du mois de juin, il faut prendre en compte un autre facteur, en dernière analyse, le plus important, c'est-à-dire le taux d'abstention très élevé, tout à fait inhabituel en Italie. Déjà aux élections européennes, les abstentions avaient frôlé 30 % : le 27 juin, dans la plupart des cas, ne se sont rendus aux urnes que de 50 % à 65 % des électeurs. Il faut y ajouter les bulletins blancs ou nuls, sur lesquels on n'a pas encore de données exactes, mais dont le nombre a été de toute façon important. Conséquence de toutes ces abstentions : même ceux qui s'en sont le mieux sortis, n'ont pas gagné de voix, voire en ont perdu. Même Berlusconi qui est passé, rappelons-le de 20,6 % à 26,1 %, n'a gagné que très peu de voix : de 7 712 149 à 7 829 442 voix (10 089 139 en 1994). Ce n'est pas un raz de marée.

Si on vérifie les hypothèses déjà avancées sur les transferts multiples des voix même à des échéances assez rapprochées, on a la confirmation de ce qu'il avait été déjà possible de saisir auparavant : les électeurs n'ont plus de références fortes et stables et peuvent se déplacer d'un parti à l'autre sans trop de problèmes. Ils peuvent s'abstenir ou voter et s'abstenir en même moment (à Bologne la différence est considérable entre le score des DS aux européennes et le score aux élections municipales où la chute a été plus spectaculaire).

On peut donner plusieurs explications à ce

\* Livio Maitan, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est membre de la direction du PRC italien.

1. Rappelons que ce parti s'appelait depuis 1991 Partito della sinistra democratica, Parti de la gauche démocratique (PDS). Il a changé de nom par la suite en s'appelant Democratici di sinistra, Démocrates de gauche, (DS) après la convergence avec quelques petites formations (dont les élus ou anciens élus avaient quitté en 1995 le PRC) et des personnalités de provenance socialiste.

2. Le point de référence des élections européennes de 1994, qui devrait être normalement

pris en compte, mérite d'être relativisé du fait qu'entre-temps le cadre politique italien a connu pas mal de bouleversements et que plusieurs échéances électorales se sont succédées. Toutefois, dans la mesure où des comparaisons peuvent fournir des indications, le bilan général ne change pas pour l'essentiel, sauf pour FI qui en 1994 avait atteint son apogée avec 30 % des voix. Le PDS avait alors obtenu 19,1 %, le PPI 10 %, AN 12,5 %, la Ligue du Nord 6,6 %, les Verts 3,2 % et le PRC 6,1 %.

phénomène. En premier lieu, il faut constater que le dépérissement progressif aux yeux d'une grande partie des citoyens des valeurs sociales, politiques et culturelles qui avaient fondé ou refondé les grandes formations politiques après la chute du fascisme s'est énormément accentué et risque d'atteindre, si aucun changement majeur n'intervient, un point de non retour. Le point crucial de la crise à l'heure actuelle se situe beaucoup plus au niveau politique qu'au niveau social. Évitions tout malentendu : aux racines de tout ce qui se passe reste une crise socio-économique qui s'éternise et qui frappe, avec des différences d'intensité, une multitude de couches sociales.

Mais seuls des secteurs limités, y compris de la classe ouvrière, voient leur cible principale dans les ressorts socio-économiques du système. Aux yeux de la majorité des gens, c'est le système politique qui est sur la sellette, avec ses mécanismes rouillés, qui vident de tout contenu la participation des citoyens. C'est contre ces institutions et ces mécanismes qu'ils réagissent soit par leur abstention soit en exprimant un vote de protestation allant à des formations qui se veulent — démagogiquement, il est vrai — en dehors du système. Voilà ce qui explique aussi bien le refus d'aller voter, que le succès d'Emma Bonino et, dans une moindre mesure, celui de Berlusconi lui-même, qui joue le rôle

d'un réformateur des institutions visant à en accroître l'efficacité, alors qu'en réalité il prône une démocratie oligarchique (3).

Finalement, quels effets ont eu sur le vote la guerre de l'OTAN dans les Balkans ? Le PRC, nous y revenons ailleurs, n'a pas été récompensé de son attitude hostile à la guerre, bien que, d'après les sondages, une majorité d'Italiens étaient plutôt contre elle. En attendant des analyses plus affinées, nous sommes enclins à penser que, face à cet événement horrible, de nombreux citoyens ont éprouvé un sentiment d'impuissance : d'où leur choix de bouder les élections.

1 juillet 1999

# Une passe difficile pour le PRC

Les élections européennes du 13 juin ont marqué un échec grave du Parti de la refondation communiste (PRC), qui n'a obtenu que 4,3 % des voix, soit moitié moins que lors des législatives de 1996. Personne dans le parti ni en dehors de ses rangs n'avait prévu une telle baisse, ce qui explique mieux le désarroi des militants, de même que le vif débat qui s'est déroulé au Comité politique national (CPN) des 3 et 4 juillet. Ajoutons que le Parti des communistes italiens (PdCI), issu de la scission de l'aile Cossutta (4), s'il ne peut pas pavoiser avec 2 %, a toutefois obtenu plus de voix que les militants du PRC ne le prévoient en se basant sur le nombre restreint de ceux qui étaient sortis au mois d'octobre dernier et sur l'exiguïté des forces mobilisées dans les manifestations auxquelles le PdCI avait pris part.

Ni Fausto Bertinotti (le principal dirigeant du parti) dans son rapport, ni aucun parmi plus de cinquante membres du CPN qui ont pris la parole, n'ont attribué sous quelle forme que ce soit la défaite à la décision de censurer le gouvernement Prodi. Personne non plus n'a exprimé l'avis que la ligne aurait été mal appliquée (5).

Selon des études diffusées au lendemain des élections, si 30 % des voix perdues par le PRC se seraient transférés au PdCI, 56 % des anciens électeurs se seraient abstenus (ou auraient introduit un bulletin blanc dans l'urne). Le PRC serait donc l'une des principales victimes de l'abstentionnisme. Il semble donc que même des électeurs des couches populaires qui auparavant avaient voté pour le PRC, ont voulu exprimer leur rejet à la fois d'un système politico-institutionnel qui apparaît de plus en plus comme un repoussoir et de la couche dirigeante politique qui a intérêt à maintenir ce système. Aux yeux de nombreux

électeurs le PRC a continué d'apparaître comme un parti plus radicalisé et plus propre que les autres, mais lui aussi partie prenante du système.

Un assez large consensus s'est dessiné sur l'explication suivante : alors qu'il soutenait le gouvernement, le rôle du parti comme force de pression, qu'on l'approuve ou non, apparaissait plus concret, même si les résultats n'ont été le plus souvent que dérisoires. Dès qu'il est passé à l'opposition, à cause aussi bien des limites des mouvements de masse que de l'insuffisance de son enracinement social, le PRC n'a joué, en fait, qu'un rôle de propagande, ce qui ne pouvait être suffisant pour un parti représentant quand même plusieurs centaines de milliers de personnes.

Deux autres facteurs ont lourdement pesé. Le premier : la guerre aux Balkans. Le PRC a eu une attitude correcte et a été le principal animateur des manifestations qui ont eu lieu fin mars et début avril (les plus importantes, avec celles de la Grèce, en Europe !). Mais tout de même, ce sont des dizaines de milliers et non des centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées et ce n'était pas du tout donné d'avance que cette participation se traduise par un vote pour le PRC. Nous sommes enclins à penser que, face à la tragédie de la guerre, c'est un sentiment d'impuissance qui a prévalu : nous pouvons protester, mais la guerre se déroule quand même ! Le sentiment d'impuissance a été nourri également par la mise sur pied de l'Europe de Maastricht, c'est-à-dire d'un cadre socio-économique et dans une certaine mesure institutionnel dans lequel le rapport de forces ne pouvait que continuer d'évoluer au détriment de la classe ouvrière et des autres couches populaires. A notre avis, cela a aussi contribué à nourrir les tendances abstentionnistes.

Bertinotti lui-même n'est pas allé par quatre chemins. Il a explicitement déclaré, aussi bien lors de la réunion de la Direction que lors du CPN, qu'une erreur avait été commise : on avait estimé qu'il était possible de mettre entre parenthèses ou de remettre à plus tard le processus de refondation fondamentale. Il fallait désormais opérer un tournant, inaugurer un nouveau cycle dans l'histoire du parti en remettant à l'ordre du jour comme une nécessité politique immédiate la redéfinition du socialisme, l'élaboration d'un modèle de société alternative en tenant compte — tout à fait pertinemment à notre avis — d'une vérité première : l'idée du socialisme avait eu par elle-même une valeur évocatrice pour les générations de militants qui se sont succédées depuis le début du siècle, mais n'a absolument plus la même valeur pour les générations nouvelles. C'est effectivement un point de départ pour notre réflexion.

Ce n'est pas nous qui allons regretter le constat d'échec en matière de refondation. Qu'il nous soit permis de rappeler en toute modestie que nous avions tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme, le cas échéant en arrachant des applaudissements aux congrès. Hélas, sans aucun résultat tangible ! Voilà donc un chapitre qui s'ouvre à nouveau. Tout le monde semble d'accord que le chapitre de la conception et du fonctionnement doit être aussi rouvert : mieux vaut tard que jamais ! Ajoutons que le commencement du débat sur ce thème n'a pas été trop encourageant. En fait deux positions se sont dessinées dans la majorité elle-même, qu'on peut présenter (en simplifiant et schématisant à l'extrême) comme

3. Le nouveau maire de Bologne, Giorgio Guazzaloca, tout en étant soutenu par le centre-droit, a souligné qu'il se considérait indépendant et il n'a pas voulu que Berlusconi aille dans sa ville pour faire un meeting en sa faveur.

4. Cf. *Inprecor* n° 429 de novembre 1998.

5. Il va de soi que les militants qui s'étaient opposés au soutien au gouvernement Prodi pendant deux ans et demi estiment que déjà à l'époque le parti avait commencé à connaître des difficultés, comme l'avaient indiqué, entre autres, des élections partielles.

celle des "mouvementistes" et celle des "partidaires". Il était simple pour Bertinotti d'affirmer face aux uns et aux autres qu'il faut à la fois "plus de parti" et "plus de mouvement". mais c'est de toute évidence une généralité qui n'aidera pas beaucoup dans la poursuite du débat.

Des échéances, dans le parti et en dehors de lui, indiqueront quels pourraient être les futurs clivages éventuels (6). Pour l'instant, on s'est tiré d'affaire en fixant quatre lignes d'orientation :

- la préparation d'une plate-forme revendicative et programmatique, qui aide à préparer aussi bien les prochaines luttes, les campagnes du parti et sa participation aux mouvements de masse, que la réflexion sur le socialisme et un nouveau modèle de société ;

- une réflexion d'ensemble sur la structure et le fonctionnement du parti ;

Il la nécessité d'un rapport constant avec les forces dites de la gauche "critique et alternative", quelles que soient les limites de l'influence de ces forces et les divergences que le PRC peut avoir avec elles ;

- une confrontation sur les problèmes actuels de société et sur la crise du mouvement ouvrier avec la gauche modérée ou de gouvernement, dont la composante principale, les Démocrates de gauche (DS), connaît une très grave crise, surtout après la défaite de Bologne (cela ne comporte aucune hypothèse d'un retour en arrière de la part du PRC, d'autant plus que la guerre a rendu les clivages encore plus dramatiques).

Il va de soi qu'il s'agit là de têtes de chapitre plutôt que d'options bien définies. Les discussions vont reprendre à l'automne en même temps que la préparation d'une manifestation qui sera lancée à l'initiative du parti.

le 5 juillet 1999

L. M.

6. Le texte proposé par le Secrétariat du parti a été voté à une large majorité, après l'intégration d'amendements, dont un assez important sur les initiatives de mobilisation. Une notable différenciation s'est produite sur un texte critiquant l'attitude réticente du parti devant l'accord mettant fin à la très importante lutte des ouvriers de la métallurgie. Malgré l'opposition du secrétariat, ce texte a remporté 85 voix sur un total d'environ 250 participants au vote. Un autre clivage s'était produit auparavant à la Direction nationale, concernant le choix d'un élu au Parlement européen. Alors que la direction avait projeté au départ 8 candidats éligibles, il n'y a eu que 4 élus. Le choix de ces élus dépendait de l'option que ferait Bertinotti élu en même temps dans toutes les circonscriptions. Sur deux élus — en plus de Bertinotti — il n'y avait pas de désaccord. Sur le quatrième il y a eu un affrontement assez dur et la proposition du secrétariat en faveur du juge sicilien Di Lello au détriment du coordinateur du département international, Sorini, n'a été acceptée qu'avec 31 voix, contre 11 et 13 abstentions.

# Y a-t-il une issue à la crise de la Gauche unie ?

par  
Jaime Pastor\*

Perte de plus de la moitié des voix et de cinq députés aux élections européennes, perte de presque la moitié des voix et de 1200 conseillers aux élections municipales et disparition dans trois parlements autonomes, avec des pertes importantes ailleurs, à l'exception des Baléares (seule communauté, il est vrai, où la campagne n'a pas reçu le soutien de la direction fédérale...). Les résultats de IU (Izquierda Unida : Gauche unie) dans la triple élection du 13 juin dernier ont ouvert une profonde crise dans ses rangs. Si l'on se voilait la face devant la gravité du recul ou qu'on se limitait à chercher des remèdes organisationnels, on ne ferait que contribuer à précipiter cette crise dans une voie sans issue. Il faut au contraire prendre le temps de réfléchir et de formuler des propositions qui témoignent qu'on a pris conscience de la "défaite sans appel" que Julio Anguita, le coordinateur général de IU, n'a pu que reconnaître le soir du scrutin.

I.

Quand on se propose d'examiner les causes qui ont pu contribuer à la perte de plus de la moitié des voix obtenues par IU lors des précédents scrutins, il faut d'abord souligner l'importance de facteurs liés au contexte politique et social à l'échelle européenne et espagnole. La configuration d'un bloc de pouvoirs supra-étatique du point de vue économique, politique et médiatique continue non seulement à ne pas connaître d'opposition sociale forte, mais réussit en outre à diviser et fragmenter les couches sociales populaires, à pousser un peu plus à droite des secteurs de la social-démocratie et des verts européens, comme l'attestent leur attitude dans la guerre des Balkans et le dernier manifeste de Schröder et Blair.

Les élections au Parlement européen ont aussi confirmé une tendance : dans des conditions générales de faible participation, c'est maintenant la droite qui va détenir la majorité, avec le recul du social-libéralisme,

à l'exception d'un pays comme la France où nous pouvons (enfin !) nous réjouir qu'une liste de la gauche radicale obtienne une représentation non négligeable.

C'est plus net encore dans le cas espagnol où, après le cycle du "félipisme" — les années de pouvoir du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) sous la présidence de Felipe Gonzalez — s'est ouverte une période de virage à droite dans la vie politique et culturelle, de démobilité syndicale et sociale, où les espoirs de changement à gauche se sont éloignés, avec toutefois quelques exceptions localisées, sectorielles ou "régionales". Cette involution a été renforcée (mais non pas créée) par l'attitude de la majorité des médias qui, acquis au discours et à la "pensée unique" dominants, ont joué un rôle actif pour marginaliser et déformer les positions des forces politiques minoritaires. Cela s'est manifesté aussi bien dans l'attitude vis-à-vis de l'Union européenne, de l'Otan et de la guerre des Balkans, que dans la défense de "l'unité de la Patrie" face au pacte de Lizarra (1).

La configuration d'un bipartisme autour d'un "centre" politique est l'expression la plus claire de ce consensus majoritaire des élites politiques, économiques et médiatiques. Mais il faut dire que cet objectif se heurte toujours, d'un côté, à une réalité pluri-nationale et pluri-régionale de plus en plus manifeste, qui s'est reflétée dans les votes obtenus par différents partis spécifiques lors de la récente triple élection ; et de l'autre, par une abstention politique croissante de la population urbaine tant de la

\* Jaime Pastor est membre de la direction de Espacio alternativo (Espace alternatif), un des courants constituants de l'Izquierda Unida. Nous reproduisons ici l'article écrit pour la revue Viento Sur.

1. Le pacte de Lizarra a été signé par les partis, les syndicats et les mouvements sociaux basques en vue de l'ouverture d'un processus constituant basque. En son sein il y a une lutte pour l'hégémonie entre la gauche basque (les syndicats, les mouvements sociaux, les organisations politiques Herri Batasuna et Zutik, etc.) et le Parti national basque (PNV).

part de secteurs culturellement avisés que de la jeunesse, ce qui est une expression évidente de la défiance vis-à-vis d'un système de partis et d'institutions qu'ils ne croient guère capable de résoudre les questions centrales de la vie citoyenne. Mais il faut reconnaître que ces élites ont réussi, dans la perspective d'élections générales où peut peser davantage le " vote utile ", à rejeter IU sur un terrain dangereusement proche de la scène extra-parlementaire.

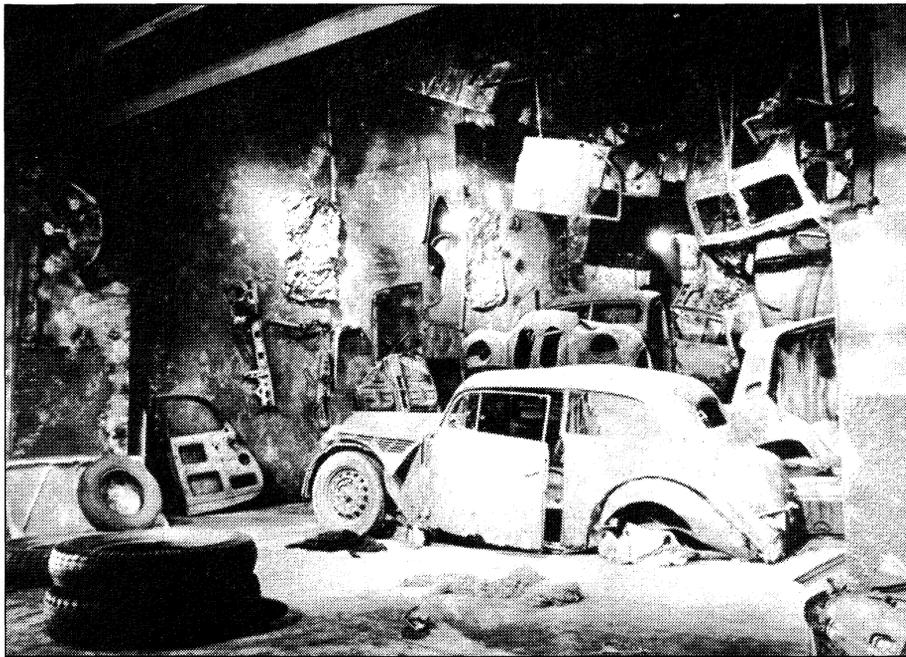
nant, le PSOE passant alors à une opposition bien souvent formelle il est vrai. Le point d'inflexion s'est situé lors des élections municipales et aux parlements autonomes de mai 1995, où IU n'a pas su adopter une attitude flexible qui la fasse apparaître à l'offensive dans la lutte contre la droite dans les mairies et les Communautés autonomes. IU en a gardé l'image d'une attitude ambiguë vis-à-vis du PP, entretenue par des accords parlementaires passés avec lui comme ceux

gauche...) en fonction de la viabilité ou non d'accords programmatiques, tout en reconnaissant que, vu la diversité des situations locales, il faudrait faire des exceptions aux critères généraux définis par les instances fédérales.

Même si les médias se sont employés à déformer les positions de IU, en faisant passer au second plan son opposition claire à la politique du PP, il faut reconnaître que pour une partie de l'électorat de gauche cette image est restée en mémoire, tout comme l'obstination d'Anguita à s'autoproclamer la " seule gauche " et à se déclarer " laïque " quand il fallait passer des accords unitaires. Ce comportement n'a que partiellement été corrigé avec la proposition d'unité adressée à Borrell après son succès lors des " primaires ". Cela a pu avoir des répercussions sur le vote, dans la mesure où même s'il s'agissait d'élections dites de " second ordre ", la pression pour le " vote utile " s'y est manifestée à nouveau en faveur d'un PSOE retourné à l'opposition.

Un deuxième facteur tient à la détérioration spectaculaire ces dernières années de l'image pluraliste de IU. Nous avons reconnu que l'évolution de la majorité du courant de la Nouvelle gauche le conduisait à un rapprochement politique avec le PSOE. Mais les projets sont une chose, leur viabilité et la façon de s'y opposer une autre. Cette formation avait le droit de défendre ses propositions, et si ses dirigeants mettaient en danger les règles de jeu internes, il fallait adopter des mesures individuelles et ne pas passer outre les statuts fédéraux pour œuvrer à leur défaite et à leur marginalisation politique lors de la Ve assemblée fédérale. En pratique, au nom de la lutte contre " l'ennemi intérieur ", on est passé de la critique de faits isolés à l'exclusion collective et expéditive, sur décision de Madrid, non seulement de la Nouvelle gauche mais aussi de Esquerda Galega, pour en venir rapidement à la rupture avec Iniciativa per Catalunya et avec les Verts en Andalousie.

Le pire dans tout cela n'est pas tant la rupture avec ces groupes. Dans le cas de la Nouvelle gauche, pour le moins, elle se serait produite tôt ou tard. Le pire, c'est surtout que la " guerre " engagée en avril 1996 a redonné des ailes à une " culture " d'affrontements antagoniques au sein de IU, vite propagée dans les rangs de chacune des familles internes, en particulier celles qui divisent le PCE lui-même. Les " séquelles " en sont toujours très vives dans de nom-



Décor de Marian Kolodziej pour la mise en scène du *Cimetière de voitures* de F. Arrabal, Teatr Wybrzeza, Gdansk

Pourtant, tout en considérant les conditions adverses auxquelles fait face une gauche critique du capitalisme et opposée au modèle dominant de construction européenne, nous ne pouvons pas écarter la responsabilité de ses propres erreurs dans la tendance au recul que IU connaît depuis un certain temps déjà, et que les résultats de ces dernières élections ont cruellement confirmé. Même si nous ne disposons pas encore de données empiriques suffisantes, il semble évident que les votes perdus par IU se sont reportés dans l'abstention ou vers d'autres forces politiques (PSOE, Iniciativa per Catalunya, des forces nationalistes de gauche, les Verts). Il faudra faire l'inventaire des causes de la perte de plus de la moitié de nos voix : combien se sont reportées sur d'autres candidatures, combien ont choisi de ne pas voter ou de voter blanc, déçus sans doute dans leurs attentes par IU.

Nous pensons que l'une des causes de ces résultats tient à l'incapacité où se trouve IU de passer de l'étape de croissance qu'elle a connue face à un PSOE au gouvernement, à une nouvelle étape où l'ascension du Parti populaire (PP, conservateur, à la tête du gouvernement) est devenu l'élément détermi-

de la " guerre des médias " et de la " loi du football ". L'incapacité à réaliser le " dépassement " qu'elle s'était fixé pour objectif a nourri un sentiment de frustration dans IU et fait place de plus en plus à la crainte de la voir détruite par... Felipe Gonzalez.

La critique que nous avons développée dès cette époque avait peu de choses en commun avec celles d'autres secteurs, le courant de la Nouvelle gauche (2) entre autres. D'abord, parce que nous n'avons pas nié l'ampleur des divergences qui nous séparaient du PSOE ; ensuite, parce que nous n'avons pas davantage ignoré les rapprochements entre le PSOE et le PP. Mais, malgré cela, nous avons affirmé que IU ne devait pas apparaître comme auxiliaire du PP dans certaines batailles tactiques qui opposaient Aznar et Gonzalez ; et qu'il n'était pas indifférent pour une majorité importante de la gauche sociale que les Communautés autonomes soient gouvernées par l'un ou par l'autre. Il fallait que la direction fédérale de IU soutienne, avec beaucoup de pédagogie, la nécessité d'expérimenter différentes solutions tactiques (voter l'investiture de la liste arrivée en tête, participer à des gouvernements de gauche sur une politique de

2. La Nouvelle gauche, courant au sein de l'IU, a évolué vers la social-démocratie et a été expulsé de l'IU par la direction.

## Espagne - Union Européenne

breuses fédérations comme Madrid, Euskadi, Aragon, Pays valencien, la Rioja... On a même refusé d'intégrer notre courant, Espace alternatif, à la nouvelle Commission permanente fédérale à l'issue de la Ve assemblée, parce que nous n'aurions pas été "loyaux" pendant la crise qui venait de se produire. Par contre, des partis moins bien implantés qu'Espace alternatif dans les mouvements sociaux ont été récompensés de leur fidélité par une généreuse sur-représentation.

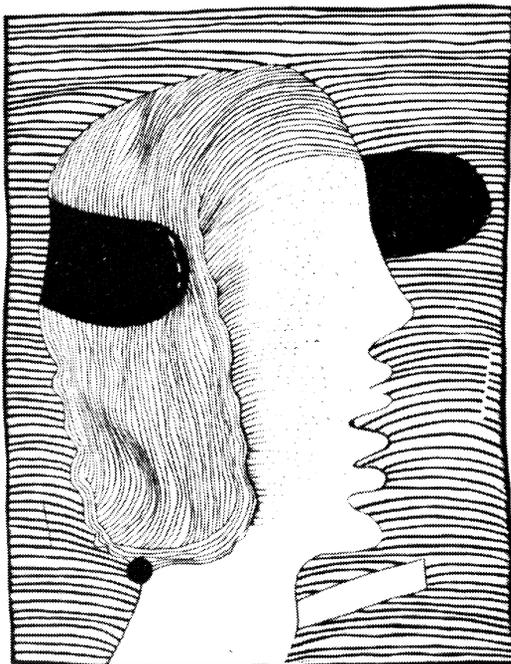
Cette dynamique de restriction du pluralisme est apparue plus clairement avec la tenue du congrès du PCE en décembre 1995 où s'est imposée une ligne de "reconstruction" et de recherche de "cohésion interne". La tendance à renforcer le fonctionnement des structures internes et l'apparition publique du PCE en tant que tel, s'est clairement manifestée depuis et a encore été confirmée lors du nouveau congrès de décembre 1998. Mais le problème ne tient pas seulement à la dualité organique présente dans de nombreuses fédérations. Il concerne surtout la volonté de reconstruire une identité "communiste" qui, comme l'a montré l'attitude de la direction fédérale face à la guerre des Balkans, tend à reproduire les schémas idéologiques les plus manichéens de l'époque de la "guerre froide" et du "socialisme réel". La direction énergique exercée par Anguita, "agent simplificateur" de la politique de IU, est un autre trait caractéristique de cette période. IU voulait se construire comme "mouvement politico-social",

capable de dépasser la vieille forme de parti et de fusionner en son sein diverses traditions et cultures : force est de reconnaître que cette idée est devenue de plus en plus lointaine pour de nombreux adhérent(e)s et sympathisant(e)s.

Un troisième facteur tient à la relation conflictuelle entre IU et diverses organisations sociales. Nous ne voulons pas nier la part notable de responsabilité qui incombe aux directions de certaines de ces organisations, en particulier dans les Commission ouvrières. Mais il est certain que la direction fédérale de IU a souvent manqué de flexibilité et adopté une attitude substitutive, qu'il s'agisse de l'expérience avortée de la "Plateforme civique pour la défense des droits sociaux" ou des initiatives récentes contre la

guerre des Balkans prises en marge et en désaccord avec la majorité des organisations sociales. C'est vrai que la campagne pour les 35 heures a pu aider à améliorer les rapports avec certaines de ces forces, mais son lancement sous le signe d'affrontements et de fausses polémiques (loi ou négociation ?) et sa transformation ultérieure en un défi interne ont atténué les effets positifs externes qu'elle a pu avoir dans certains secteurs.

Il faut aussi mentionner les contradictions sur la prise en compte de la réalité pluri-nationale et le pacte de Lizarra. En effet, la signature de ce pacte par IU a pu lui faire perdre des voix dans certaines Communautés (tout comme sa position unilatérale face à la guerre des Balkans), mais c'est probablement parce que IU est apparue divisée sur cette question entre la majorité



*Le beau parler-vrai, Stanislaw Fijalkowski, 1973*

fédérale et sa section au Pays Basque, IU-EB. Ailleurs, de nouvelles forces nationalistes montantes ont aussi pu mordre sur son électorat (la Chunta, par exemple). IU n'a pas réussi à se débarrasser d'une image essentiellement "espagnoliste" que renforce son propre fonctionnement, assez peu fédéraliste, alors qu'elle aurait dû répondre fermement aux attaques du PP, du PSOE et des médias en développant une campagne d'explication sur le contenu de ce pacte et son engagement propre en faveur d'un projet fédéraliste pluri-national (et non uniforme), respectueux du droit du peuple basque à en faire ou non partie.

Il y a enfin le problème du type de discours dominant au sein des instances fédérales, à commencer par celui du coordonna-

teur général. Nous pensons qu'on s'en tient toujours à une vision réductrice du social et du politique, dans laquelle la référence aux thèmes "verts", "violets", et plus généralement "alternatifs" est largement restée au second plan. Même lorsqu'ils étaient abordés, la position de IU ne paraissait pas crédible, tant par l'image "classique" qui en émanait que par le peu de reflet dans la pratique en termes de soutien aux initiatives et aux mobilisations liées à ces questions.

Tous ces facteurs ont marqué la campagne électorale dirigée à nouveau par Julio Anguita, avec les embardées vis-à-vis du PSOE (qu'on appelle PPOE dans le spot télévisé, et auquel on propose des pactes), le manichéisme de la position contre la guerre, la faiblesse du message alternatif dans la candidature aux élections européennes et le gaspillage financier lié à une propagande centralisée de piètre facture.

Nous ne nions pas pour autant que des responsabilités incombent aux différentes fédérations (à Madrid notamment), et nous ne pouvons que nous réjouir de certains succès locaux tout à fait notables, probablement liés à la politique menée ou aux relations personnelles établies avec la gauche sociale. Mais le recul d'ensemble qu'a subi IU obligeait à se concentrer dans cet article sur les causes générales, aussi bien internes qu'externes.

## II.

Il faut rappeler que la majorité de la direction fédérale de IU s'attendait à subir un recul électoral significatif, mais ne pronostiquait pas une telle déroute. Si le désarroi a d'abord prévalu, on en est vite venu à la discussion sur ce qu'il fallait changer. Se réfugier dans une attitude conservatrice dans une situation aussi critique ne ferait que créer les meilleures conditions pour un nouveau recul lors des prochaines élections générales. Il faut commencer par reconnaître la défaite subie et la responsabilité qui incombe à l'exécutif fédéral. C'est pourquoi nous pensons que le coordinateur général et la commission permanente ont eu raison de présenter leur démission, et qu'elle devrait être acceptée par le conseil politique fédéral. Il faudrait alors que s'ouvre une période de réflexion sous la responsabilité d'une commission de gestion dont l'armature centrale reposerait sur certains coordinateurs de fédérations, mieux à même de connaître les préoccupations de l'organisation que le noyau de l'appareil central actuel. Un tel organe provisoire engagerait un processus de débat qui pourrait culminer dans une conférence ou une assemblée extraordinaire

avant la mi-octobre, qui permette la participation de l'ensemble des adhérents et ne limite pas le débat aux " cadres " de IU.

A nouveau, ce serait un aveuglement suicidaire de penser que le problème n'est qu'organisationnel. Il faut se préparer à faire face à l'automne social et aux élections législatives de mars 2000 en engageant une réorientation politique profonde de IU qui soit compatible avec la permanence de ses signes d'identité comme force anticapitaliste et de transformation. Nous ne préconisons évidemment pas de tournant à droite, comme le font des secteurs de la " Troisième voie ", du PASOC ou du PCE lui-même. Nous proposons bien au contraire de refonder IU sur une ligne plus alternative, plus plurielle, plus fédéraliste et plus liée aux réseaux sociaux et citoyens qui continuent à manifester leur volonté d'une opposition de gauche à l'hégémonie néolibérale.

Notre critique des erreurs commises permet de comprendre où nous voulons aller. Nous pouvons résumer nos propositions sous la forme de quelques suggestions formulées dans une contribution écrite au débat interne qui commence à peine dans IU. Nous pensons que nous devrions assumer un discours et une pratique alternatifs, capables de répondre aux différentes sphères d'injustice et d'inégalité qui existent dans la société et dans l'ensemble de la planète, sans tomber dans une vision réductrice du social et des " questions de l'Etat " ; ouvrir l'organisation vers l'extérieur, restaurer les conditions de dialogue avec les organisations sociales, mieux connaître les préoccupations de nos électeurs mobilisés ou démobilisés, de ceux qui, refusant le tournant à droite de la social-démocratie, ont vu dans IU l'espoir d'une autre gauche et se retrouvent aujourd'hui frustrés, sans alternative ; reconstruire une image plurielle de IU, débarrassée de l'inculture de l'animosité autistique interne, qui ressuscite la culture du débat loyal et solidaire autour d'un discours commun intégrateur ; promouvoir une pratique effectivement fédéraliste, refusant la mise sous tutelle, basée sur un travail conjoint des fédérations dans l'élaboration et l'application des orientations politiques communes, compatible avec le respect de leur propre diversité et de leur autonomie dans le domaine de leurs compétences ; mettre en place des équipes collectives, sur les plans interne comme externe, face au modèle dominant des directions réduites à un leader charismatique ; poursuivre l'objectif de construire un bloc social, politique et culturel pluriel et travailler dans ce cadre pour impulser différentes formes d'unité d'action d'une gauche tout aussi plurielle,

qui permettent une lutte commune contre le bloc des droites, pour aboutir au maximum d'unité d'action possible avec tous les syndicats et les organisations sociales, en suivant l'exemple de l'expérience récente en Euskadi ; défendre un projet fédéraliste plurinational et solidaire, en partant du respect de la libre décision des peuples à en faire partie ou non, à l'image du peuple basque ; apparaître comme la force la plus cohérente dans la défense d'une paix juste et durable dans les Balkans, opposée aux intérêts géostratégiques de l'OTAN, solidaire des victimes de la guerre, attachée au droit de l'ensemble de la population du Kosovo à décider librement de son avenir et prête à soutenir les demandes de démocratisation de l'opposition serbe au régime de Milosevic.

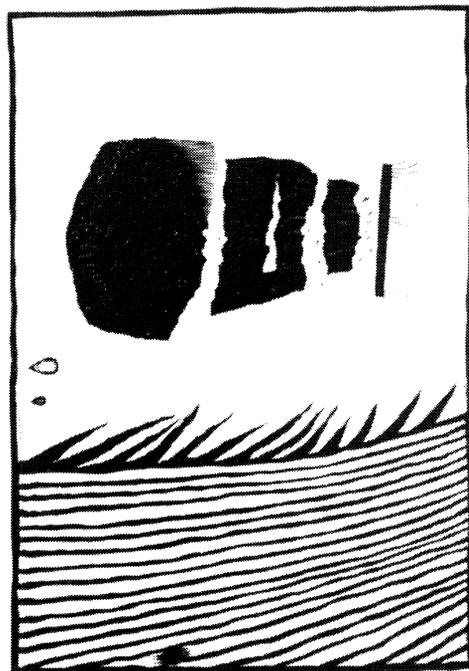
L'analyse et l'orientation politique et organisationnelle que nous avons exposées de façon succincte ne prétendent pas être la panacée. Elles ne garantissent pas plus de prochains succès électoraux. Nous l'avons souligné, le contexte hostile, la crise ouverte depuis mai 1995 et le fait que le PSOE apparaisse dans ces élections à nouveau dans l'opposition laissent présager pour IU une tendance à la baisse difficilement réversible. Pourtant, l'orientation que nous préconisons aurait aidé à contrarier ces facteurs et à préserver une adhésion active d'un secteur non négligeable de la gauche sociale à un projet qui avait suscité tant de sympathie et d'espoir il y a quelques années. Il faudrait mettre en œuvre ce changement d'orientation, ne serait-ce que pour recouvrer cet espoir et ne pas se résigner face à la démobilisation citoyenne et au revers électoral du 13 juin.

### III.

La proposition que nous avançons en tant qu'Espace alternatif et avec certains secteurs proches a-t-elle des chances de l'emporter ? Pour être sincères, nous ne le croyons pas. L'influence que nous pouvons avoir au sein de certaines fédérations et dans la direction fédérale elle-même sera insuffisante pour forcer un processus de révision autocritique et un tournant politique et organisationnel. Il y a déjà des régions entières où il paraît très difficile d'enrayer la chute de l'influence politique et électorale de IU : c'est indiscutablement le cas d'Euskadi, de la Galice et de la Catalogne et, probablement d'autres Communautés. Il faudrait y impulser une politique d'alliances étroites avec d'autres forces de gauche qui, au-delà de leurs contradictions, sont

capables de canaliser le processus de regroupement de la gauche sociale.

Si tel est notre pronostic, face à des perspectives qui annoncent la crise de IU en tant que pôle de référence fondamental de la gauche transformatrice à l'échelle de l'Etat espagnol, Espace alternatif devra redéfinir ses tâches et ses priorités, en renforçant ses structures et son apparition autonome. Maintenant plus encore, notre action au sein de IU doit être consacrée au renforcement



*Le ciel de lait, Stanislaw Fijalkowski, 1969*

des organisations sociales les plus actives et à l'impulsion de plates-formes unitaires autour d'objectifs concrets de mobilisation, ainsi qu'à la coordination avec des collectifs et des courants alternatifs au sein de IU, mais aussi du BNG en Galice et de Euskal Herriarrok au Pays Basque. Notre intervention politique doit se développer au sein de IU et du mouvement social, en cherchant à construire un pont entre les deux, et en impulsant, chaque fois que nécessaire, les initiatives de ce dernier, même si elles ne sont pas soutenues par IU. La reconstruction de la gauche devra passer par des chemins bien plus variés que ceux empruntés jusqu'ici. Nous ne pouvons pas nous résigner à être la minorité " parlementaire " dans les rangs d'une organisation menacée de voir bloquée toute issue à la crise actuelle par des secteurs qui, absorbés par leurs " guerres intestines " pour les uns ou résignés à une " paix sans débat " pour les autres, ne proposent qu'une fuite en avant avec de fausses solutions organisationnelles. ■

# Le Parti socialiste sur le chemin de la majorité

par  
Luis Branco\*

Les élections européennes au Portugal n'ont pas constitué une exception en ce qui concerne le désintérêt des électeurs et l'abstention (qui a frôlé les 60 %). Mais, une fois les bulletins dépouillés, le Parti socialiste (PS), qui est au gouvernement, peut trouver des raisons de se réjouir : au contraire de la plupart de ses partis "frères" européens, le PS a remporté ces élections avec une avance confortable sur l'opposition, et du même coup se place en position de remporter la majorité absolue lors des élections législatives d'octobre prochain.

## L'"effet Soares"

La victoire du PS n'a jamais véritablement fait l'objet de doutes. Lors du congrès de ce parti, au début de l'année 1999, la stratégie adoptée visait une liste large et consensuelle, dirigée par l'ex-Premier ministre et ex-président de la République, Mário Soares. L'objectif clairement assumé étant de porter Soares à la présidence du Parlement européen, essayant par là de donner une image supranationale à la liste du PS

et d'infliger une défaite électorale au principal parti d'opposition, le Parti social-démocrate (PSD) chassé du pouvoir en 1995 par les socialistes après plus de dix ans au gouvernement — dont huit ans avec une majorité absolue.

En fait, le PSD n'a pas encore réussi à se remettre de cette déroute et de l'entrée en disgrâce de son leader Caraco Silva, qui fut Premier ministre pendant 10 ans et a été sévèrement battu à la présidentielle de 1996. Après une désastreuse tentative d'alliance avec la droite populiste du Parti populaire (PP) — qui a avorté en direct à la télévision avec force échange d'accusations entre dirigeants des deux partis —, le PSD a changé de direction et de tête de liste pour les élections européennes, choisissant Pacheco Pereira, un intellectuel ex-maoïste, ancien commentateur politique et auteur, outre la récente préface de l'édition portugaise du Livre noir du communisme, d'une biographie du dirigeant communiste historique Álvaro Cunhal. Avec ce candidat, le PSD a pu retenir l'électorat urbain qui s'en détournait et maintenir son nombre d'eurodéputés élus, surtout grâce à la baisse des résultats du PP.

Quoi qu'il en soit, la droite était bien en-deçà du score électorale de la liste Soares, qui

a adopté une posture très indépendante vis-à-vis de la direction du PS — principalement pour ce qui est de ses idées fortement fédéralistes et des critiques qu'il a émises sur l'intervention de l'OTAN dans les Balkans.

## La guerre et les élections

D'un sondage européen publié en pleine campagne électorale, il ressortait que les Portugais et les Grecs seraient les seuls peuples européens à ne pas avoir approuvé la guerre contre la Yougoslavie. Et si l'on en croit les opinions exprimées par les candidats aux européennes cela a l'air vrai. Contre l'avis des directions de leurs partis respectifs, le socialiste Mário Soares et le "social-démocrate" Pacheco Pereira n'ont pas hésité à se répandre en critiques sur la guerre et le droit d'ingérence. Ceci alors que le gouvernement socialiste appuyait sans sourciller l'hypothèse d'une invasion terrestre, perspective défendue par la nouvelle direction du PSD, la plus pro-américaine de ces dernières années.

La mobilisation contre la guerre en Yougoslavie a également donné une impulsion et accru l'espace politique du Bloc de gauche, un nouveau mouvement rassemblant divers courants de la gauche alternative (1).

Cette mobilisation — qui s'est concrétisée par des manifestations, des concerts et des débats — a entraîné la première rupture publique sur le terrain des luttes entre le Bloc de gauche et le Parti communiste (PCP). L'unité recherchée du mouvement antiguerre, afin donner plus de forces aux initiatives pour la paix, n'a jamais eu lieu à cause du refus du PCP de critiquer la politique de Milosevic — qui se traduisait dans la pratique par un blanchiment de l'image du gouvernement de Belgrade. Cette attitude de la direction communiste l'a conduite à certaines déconvenues au sein de sa propre base militante, la contraignant à faire machi-

\* Luis Branco est membre du Bureau politique du Parti socialiste révolutionnaire, section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. cf. *Inprecor* n° 432 de février 1999.

**XVI<sup>e</sup> CAMP A BRIOUDE**  
**DU 24 AU 30 JUILLET PLUS**  
**INTERNATIONAL DE 500 JEUNES**  
**REVOLUTIONNAIRES VENUS**  
**DE JEUNES D'EUROPE**  
**ET D'AILLEURS...**

Echanger des expériences, débattre et faire la fête. Une semaine de rencontre et d'échanges avec des discussions, des soirées thématiques, un espace vidéo, du sport, une discothèque... Le camp est organisé par les jeunes révolutionnaires en solidarité avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour construire une autre société de liberté et de justice sociale, ces organisations participent à toutes les luttes contre le racisme, le fascisme, l'impérialisme, le sexisme... en y développant la nécessité de l'unité et de l'organisation démocratique. Elles sont solidaires des peuples du Tiers-Monde. Elles pensent que seule une lutte coordonnée et un mouvement international ont des chances de succès pour changer la société. Prix de la semaine 750 francs (comprend les activités, les infrastructures et la nourriture, hébergement sous tente à ramener). Pour plus d'informations : JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France, Tel.: 33/0 48 70 42 30.

# Percée du Parti de gauche sur fond de passivité

ne arrière en pleine campagne électorale, et poussant Ilda Figueiredo, la tête de liste de la CDU (la coalition électorale emmenée par le PCP), à critiquer ouvertement Slobodan Milosevic. Pourtant, quelques semaines plus tôt, une délégation du Comité central du PCP avait été envoyée à Belgrade pour présenter son soutien au dirigeant du parti au pouvoir, un geste politique inédit de la part de communistes européens.

## Du nouveau à gauche

Les résultats de ces élections confirment bien le déclin lent mais continu du PCP, qui croît en nombre de voix (même si cette croissance est moins importante, proportionnellement, que la baisse de l'abstention) mais baisse en pourcentage, perdant un eurodéputé. La perte de voix communiste profite toujours au PS, surtout dans les endroits où existe une influence communiste historique comme dans la région de l'Alentajo ou dans la ceinture industrielle de Lisbonne.

Mais la nouveauté de ces élections a été le score électoral prometteur du Bloc de gauche dans les centres urbains les plus importants, dépassant les 3 % voire 4 % dans des villes comme Lisbonne, Porto, Setúbal, Coimbra ou Faro. Avec seulement 100 jours d'existence, le Bloc devait faire connaître un sigle, un logo et des protagonistes nouveaux — tout cela sans couverture médiatique équivalente à celle des autres partis. Malgré le faible nombre de voix recueilli dans les zones rurales du centre du pays, les 60 000 suffrages obtenus dépassent la somme des voix obtenues auparavant par les différentes organisations qui soutiennent le Bloc et ouvre la perspective d'élections de députés dans les circonscriptions électorales les plus importantes lors des législatives de septembre prochain.

A l'aide d'une campagne dynamique et faite sur des thèmes clairs (pour la paix et contre la division ethnique dans les Balkans, pour la fin de la répression des toxicomanes, pour une Europe sociale et pour un nouveau contrat de citoyenneté), le Bloc de gauche a réussi à rassembler un vote jeune et une partie de l'électorat qui ne pardonne pas aux socialistes leur engagement dans la guerre ou leur attitude honteuse lors du référendum sur l'avortement en juin 1998. Les meetings et réunions électorales étaient pleins de sympathisants et de gens curieux de savoir jusqu'où irait ce nouveau mouvement. La tâche principale du Bloc dans les prochains mois consistera à poursuivre le travail d'affirmation de son identité et de diffusion de ses thèmes. Par ailleurs il lui faudra atteindre les secteurs populaires qui se sont exclus de la participation électorale, par leur choix d'abstention aux européennes. ■

par  
Peter Lingren\*

La participation électorale est traditionnellement élevée en Suède : 86,7 % ont voté aux élections parlementaires de 1991 et de 1994, et 81,4 % lors de celles de 1998. Lors des élections européennes de 1995 la participation était donc exceptionnellement basse, avec seulement 41,6 %. Record battu cette fois-ci avec une participation de seulement 36,7 %. Ces chiffres reflètent la passivité politique parmi les strates les plus pauvres de la population. D'une ville à l'autre un même modèle apparaît : dans les banlieues les plus populaires la participation tourne autour de 20 % alors qu'elle dépasse les 50 % dans les banlieues les plus riches.

Ce modèle a des conséquences pour les deux partis ouvriers, les sociaux-démocrates et les ex-communistes du Parti de gauche. Le sociaux-démocrates, qui avaient atteint leur plus bas score historique aux européennes de 1995 avec 28,1 %, ont encore baissé (26,1 % le 13 juin 1999). Cela veut dire que seulement 9,7 % des inscrits ont soutenu les sociaux-démocrates, un parti qui a été au gouvernement de façon ininterrompue durant quarante ans, de 1936 à 1976, qui a atteint 50,3 % des votants en 1968 et qui est de nouveau aux affaires. Le Parti de gauche, qui avait atteint son meilleur score aux européennes de 1995 (12,9 %), bondit à nouveau à 15,8 % avec des pointes locales remarquables (Jonas Sjöstedt, tête de liste du Parti de gauche, a atteint 40 % dans sa région natale). Enfin notons pour mémoire l'extrême gauche, représentée cette fois par le Parti de la justice (1), qui atteint le score ridicule de 1 430 voix au niveau national. Peut-être avec une dose excessive de réalisme, le Parti socialiste a-t-il décidé de ne pas tenter de raviver la liste de l'égalité des élections européennes de 1995, qui avait totalisé alors 14 900 votes, soit moins de 1 %. Sans grand enthousiasme les membres du PS ont voté pour le Parti de gauche.

Depuis leur retour au gouvernement les

sociaux-démocrates sont en première ligne pour imposer l'austérité et les recettes néolibérales. Leur message aux électeurs était donc compris comme : "notre austérité est douloureuse mais nécessaire".

Le Parti de gauche, même s'il évolue à droite et n'est pas vacciné contre les tendances néolibérales, est par contre de plus en plus perçu comme l'héritier de la tradition social-démocrate et comme le défenseur de l'État-providence. Le vote en sa faveur reflète la nostalgie du "Folkhemmet" (Maison du peuple) social-démocrate. Les électeurs défendent simplement les hôpitaux publics et continuent à croire que les impôts peuvent être employés à l'avantage des petites gens.

Depuis l'automne de 1998 le gouvernement social-démocrate de Göran Persson ne dispose d'une majorité parlementaire que grâce à un accord avec les Verts et le Parti de gauche. La faiblesse parlementaire des sociaux-démocrates crée des problèmes politiques quand les mesures d'austérité deviennent "nécessaires". Cela "ramollit" la politique suédoise au point que le ministre des finances néolibéral Erik Asbrink, frustré, a quitté le gouvernement. Des réductions des allocations chômage et du budget de la santé ont eu lieu, mais elles restent mineures, même si ces mesures indiquent la direction que la majorité parlementaire pourrait emprunter.

Il est intéressant de noter que ces petites mesures ont provoqué un trouble au sein du groupe parlementaire du Parti de gauche. Jenny Lindahl, députée et dirigeante de l'organisation de jeunesse a, par exemple, déclaré que le parti devrait arrêter la coopération plutôt que d'accepter de nouvelles mesures d'austérité. ■

\* Peter Lingren est rédacteur de l'hebdomadaire Internationalen, publié par le Parti socialiste, section suédoise de la IVe Internationale.

(1) Le Parti de la Justice est une petite formation affiliée au Comité pour une Internationale ouvrière (CWI), constitué autour de l'ex-tendance Militant du Royaume-Uni.

# Les failles du New Labour

par  
Socialist Outlook\*

Les élections européennes en Grande-Bretagne constituaient le premier test sérieux de la suprématie du leader de Parti travailliste, Tony Blair. Le résultat ne lui est pas favorable.

Le taux de participation, toujours bas aux élections européennes, a battu les records, l'abstention atteignant 77 % ! Le candidat à la tête du parti travailliste au pays de Galles, Rhodri Morgan, soulignait que le taux de participation dans les circonscriptions populaires, bastion traditionnel de son parti, était de 10 %. Il était de 20% dans les circonscriptions les plus peuplées tandis que dans les plus prospères, et traditionnellement conservatrices, il tournait autour des 30 %.

Le verdict fut clair. Dans l'ensemble du Royaume Uni, le Parti travailliste (avec 28 % des voix et 26 sièges) arrive loin derrière les conservateurs (37,5 % et 34 sièges), pourtant en crise profonde depuis leur échec électoral en 1997. De plus, les libéraux-démocrates (alliés aux travaillistes en Écosse) régressent également, n'obtenant que 13 % des voix et 9 sièges (contre 16,8 % n 1994).

En Écosse et au pays de Galles les nationalistes ont continué à prendre des votes de gauche au Labour, ce qui met en évidence la fragilité accrue de l'Union. Le parti nationa-

liste gallois Plaid Cymru a fait mieux qu'il ne s'attendait en gagnant deux sièges. Le Parti national écossais (SNP) avec 27,17 % talonne les travaillistes en Écosse (28,69 %).

Pour la gauche les résultats en Écosse ont été particulièrement significatifs, le Parti socialiste écossais (cf. l'article ci-contre) obtenant 4,02 %. C'est un très bon résultat, surtout si on additionne les 1,03 % obtenus en Écosse par le



*« Deux ans après son arrivé au pouvoir (...) Tony Blair caracole en tête de la nation (...) Tout concourt à faire de lui le champion des sondages d'opinion, avec des scores auxquels on a peine à croire : 56 % d'intentions de vote pour le Parti travailliste (...) On cherchera en vain, dans toutes les directions d'un horizon bien dégagé le moindre signe d'une opposition digne de ce nom. »*

Extrait d'un article du quotidien britannique de gauche, *The Guardian*, paru début juin 1999 ! (cité d'après le *Courrier International* n° 448 du 3 juin 1999.) A force de se prendre pour le roi...

Socialist Labour Party de Scargill.

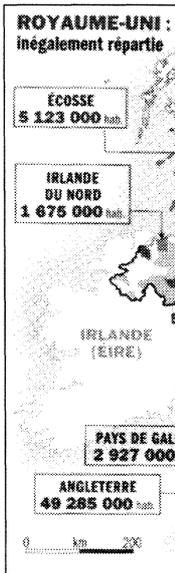
En Angleterre par contre la gauche n'a pas été capable de capitaliser de la désillusion face à la politique du New Labour. Christine Oddy, euro-députée travailliste sortante dans le West Midlands, qui s'est présentée en tant qu'indépendante après avoir été exclue de la liste officielle sous prétexte qu'elle "ne faisait pas la campagne", a fait un bon score avec 36 849 voix (4,34 %). L'autre euro-député travailliste sortant, Ken Coates, qui s'est présenté sur une liste de gauche dans l' East Midlands, a fait moins bien avec seulement 17 409 (2,41 %). Il a eu des difficultés avec ses partisans potentiels et la liste était assez éclectique, ce qui

sans doute explique ce score. Oddy s'est présentée dans la même circonscription qu'une des listes les plus crédible de l'extrême gauche, la West Midlands Socialist Alliance, lancée par le Parti socialiste (ex-Militant) et des anciens conseillers municipaux travaillistes. Cette liste, dirigée par Dave Nellist, aurait sans doute fait mieux s'il n'y avait pas eu cette concurrence.

Les dirigeants du Parti travailliste ont essayé de minimiser les effets de son échec, en arguant que le nouveau mode de scrutin (proportionnelle dans 11 circonscriptions britanniques) les désavantageait et que la victoire des conservateurs les conduira à leur défaite à terme. Mais d'autres voix commencent à se lever dans le New Labour. Rhodri Morgan a averti que le New Labour avait offert trop peu pour galvaniser l'enthousiasme des électeurs de la classe ouvrière mal-payée et bien que les électeurs démoralisés et déçus ont rejeté pour l'instant l'option de voter pour des candidats alternatifs de gauche, le New Labour aurait des problèmes si ces électeurs décidaient à la prochaine élection de ne pas voter du tout. Il n'y a pas assez d'électeurs "middle class" pour compenser une baisse dans ses bastions à l'échelle des élections récentes locales et européennes. Le secrétaire général de la TUC (confédération syndicale unique), John Monks, un des

"modernisateurs" du New Labour et partisan fervent du "partenariat" avec les patrons, a dénoncé les dirigeants travaillistes qui paraissent gênés par les sympathisants traditionnels du Labour et averti que le parti ne peut pas gagner sans eux. « J'avais toujours compris que le nouveau soutien devait être en plus du soutien traditionnel. Les résultats très inquiétants des élections européennes nous montrent un danger réel : nous l'obtenons aux dépens de notre soutien traditionnel ».

Mais il n'y a aucun signe que Tony Blair et son équipe proche des modernisateurs ait la moindre intention de changer de politique. Depuis les élections, les attaques contre les droits sociaux pour les handicapés, les réfugiés et les parents seuls ont été renforcées. Et des propositions sont faites sur la réorganisation du New Labour lui-même qui suppriment en pratique le rôle des militants de base. ■



\* Nous publions ici une version réduite du commentaire par dans le mensuel *Socialist Outlook* (diffusé par les militants britanniques de la IVe Internationale)

# La marche en avant du Parti socialiste écossais

par  
*Socialist Voice\**

Le Parti socialiste écossais a réussi une nouvelle avancée remarquable, en doublant son score électoral un mois seulement après sa percée aux élections écossaises. Aux élections européennes de juin le SSP a obtenu près de 40 000 voix, soit 4 % (ce qui doit être comparé aux 2 % obtenus lors de l'élection du Parlement écossais). Dans la plus grande ville écossaise, à Glasgow, le SSP obtient 10 599 voix, soit 11 %. Dans la zone du Conseil municipal de Glasgow, qui regroupe neuf circonscriptions et demi, le SSP arrive en troisième position, devant les Tories (conservateurs) et les libéraux-démocrates.

Dans cinq circonscriptions le SSP arrive en troisième position derrière le Labour et le Parti national écossais, dans trois autres en quatrième, devant les libéraux-démocrates.

Le SSP a également obtenu des résultats exceptionnels dans le Lanarkshire. Dans la zone des huit sièges du Lanarkshire le SSP a obtenu 6243 voix (plus de 6 %), qui doivent être comparés aux 5248 voix obtenus par les libéraux-démocrates. Cependant le SSP n'est pas seulement présent dans la ceinture industrielle centrale du pays. Dans les Highlands et dans les Iles, 2000 personnes ont voté pour le SSP, soit 2,5 %.

Dans toutes les circonscriptions enfin le SSP écrase le BNP fasciste. Partout il obtient dix fois plus de voix que les nazis.

Les élections européennes ont également clarifié la confusion présente au sein de la gauche radicale lors des élections de mai, lorsque les voix socialistes s'étaient partagées entre le SSP et le SLP d'Arthur

Scargill (1). Cette fois-ci dans les 72 circonscriptions le SSP est passé devant le SLP, obtenant en tout quatre fois plus de voix que ce dernier.

Cela pose la question de la viabilité du SLP en Écosse. Le SSP s'est toujours prononcé en faveur d'un parti socialiste unifié en Écosse. Il réaffirme son invitation aux membres de SLP d'ouvrir une discussion avec lui dans le but d'accueillir les militants du SLP en son sein, en tant que membres individuels ou en tant que groupe constitué au sein du SSP.

Une nouvelle fois le Parti vert s'est bien tenu en Écosse, surtout à Edinburgh (capitale administrative) où son score est très respectable. Néanmoins la croissance du vote vert fut modeste en comparaison avec le spectaculaire succès du SSP, même si la participation dans les bastions ouvriers du SSP n'atteignait parfois pas la moitié de celle dans les circonscriptions rurales ou petites-bourgeoises.

Pour le New Labour il s'est agit du pire résultat électoral en Écosse depuis 1918. L'écart entre les travaillistes et le Parti national écossais (SNP) — seulement 1,5 % — est également plus faible que jamais. Notons que dans le Pays de Galle, Plaid Cymru (le parti nationaliste gallois) a également réduit les travaillistes, alors qu'en Angleterre, le New Labour (3) a réussi à perdre l'élection face aux conservateurs en crise.

Cette humiliation électorale de Blair a eu lieu le jour même où il proclamait la victoire de l'OTAN dans les Balkans, ce qui était supposé jouer pour lui le rôle que la guerre des Malouines (Falklands) avait joué pour stabiliser Margaret Thatcher. Elle a lieu après une période de croissance continue de l'économie du Royaume Uni et le jour même où le gouvernement annonce le plus bas taux d'intérêts depuis vingt ans.

La majorité des sympathisants ouvriers du Parti travailliste ont, à ce stade, exprimé leur mécontentement de la politique du gouvernement d'une façon passive, en refusant de voter. Dans un futur proche, si le gouvernement continue sa politique Thatcherienne, cette opposition passive peut se transformer en opposition active sur tous les

fronts, y compris celui des urnes.

Le succès du Parti Vert à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre est une indication qu'un secteur de la jeunesse commence à se tourner vers des nouveaux partis radicaux, opposés à l'establishment. Pour le moment il n'existe pas de force socialiste capable d'offrir une alternative nationale en Angleterre ni au Pays de Galles. Le SLP de Scargill a même obtenu encore moins de voix en Angleterre et dans le Pays de Galles qu'en Écosse.

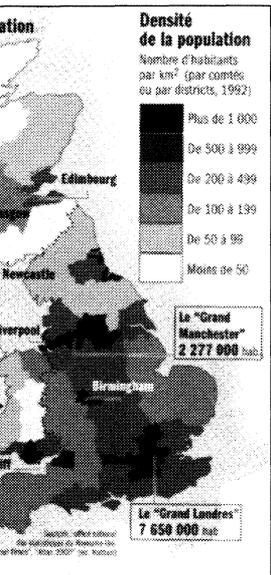
Les performances électorales du Parti national écossais (SNP) et de Plaid Cymru soulignent une nouvelle fois la fragilité du Royaume Uni. Ceux qui avaient imaginé que la coalition libérale-travailliste à Edinburgh (capitale administrative de l'Écosse) garantirait une nouvelle période de stabilité à l'Union en sont pour leurs frais : l'Écosse entre dans une nouvelle période troublée.

L'émergence du nouveau Parti socialiste écossais avec son programme pour une Écosse indépendante et socialiste et son orientation internationaliste, ajoute un ingrédient explosif à la politique écossaise. Tout comme le nouveau député SSP, Tommy Sheridan, commence à marquer le Parlement écossais, l'armée d'électeurs du SSP forte de 40 000 personnes pourra rapidement s'élargir, pavant ainsi la voie pour un parti de masse du socialisme écossais pour le nouveau millénaire. ■

\* Nous reproduisons ici une version légèrement abrégée de l'article paru dans l'hebdomadaire du Parti socialiste écossais, *Socialist Voice*. *Inprecor* a publié dans son n° 436 de juin 1999 un article d'Alan McCombes analysant le succès du SSP lors des élections du Parlement écossais.

2. Socialist Labour Party, SLP, dirigé par le mineur syndicaliste Arthur Scargill est issu d'une rupture à gauche du Parti travailliste. Il a toujours refusé les alliances avec les autres organisations de la gauche radicale britannique.

3. Le Parti travailliste — Labour party — est le parti ouvrier traditionnel en Grande Bretagne, incorporant en son sein les syndicats. Depuis son élection à la tête du parti, Blair cherche à le "réformer" (supprimer sa culture social-démocrate traditionnelle au profit d'une orientation social-libérale), d'où l'appellation New Labour (nouveau travaillisme).



# L'opposition à la politique de l'UE se renforce

par  
Barend de Voogd\*

La Gauche Verte fut à la fête aux Pays-Bas, passant d'un à quatre sièges. Avec les Verts français et les Ecolos belges, elle a contribué au renforcement des Verts dans le Parlement européen. Autre fait saillant : le Parti Socialiste (ex-maoïste) y fait son entrée pour la première fois, avec un député.

Les trois partis gouvernementaux régressent : le PvdA (Parti du travail, social-démocrate), le VVD (le parti libéral de droite) et D66 (le parti libéral de gauche) perdent

nementale (qui a failli emporter le gouvernement) ont accaparé toute l'attention. Aux Pays-Bas, l'intérêt pour l'unification européenne a toujours été minimal. Celle-ci est considérée comme une évidence ; les gens ne sont ni activement pour, ni contre. Les Marches européennes contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale peinent à s'enraciner dans le pays du « modèle des Polders ». Après un sursaut, grâce au débat lancé, en 1997, par « la déclaration des 70 économistes », la critique de l'UE est à nouveau l'apanage de petits groupes activistes. Dans ce sens, la progression des deux partis

qui, avec le SAP (Parti Socialiste des Travailleurs, section de la IVe Internationale), étaient précisément impliqués dans ce débat, est spectaculaire et surprenante.

## La Gauche Verte (GV)

Deux membres de la direction de ce Parti furent actifs dans les mobilisations de l'année 1997, lors du contre-sommet à Amsterdam. Il est

entré dans la campagne électorale avec une plate-forme qui attirait beaucoup de gens critiques vis-à-vis de l'UE : révision du traité d'Amsterdam ; adoption d'une Constitution européenne précédée d'un referendum dans tous les pays-membres ; plus de pouvoirs au Parlement européen ; annulation des résolutions du CE (Conseil Européen des ministres) portant sur « la sécurité dans des pays-tiers ; arrêt, à inclure dans le Traité, de toute avancée ultérieure quant à la collaboration policière ; jugement très critique sur l'euro ; plaider en faveur d'un contrôle renforcé sur la Banque Centrale Européenne (BCE) ; un

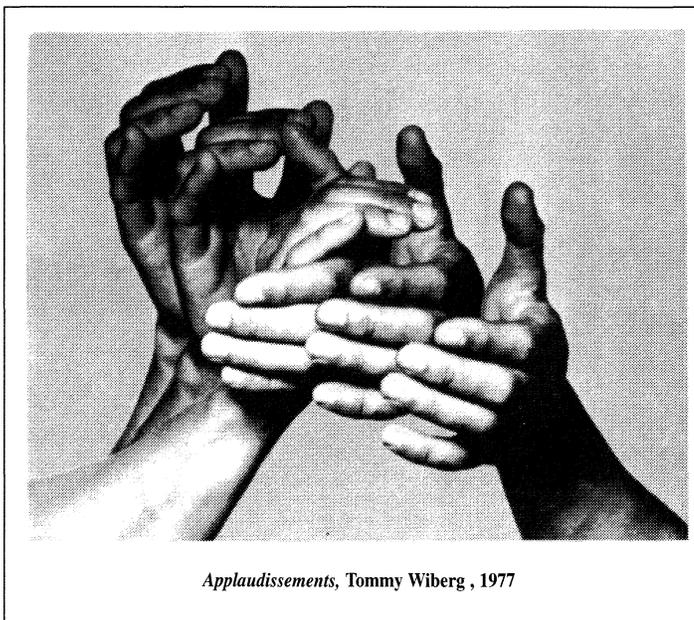
Agenda Vert 2025 pour l'Europe ; annulation du programme Euratom ; des mesures contre le capital spéculatif, etc.

Voilà une somme impressionnante de souhaits et de revendications dans lesquels peuvent se reconnaître toute une flopée de groupes d'action et de groupes de travail qui s'étaient mobilisés en 1997 en faveur d'une Europe plus sociale, verte, démocratique, féministe et ouverte.

Ce programme n'est pas sans faiblesse pour autant. Car la GV a nettement reculé sur sa critique fondamentale de l'UE. Ce qui domine désormais, c'est le respect des règles : « L'accumulation d'une force permettant aux citoyens d'avoir un emprise sur les puissances déchaînées du marché et de l'argent, partira du sein du Parlement européen ». Une phrase terrible pour un Parti né des larges mobilisations extra-parlementaires des années 60 et 70. « Ne plus seulement aboyer, mais aussi mordre »... dans le parlement, disait leur slogan central.

La GV est issue d'un regroupement de l'ex-PC et de deux partis pacifistes. Faisant partie de la mouvance verte en Europe, elle est nettement plus critique sur l'UE que le couple Cohn-Bendit - Joschka Fischer. N'empêche que le progrès électoral pousse ce Parti de plus en plus vers la participation gouvernementale.

Ce qui rend la plate-forme de ce Parti problématique, c'est sa position à propos de la politique étrangère et de sécurité. « L'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe (...) est le cadre le plus légitime pour favoriser la sécurité (...). La réaction russe à l'intervention de l'OTAN au Kosovo montre à quel point un retour à la guerre froide est possible ». « Les moyens de l'OTAN et de l'UEO qui sont utiles aux missions de l'ONU et de l'OSCE, tels que les moyens de transport et les troupes de déploiement rapide, doivent être transférés à ces organisations ». La GV propose de constituer « une offre coordonnée de troupes au service de missions pour la paix, des opérations humanitaires et d'une intervention contre un génocide imminent ». C'est exactement ce que le nouveau concept



Applaudissements, Tommy Wiberg, 1977

ensemble 4 sièges, le VVD maintenant le statu-quo. Le PvdA passe de 8 à 6, le D66 perd la moitié de ses sièges (passant à 2).

## Abstentionisme record

L'abstentionisme a battu son record : la participation passant de 35,6 % (1994) à 29,9 %. Il n'y a pas eu de campagne électorale. Dans les médias la guerre du Kosovo et la mini-crise de politique intérieure gouver-

\* Barend de Voogd est rédacteur de Greenzeloos, bimestriel du SAP (Parti Socialistes des Travailleurs, section néerlandaise de la IV<sup>e</sup> Internationale).

de l'OTAN propose ! Lors de la crise du Kosovo, la GV misait sur l'honnêteté des pays de l'OTAN qui intervenaient. Pas de surprise donc : ce parti soutenait les frappes et les bombardements de l'OTAN — malgré une forte minorité dans ses rangs, notamment au Sénat. A l'opposé de ses origines et de son programme électoral établi avant le début de la guerre, qui se prononçait encore « en faveur de la dissolution de l'OTAN ». Pour cette raison, et pour la première fois, nous n'avons pas appelé à voter pour ce Parti.

### Le Parti Socialiste (ex-maoïste)

Nous avons en revanche appelé à voter pour le PS. Ce Parti fait partie depuis longtemps du camp qui s'oppose à la politique de l'UE. La collaboration avec lui n'est pas toujours facile. Au contre-sommet de 1997, il s'engageait à la dernière minute dans les Euromarchés, préférant l'auto-affirmation à une co-organisation active. A Cologne, le PS fut à peine présent. Mais ce sectarisme organisationnel et sa propagande souvent populiste l'ont aidé à se développer. Ce sont surtout ses prises de position "princiennes" qui lui ont apporté des votes. Le PS, provenant de la tradition maoïste, n'a pas d'illusions parlementaristes, contrairement à la Gauche Verte. Par la combinaison d'un activisme dans les quartiers et d'une propagande au sein des conseils municipaux et du Parlement, le PS s'est affiché comme "parti protestataire". En 1974, il avait 5 sièges municipaux, aujourd'hui il en a 223. Aux élections parlementaires de mars 1998, il passait de 2 à 5 sièges. Entre 1994 et 1998, il a gagné environ 9000 membres. Il compte aujourd'hui plus de 25 000 adhérents, ce qui fait de lui le cinquième parti du pays.

« Construire le Parti » apparaît comme le nœud central de sa stratégie qui devrait mener vers la société socialiste. Jan Marijnissen, le président charismatique, constatait avec satisfaction que « désormais le PS est présent à tous les échelons du pouvoir ». Comme le Parti participe peu aux mouvements sociaux, le risque d'une dérive réformiste pointe son nez. Il y a une tentative de rectification par un dialogue avec des militants extérieurs, et l'implication d'« indépendants » dans le travail parlementaire. Erik Meijer, le nouvel europarlénaire, pense qu'aux Pays-Bas le PS devrait jouer un rôle similaire à celui de Rifondazione en Italie. Mais c'est loin d'être le cas pour le moment. Le Parti exerce un attrait très limité sur la foule des ex-militants du PC et d'autres Partis de gauche. Il est symptomatique qu' Erik Meijer lui-même soit à peu

près le seul cadre dirigeant qui vienne d'une autre tradition. L'absence de débat, l'inexistence de courants ou de tendances en est certainement une des causes. Ce qui fait aussi problème, c'est l'absence d'engagement du parti et de ses militants dans des structures d'auto-organisation et des mouvements sociaux autonomes. Les groupes sociaux « doublement opprimés » n'y trouvent pas leur compte, notamment parce que sur ces sujets les points de vue du parti sont peu progressistes.

Mais, il faut dire aussi que le PS n'hésite pas à prendre des positions peu populaires quand il le faut. Lors du débat et du vote au Parlement à propos de la participation des Pays-Bas à la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie, seul le PS a voté contre, à un moment où les sondages d'opinion indiquaient clairement le soutien massif de la population à l'intervention militaire.

Le PS émet une critique nettement plus forte à l'égard de l'UE que ne le fait la GV : « ...un super-Etat non-démocratique ; une Europe a-sociale ; un pacte de stabilité injuste ; la toute-puissance des grandes multinationales ; un abandon aveugle à l'euro ; une aggravation des normes écologiques ; la construction d'une superpuissance ; une forteresse Europe ». Malheureusement, le Parti consacrait peu d'attention, dans son programme électoral, à la sphère non économique immédiate : la politique d'asile, le développement durable, la position des femmes... Pendant la campagne électorale, l'accent était mis sur la critique de « ceux qui se remplissent les poches à Bruxelles et à Strasbourg ». Le Parti distribuait des éponges pour nettoyer...

Selon son programme électoral, le PS « veut travailler par en bas à un autre type d'Europe... qui vise le bien-être des gens et leur environnement. Et où les décisions sont prises le plus près des gens dans les municipalités et les régions ». Le PS estime par ailleurs « que lors de la conclusion d'obligations le dernier mot n'appartient pas au Conseil européen, à la Commission européenne, à la Banque centrale européenne et même pas au Parlement européen, mais aux parlements nationaux ». Cela signifie « que le parlement national vote d'abord toute décision provenant du PE avant qu'elle ne soit d'application dans le pays concerné ». Il s'agit donc pour le PS « d'une coopération entre nations libres et souveraines ».

L'Union monétaire est l'exemple le plus pertinent de ce qu'il ne faut pas faire. La BCE détermine la gestion, en toute indépendance. Et le PS rejette cela. Mais le problème c'est que les gouvernements des pays-membres ont décidé ces transferts de souve-

raineté nationale lors des Conférences inter-gouvernementales successives. En l'occurrence avec le soutien du parlement néerlandais, selon la méthode que PS propose.

### En déséquilibre

Il faudra donc avancer dans la discussion. D'autant plus que le PS a ajouté, à sa propre plate-forme électorale, la déclaration commune des différents Partis communistes d'Europe — PCF, PDS allemand, Rifondazione... — réunis dans la GUE (Gauche Unie Européenne) du Parlement européen. Celle-ci plaide pour une réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire et un système d'impôt commun contre le capital spéculatif. Des propositions excellentes, mais uniquement opérationnelles à condition qu'aucun pays-membre de l'UE ne puisse s'y soustraire. Cela vaut aussi sur le plan de la politique macro-économique, où il faudrait des "orientations" plus contraignantes, mais cela implique la perspective d'une politique supranationale.

Une autre contradiction analogue porte sur des paragraphes de la déclaration, adoptés par la GUE, et qui demandent « de nouvelles négociations pour revoir le pacte de stabilité » et « la révision du rôle de la BCE ».

### Opposition

Au total cinq sièges des Pays-Bas qui seront critiqués vis-à-vis de la politique de l'UE ! C'est un joli résultat. Mais que vont faire la Gauche Verte et le PS dans ce Parlement européen ?

La GV fait partie de la fraction verte dans le PE. C'est un des rares partis de ce groupe qui a voté contre l'introduction de l'euro et les critères de convergence, et contre le Traité d'Amsterdam. Mais qu'est-ce qui subsistera de tout cela à travers la collaboration avec les Verts allemands ?

Le PS se trouvera aussi devant des choix. Les propositions de la taxe Tobin et de la réduction du temps de travail à l'échelle de l'Europe vont à l'encontre de son propre discours anti-UE, qui s'accroche au maintien de « notre monnaie nationale ».

Espérons que les deux partis évoluent bien parce qu'aux Pays-Bas les mouvements sociaux critiques ont urgemment besoin de partenaires politiques. ■

# Le patriotisme cheval de Troie du nationalisme

par  
Panos Kosmas

« Le patriotisme est la force de notre peuple », voici ce que le DHKKI (1) a cru opportun de souligner dans son affiche électorale pour mettre en évidence ce qu'il considère comme la partie la plus précieuse de l'héritage du « bon vieux » PASOK (2). En avant vers le « large front patriotique » a tonné le président honoraire du KKE (3), H. Florakis, et le KKE, qui fait la moue quant il s'agit de la plus élémentaire collaboration entre les forces de gauche, invite sur sa liste électorale la nationaliste L. Kanelli et le « fondamentaliste » gréco-orthodoxe K. Zouraris. C'est dans les studios de télévision qu'ont été forgées les jointures du nouveau front patriotique : des brillants représentants de la « Droite populaire » et de l'extrême droite avec des patriotes de gauche — en premier lieu du KKE et du DHKKI, mais aussi du Synaspismos (4) — ont été allaités au nectar du patriotisme anti-OTAN et, en toute fraternité, ils ont livré des superbes batailles contre l'ennemi commun.

## « L'anti-impérialisme » pro-serbe

Dans le cas présent de l'action criminelle de l'OTAN dans les Balkans, l'alibi pour le glissement nationaliste du discours de gauche était la stupidité politique stéréotypée qui disait que nous ne devons pas « mettre sur un pied d'égalité » les crimes de l'OTAN et les crimes de Milosevic. Ce serait si simple et si « évident »... si on n'avait pas seulement affaire avec un dictateur qui opprimait son peuple, mais aussi avec un

régime qui était en train de faire la guerre à une de ses nationalités, après avoir imposé un véritable apartheid dans une province autonome d'une fédération qui fut jadis multi-ethnique. A côté de la guerre majeure de l'OTAN contre la nouvelle Yougoslavie (majeure parce que ses conséquences étaient vraiment mondiales), il y avait une seconde, une guerre mineure, la guerre de la Serbie contre le Kosovo. Et l'intensité de cette guerre-ci non seulement n'a pas diminué avec le déclenchement des bombardements de l'OTAN, mais a pris la forme du nettoyage ethnique contre les Albanais du Kosovo.

Était-il admissible d'oublier complètement cette deuxième guerre ? Dans le cas où cela a été fait (et malheureusement, souvent à gauche), les conséquences étaient évidentes :

● La Gauche apparaissait comme une force qui, pour des raisons d'évaluation politique, se désintéressait du drame de tout un peuple au moment où celui-ci arrivait à son paroxysme, parce qu'elle le considérait comme « une poussière de l'Histoire » avec tout ce que cela entraînait comme énorme dégradation de son système de valeurs.

● La Gauche laissait libre le terrain à « l'interprétation » raciste de cet oubli : puisque les Albanais du Kosovo ne méritent pas la solidarité des internationalistes même quand ils sont victimes d'un nettoyage eth-



nique, alors il est très facile aux racistes et aux nationalistes, désormais déchaînés, de cultiver le racisme anti-albanais garni à la sauce « anti-impérialiste » : ce sont les Albanais qui auraient amené les impérialistes aux Balkans, ce sont eux le peuple élu de l'impérialisme, l'ennemi de l'orthodoxie et de l'hellénisme, etc.

● Ça déblayait le terrain pour que l'internationalisme et le mouvement anti-guerre soient « chapeautés » par la stratégie de Milosevic dont les deux principaux pylônes sont :

● l'axe Orthodoxe (Russie, Ukraine, Grèce...), élargi à la Chine, contre le monde occidental

● l'expulsion des Albanais du Kosovo afin de pousser la déstabilisation politique des pays balkaniques (surtout de l'Albanie et de la République de Macédoine).

Il est caractéristique que, dans son écrasante majorité, la Gauche a refusé non seulement de manifester sa solidarité aux

1. DHKKI : Mouvement Social et Démocratique, scission du PASOK en 1995. Son président D. Tsovolas fut ministre des Finances de plusieurs gouvernements Papandreou. Il a obtenu 6,7 % aux récentes élections européennes.

2. PASOK : Mouvement Socialiste Panhellénique, parti social-démocrate fondé en 1975 par A. Papandreou. Exception faite de la période 1989-1993, il a dirigé la Grèce depuis 1981. Il a obtenu 32,9 % aux récentes élections européennes.

Son président actuel est le premier ministre Kostas Simitis.

3. KKE : le Parti communiste grec. Sa secrétaire générale est Aleka Papatriga. Il a obtenu 8,7 % aux récentes élections européennes.

4. Synaspismos : Coalition de la Gauche et du Progrès. Ses origines très lointaines se situent à la scission (1968) anti-stalinienne et eurocommuniste du PC. Il a obtenu 5,2 % aux récentes élections européennes.

Albanais du Kosovo, mais aussi de mettre en avant ne fut-ce que la revendication élémentaire des « frontières ouvertes pour les réfugiés », ce qui démontre que les palabres concernant « la mise sur un pied d'égalité » n'étaient qu'un simple prétexte.

Voici, en quelques mots, ce que disait le « projet d'action anti-impérialiste » : dénoncez l'OTAN, aidez Milosevic, expulsez, démontrez et isolez les Albanais, passez des alliances avec la Russie et la Chine. En dehors du fait qu'il n'a rien d'internationaliste, un tel « projet » est aussi très inefficace : les Kosovars expulsés de leurs foyers offraient aux impérialistes leur plus grand argument politique et en même temps ils « culpabilisaient » la Gauche européenne. Quant à la Russie et à la Chine, il y a des raisons évidentes pour ne pas leur confier ses espoirs en vue d'une lutte anti-impérialiste et anticapitaliste efficace. Cette petite « omission » avait donc des terribles conséquences pour la Gauche. Elle a ouvert la porte par laquelle les idées nationalistes et racistes ont envahi ses forteresses.

## Le patriotisme

Paradoxalement, le moment fut considéré propice pour tester le patriotisme de la Gauche grecque. Qu'est ce qui menaçait exactement la « patrie », quelle « patrie » étions-nous appelés à défendre et comment ? Les patriotes de gauche et de droite se sont rencontrés sur le lieu commun suivant : après le Kosovo, ce sera le tour de la Thrace et de l'Égée. Voilà donc pourquoi « la patrie est en danger » : parce qu'elle est la prochaine victime... de l'impérialisme ! Toutes les phobies nationales ont été réactivées à travers cette formule et le patriotisme droitier-populiste, papandréiste et centriste du « bon vieux temps » a remonté à la surface : l'Occident, qui nous a vendu à Chypre et qui favorise la Turquie sur la question de la mer Égée, a placé la Grèce dans sa liste des pays candidats à être amputés d'une partie de leur territoire. D'où le « Grecs, soyez vigilants ! » du KKE et le « Grecs, haut la tête ! » du DHKKI. Toutes ces pantalon-

5. Yannis Kordatos : grand historien marxiste grec et dirigeant du KKE, il fut très influencé par l'opposition de gauche anti-stalinienne. Seraphim Maximos : dirigeant du KKE, journaliste et théoricien marxiste, il a été membre de l'opposition de gauche. Pantelis Pouliopoulos : inspirateur et organisateur des soviets de soldats grecs au front de l'Asie Mineure (1921-22), secrétaire général du KKE (1927), fondateur et leader de l'opposition de gauche, grand théoricien marxiste révolutionnaire. Fusillé par les occupants fascistes italiens en 1942 à l'âge de 42 ans.

nades patriotiques rongent comme un ver l'héritage culturel et le système des valeurs de la Gauche, elles œuvrent en faveur de l'hégémonie aujourd'hui idéologique, et demain politique, de la nouvelle droite nationaliste et raciste, elles constituent le « Cheval de Troie » du nationalisme et de l'impérialisme grec.

Ah, ici j'imagine le patriote de gauche grec qui se révolte : impérialisme grec ? Exactement ! Évidemment, la longue domination du stalinisme après la guerre, a interrompu brutalement le débat sur le caractère du capitalisme grec qui, commencé au début du siècle, a été dominé par des illustres intellectuels de gauche comme Kordatos, Maximos, Pouliopoulos (5). C'est ainsi que le KKE, jadis internationaliste quand il dénonçait la campagne impérialiste grecque en Asie Mineure, est arrivé à parler de la « pauvre petite Grèce en haillons ». Refusant de voir que le capitalisme grec de cette fin de siècle constitue un « maillon » et un élément organique du tronc impérialiste : d'un côté économiquement (puisqu'il participe à l'intégration européenne), et de l'autre militairement et politiquement (puisqu'il participe pleinement à la structure impérialiste de l'OTAN dans le sud-est de l'Europe et en Méditerranée, d'autant plus qu'il héberge le QG de l'OTAN à Larissa). Le capitalisme grec est impérialiste aussi parce qu'il revendique constamment un « espace vital » autour de lui (en premier lieu dans les Balkans, mais aussi dans la zone qui encercle la Mer Noire ainsi que dans la Méditerranée du sud-est) en concurrence avec les capitalismes turc et italien.

Alors, si tout n'est pas rose pour le capitalisme grec, depuis quand est-ce l'affaire de la Gauche de partager les angoisses ou les enthousiasmes de « son » impérialisme et de lutter pour obtenir des rapports de forces favorables contre ses concurrents ? Pire encore, comment pourrait-on concilier son internationalisme avec l'entretien du racisme anti-albanais et l'hostilité envers la minorité (turque) en Thrace ? Et l'appui offert aux « inquiétudes » toutes fabriquées pour les « droits souverains du pays » ? Laissons cette besogne à l'archevêque Christodoulos, aux plumitifs chauvins, aux députés fascisants, au camp des nationalistes, des racistes et à la pègre d'extrême droite. Ainsi qu'à quelques colporteurs, idéologues ex-« hyper-gauchistes » qui, sans s'en rendre compte, sont devenus leurs « intellectuels » organiques...

## SOUSCRIPTION

**25 000 francs  
pour les 25 ans  
d'Inprecor**

Le n° 0 est paru le 1 mai 1974. Il avait bien démarré : bien que « bouclé » avant le 25 avril, il contenait un article sur « le début d'une crise » au Portugal, analysant la crise de la vieille dictature « malade de l'Afrique » et secouée par la montée des luttes sociales. Et Ernest Mandel analysait *L'archipel du Goulag de Soljenitsyne*, soulignant « la tragédie d'une génération d'intellectuels rebelles dans l'URSS d'aujourd'hui qui, de par l'expérience du stalinisme ont été amenés à rejeter également le léninisme et le marxisme, et se sont rendus incapables de comprendre les causes de la répression stalinienne, la réalité présente en URSS et les solutions que réclame la crise de cette société ». Un bon début, qui ne s'est pas démenti au cours du quart de siècle suivant.

« Inprecor ne pourra vivre, pouvait-on lire dans l'éditorial, que si un nombre suffisant d'abonnements sont souscrits et rapidement souscrits ». 25 ans après nous en sommes au même point : les abonnements, ce nerf de la guerre pour un périodique à contre-courant, restent insuffisants, nous obligeant à une gymnastique financière quotidienne. Alors, si 25 ans après *Inprecor* est encore et toujours pour vous un outil permettant de (mieux) comprendre le monde pour pouvoir le changer, aidez-nous à continuer : (ré)abonnez-vous, abonnez vos ami(e)s, faites connaître *Inprecor* autour de vous !

Et en attendant que vos efforts permettent à *Inprecor* d'atteindre le seuil critique d'auto-financement, nous avons besoin de 25 000 francs pour assurer les conditions de parution d'*Inprecor*.

Depuis la parution de cet appel dans *Inprecor* de mai 1999 nous avons reçu :

<b>Ancien total au 1<sup>er</sup> juin : 1 283,00 F</b>	
Pablo S., Porto Rico	173,96 F
Raynaldo R., France	50,00 F
Ronan M., France	50,00 F
Dominique D., France	100,00 F
Yves H., France	140,00 F
<b>Total au 6 juillet 1999</b>	<b>1 796,96 F</b>

## Librairie La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris  
t é l : 0 1 4 2 3 8 0 4 1 4  
f a x : 0 1 4 2 3 8 2 7 5 1  
ouverture : lundi 14 h-20 h  
mardi à samedi : 12 h-20 h  
Métro Télégraphe

vente par correspondance  
Paris, province, étranger :  
**ENVOI GRATUIT**

# Vers une armée européenne

par  
François Vercammen\*

La principale décision de l'Union Européenne (l'UE), à son sommet de Cologne de juin 1999, c'est de se doter d'une puissance militaire, autonome des USA tout en restant dans le cadre de l'OTAN. Elle découle de deux choses : l'apparition d'un foyer de guerre en Europe et le caractère subalterne dans laquelle l'UE s'est trouvée par rapport à son allié américain. Ce choix révisé la priorité affichée jusqu'à présent en faveur de l'Europe sociale. Avec une forte implication dans le « plan de développement des Balkans » (combiné à la politique d'élargissement à l'Est), il réoriente radicalement le processus de consolidation de l'unification européenne.

### L'UE et la remilitarisation du monde

Le bilan de l'intervention dans la guerre des Balkans se conclut par un lourd échec à deux volets. Dans un premier temps, l'UE n'a pas été à même de « stabiliser » les Balkans, par des moyens politiques, quand la crise s'y est déclenchée en 1989. Ensuite, quand l'UE (et plus largement l'Occident) en avait perdu le contrôle politique et qu'il s'est agi d'emprunter la voie militaire, l'UE avait dû remettre en selle les États-Unis. Ceux-ci n'ont pas manqué l'occasion pour affirmer leur suprématie technologique, militaire et politique, et pour mettre en pratique leur nouvelle conception d'une OTAN, gardienne des valeurs humaines, opérant à l'échelle de la planète et sans un accord préalable de l'ONU.

Cette démarche, qui avait débuté par la guerre contre l'Irak (janvier-février 1991) relancera la militarisation à l'échelle mondiale et, en premier lieu, en Europe. Elle aura ses conséquences en cascade : le Japon, grand perdant (avec l'Allemagne) de la seconde guerre mondiale, a annoncé qu'il

brisera cette fois-ci le tabou militaire ; la Chine fait de même. Avec la multiplication des incidents entre les deux Corées, et la guerre en cours entre le Pakistan et l'Inde — deux puissances nucléaires — l'Asie, épicentre de la tourmente financière et économique, est en passe de se transformer en une véritable poudrière.

La constitution d'une armée européenne fait partie de ce renversement de tendance. Pour l'UE ce serait un important levier et une nouvelle impulsion pour sa consolidation en État supranational et en puissance impérialiste. La logique antisociale de ce projet saute aux yeux. La guerre du Kosovo aurait ainsi son aboutissement au sein de l'UE : le Sommet de Cologne, accompagné par la déclaration commune Blair-Schröder relancera une autre guerre, celle contre le monde du travail, les femmes, les jeunes, les immigrés. Voilà pour le projet. Il aura ses difficultés propres et ses multiples résistances.

Tous les observateurs l'avaient noté d'emblée : il n'y avait pas de « politique étrangère commune » de l'UE sur le terrain yougoslave. Chacun des (grands) pays-membres avait sa politique propre, en fonction de ses intérêts économiques et géopolitiques. Mais cette dispersion opérait sur un fond qui, lui, était commun : utiliser la crise en Yougoslavie pour affaiblir « le communisme » et faire triompher « l'économie de marché ».

L'UE est intervenue : pour assurer une transition, elle a poussé à l'émergence et la consolidation d'une nouvelle classe dominante « entrepreneuriale », issue, pour partie, de l'ancienne nomenclature recyclée, pour partie, des « nouveaux riches » produits du capitalisme « sauvage ». C'est le fondement matériel des alliances politiques qui se sont nouées entre (certains gouvernements de) l'UE et les groupes dominants qui avaient brisé l'État yougoslave. Ils l'ont fait par la guerre ce qui nécessitait la propagation d'un nationalisme chauvin pour gagner une légitimité populaire et asseoir ainsi « leur » nouvel État sur une base ethniquement pure. Les mouvements démocratiques, progressistes, multi-ethniques y ont été

étouffés, dès le début, par les bombardements de l'OTAN.

Aujourd'hui, l'UE a effacé ce bilan de la mémoire, pour ne retenir que deux choses qui en font une : le maintien de l'ordre sur tout le continent européen et le problème de la suprématie américaine. Dans l'immédiat deux « remèdes » sont sur la table : un « pacte de stabilité et de développement » (aide économique et garantie de marchés de la reconstruction) et, plus important encore, une « défense commune » de l'UE, débouchant sur une force armée de l'UE.

Cette « percée », somme toute audacieuse, était devenue inéluctable (même si sa réalisation est loin d'être évidente). En effet, la situation est paradoxale. Depuis les années 70 et 80 (la guerre du Viêt-nam et la crise des missiles de croisières), la légitimité des USA avait nettement reculé sur notre « vieux continent ». A un moment donné, leur retrait de l'Europe fut même envisagé. Mais alors que l'UE obtient un succès fort par l'établissement de l'union monétaire, les États-Unis débarquent, impérialement, sur le continent européen comme « sauveurs » et pour y faire la guerre comme en 1944-45 ! Du point de vue de l'UE, c'est -à-dire de ses classes dominantes et de ses élites, une avancée sur le problème militaire devint inéluctable. Néanmoins les obstacles restent importants.

### Logiques d'États et politique étrangère commune

En premier lieu, il y a la difficulté de départ : sans politique étrangère unifiée sur ses grandes options, pas de politique militaire commune. Elle renvoie au problème fondamental de l'UE : le transfert d'un paquet de souveraineté nationale à un État supranational. La question de la monnaie unique se heurtait à un problème similaire : il faut au préalable une homogénéité suffisante sur le plan des structures des sociétés (des quelques grands pays-membres) pour progresser. Le comportement du rival « américain » soude certes les pays européens, mais

\* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

cela ne fait pas disparaître par enchantement la diversité des politiques étrangères. Celles-ci s'appuient sur les intérêts des grandes multinationales des pays-membres, sur leurs choix stratégiques qui peuvent dépasser voire contredire à certains moments les facteurs économiques à court terme, ainsi que sur l'histoire longue des pays qui a façonné les appareils d'États (corps diplomatique, caste des officiers, réseaux informels de confiance, services secrets...). Prenons quelques exemples :

- La Grande Bretagne, ex-puissance impériale, a essayé de maintenir « son statut mondial » en se positionnant dans le sillage des USA.

- La France, devenue un pays capitaliste secondaire, compense sa faiblesse économique par une autonomie diplomatique et militaire activiste (« force de frappe nucléaire » indépendante, sa position hors des structures militaires de l'OTAN, une politique « tiers-mondiste » concurrençant les États-Unis, une capacité d'intervention militaire et de maintien de l'ordre dans « ses » zones en Afrique et Asie et, pour partie, au Moyen-Orient).

- L'Allemagne, c'est le cas inverse de la France : son histoire récente lui interdisait d'avoir une politique étrangère à la mesure de sa force économique. En installant l'appareil d'État allemand de nouveau à Berlin, Schröder vient de briser ce tabou : « L'Allemagne assumera désormais une responsabilité qui résulte de sa puissance économique » (1).

Dès avant la guerre des Balkans, Blair de son côté avait déjà adapté sa stratégie d'ensemble afin de devenir le pivot de la nouvelle Europe. Une défense commune était sa carte maîtresse (l'autre étant l'adhésion de la Grande Bretagne à l'Union monétaire). Et pour la Grande Bretagne, la conscience qu'elle a désormais plus à gagner en jouant le rôle charnière dans l'espace transatlantique mais en se plaçant du côté du continent européen. Les déclarations communes successives entre la Grande Bretagne et la France (à St Malo) et, ensuite, avec l'Allemagne sont symptomatiques à cet égard.

Cette nouvelle volonté politique a immédiatement relativisé les questions proprement institutionnelles : l'absorption par l'UE de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale), la place des pays européens « neutres » hors OTAN mais membres de l'UE (Suède, Irlande, Autriche) ; le cas de la Turquie (pays-clé de l'OTAN mais hors UE). Elle a dégagé la voie vers une armée européenne. A l'issue du Sommet de Cologne, se réclamant ouverte-

ment de « sa puissance », l'UE décide de disposer d'une « capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles, avoir les moyens de décider d'y recourir et être prête à le faire afin de réagir face aux crises internationales sans préjudice des actions entreprises par l'OTAN » (2). Ainsi, les « tournants historiques » s'accumulent. Ils traduisent la vitalité du projet UE pour le très grand capital européen.

Cela ne résout pas tous les problèmes fondamentaux de la politique étrangère, et singulièrement les rapports avec la Russie. Mais l'introduction, par l'UE, de la Russie dans le dénouement diplomatique de la crise des Balkans trace la voie des nouveaux rapports : autonomie vis-à-vis des États-Unis, « rapprochement » avec la Russie.

## Défense commune et industrie d'armement

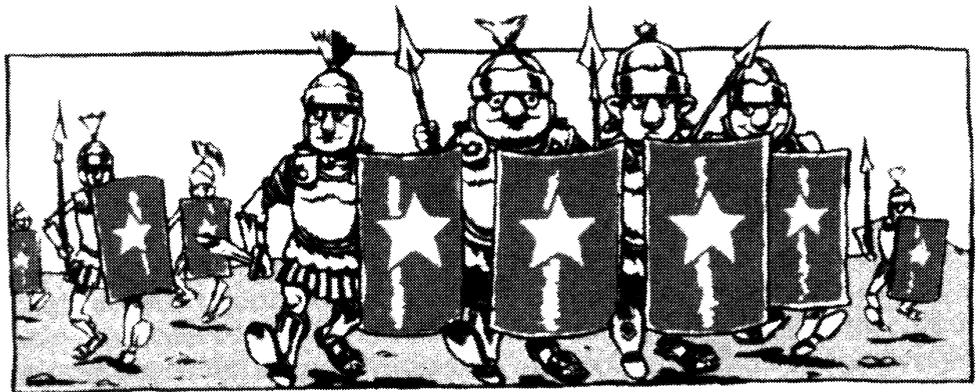
Une deuxième difficulté, elle aussi interne à l'UE, c'est la transformation des politiques d'armement nationales en une politique commune de l'UE, indispensable pour arriver à la constitution d'une force militaire

dépenses, et avait favorisé sa « force de frappe nucléaire » nationale et ses forces militaires liées à son rayon d'influence néo-coloniale. Logiquement, plus qu'ailleurs, cette politique spécifique s'appuyait sur le rôle de ses « champions nationaux » en matière d'équipements, ceux-ci ayant le quasi-monopole sur le marché national. Au lieu de se spécialiser dans un ensemble européen, la France avait multiplié les gammes (3).

Passer à la convergence est tout sauf simple. Comme le faisait remarquer François Heisberg, le problème n'est pas en premier lieu une question de budget, mais de choix et d'options. (4). Et l'adaptation risque d'être dure.

Car l'investissement, par les multinationales (de la conception à la commercialisation) se fait sur le moyen terme (10 à 15 ans). Les volumes de capitaux à avancer sont énormes. Et cela sous une féroce logique de concurrence internationale.

On retrouve une même « lenteur » dans la politique de défense des gouvernements : elle est conçue à partir de choix stratégiques (économiques et politiques) d'un État condi-



commune. Elle devra rattraper les USA qui ont pris une avance considérable quant à la recherche, la technologie de pointe et la mise en œuvre industrielle. Leur avance a été le produit du « keynesianisme militaire » de l'époque Reagan qui avait un essor extraordinaire, même dans le climat marqué par les « dividendes de la paix ».

L'évolution en Europe est allée dans le sens opposée. La réduction des dépenses militaires et le rétrécissement du marché des armes (qui affecte les entreprises d'armement) ont amplifié les différences entre pays européens, tout au long de la dernière décennie. Deux exemples. La Grande-Bretagne, suivant les USA, avait déjà professionnalisé, « compacté » et « technologisé » son armée, en vue des « interventions rapides » et de guerre à l'échelle planétaire. Alors que la France avait réduit ses

tionné par des pesanteurs historiques, diplomatiques... Tous les deux — l'État et les intérêts privés — sont ainsi basés sur la planification. Mais leurs logiques sont très différentes.

L'idéal du point de vue de l'UE serait une industrie d'armement européenne, forte et capable de tenir tête aux géants américains (Boeing, Lockheed Martin...). Ce qui implique une série de fusions intra-européennes. La pratique montre que c'est tout sauf facile. Plusieurs échecs l'ont montré

1. cf. *Le Monde* du 21 avril 1999.

2. *Le Monde* du 5 juin 1999.

3. cf. Pierre De Vestel, *L'industrie européenne de l'armement*, GRIP, Bruxelles, 1993, résultat d'un important colloque organisé par le Parlement européen.

4. *Le Monde* du 15 avril 1999.

## Guerre des Balkans

(l'équipement pour le navire « Horizon » et l'abandon d'un satellite militaire). On vient de sauver de justesse, le projet Trigat MP (développement en cours depuis 11 ans ; coût : 3,2 milliards de dollars) — un missile antichar où la Grande Bretagne a finalement mis sa signature après celles de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas.

Ce qui a échoué, en revanche, c'est la constitution d'un pôle européen de l'armement avec DASA (Daimler Chrysler, Allemagne), British Aerospace (BAe), Matra Aérospatiale (France) et CASA (Espagne).

Au dernier moment, et contre l'avis du gouvernement Blair, BAe a préféré acheter la division Marconi à GEC (GB) pour renforcer sa position commerciale sur le marché américain. Cela a brisé la perspective d'une coopération organique avec les autres grands groupes européens. Du coup, DASA a tout de suite contre-attaqué en mettant la main sur CASA. A la dynamique euro-centrique s'est substitué celle d'acquisitions aux États-Unis : Aérospatiale (France) risque de prendre le dessus sur Thomson en construisant un missile européen avec BAe ; du coup le Français Thomson va conclure un joint-venture avec l'Américain Raytheon en pointe sur les systèmes de contrôle.

Mais comme le faisait remarquer *The Economist* (5), le résultat « final » pourrait être paradoxal : les rapprochements transatlantiques permettront peut-être aux Européens de rattraper leur retard. Lockheed, à son tour largué par le n°1 mondial incontestable, Boeing, est sans doute obligé de rejoindre un autre projet-clé en Europe : l'avion A3XX, produit par Airbus, ce consortium européen, composé de DASA, BAe, Aérospatiale et CASA. Déjà, le gouvernement américain a fait savoir qu'il n'est pas prêt à mettre tel quel le know-how militaire « sensible » dans les mains des gouvernements européens...

Sur ce terrain, la dialectique État/entreprises privées, programmation/marché, monopoles/concurrence "libre" est à l'œuvre.

### Deux obstacles d'envergure

Les deux autres difficultés se situent dans un cadre différent. Elles portent sur la contradiction USA-UE, et, celle entre capital et travail au sein de l'UE.

D'abord, les rapports Europe-Amérique. Le concept d'une défense européenne commune, autonome dans ses choix politiques et ses moyens opérationnels, mais entièrement loyale au cadre de l'OTAN, a quelque

chose d'idyllique. La défense commune de l'UE naît d'une frustration : l'affirmation d'une hégémonie écrasante des États-Unis, au moment où l'UE montre une dynamique et une vitalité sans précédent, quelque peu cachées par la faiblesse de l'euro (face au dollar) et la conjoncture économique hésitante. On ne saurait sous-estimer la montée conquérante du très grand capital européen. En réalité, un nouveau chapitre s'ouvre, au moins si l'UE applique son projet, adopté au Sommet de Cologne.

Finalement, cette ample réorientation : défense européenne, plan d'aide aux Balkans, administration du Kosovo (force d'interposition) soulève la question : qui payera ? Le Sommet de Cologne frappe par le fait que l'Europe sociale n'est plus une priorité, même en paroles. Au contraire : à la place d'un Pacte pour l'emploi (dont les ambitions avaient été fixées très haut : diminuer de moitié le chômage !), on annonce une nouvelle vague de flexibilité et une attaque en règle contre les retraites (pour avancer rapidement vers les « fonds de pensions », précisément un appui au capital). Là encore, la guerre du Kosovo devrait servir, dans les têtes de la classe dominante, à introduire une certaine remilitarisation, à cultiver un « chauvinisme » européen (contre les USA notamment), à renforcer la « droitisation » des rapports politiques et à obscurcir la conscience des travailleurs/euses et de la jeunesse.

Il n'est pas évident que tout cela se passera sans conflits, voire sans grandes convulsions sociales et politiques. ■



La nouvelle armée d'occupation entre à Pristina (ici contingent britannique).

# Serbie

par  
Radoslav Pavlovic\*

Au-delà des conséquences immédiates de la défaite serbe face aux bombardements massifs de l'OTAN, une chose est absolument certaine : les rapports entre Serbes et Albanais au Kosovo ne seront jamais plus ce qu'ils étaient - avec de brèves parenthèses - tout au long de ce siècle.

1912-1999, voila deux repères du début et de la fin de ce siècle d'une histoire lourde écrite en rouge sang d'une époque à jamais révolue.

On ne sait pas comment la situation va évoluer ni au Kosovo, ni en Serbie, on n'a même pas déblayé les premiers décombres de ce tremblement de terre humain prodigieux, on ne sait pas si les Serbes Kosovars pourront ou voudront retourner chez eux, de même que les Albanais, quelles nouvelles secousses — inévitables — se produiront en Serbie, on ne sait pas si le peuple albanais du Kosovo aura sa véritable indépendance — tant souhaitée et si chèrement payée — mais on sait une chose : les Albanais du Kosovo ne seront jamais plus sous la botte serbe.

\*

Plus qu'une cassure sur le terrain du rapport de force militaire — évident — il y a un tournant sur le plan politique, social, moral, plus profond, plus durable et plus important. La guerre est le prolongement de la politique par d'autres moyens et le verdict d'une guerre est le verdict d'une politique. Les armes parlent en dernier, les guerres sont des cassures évidentes, mais en amont il y a l'économie, la société, l'histoire, la politique, voire la "mentalité" ou les préjugés serbes en occurrence, reflets déformés d'une réalité, ce qui ne les empêche nullement de

\* Radoslav Pavlovic, syndicaliste indépendant, est un des initiateurs de International Workers Aid pour la Bosnie et membre de Workers International. Nous lui donnons bien volontiers la parole pour ce témoignage analytique sur la situation en Serbie, vue de l'intérieur.

# Un tournant historique

devenir un agent actif et même sanguinaire.

Décollant sur les ailes blanches des anges des monastères serbes du Moyen Age, nourri par les légendes dans les nuages d'une métaphysique nationale brumeuse et somnolente, le "peuple céleste" tombe brutalement par terre dix ans après, se rendant compte qu'il n'a plus rien dans le frigo et qu'il n'a pas de visa. C'est l'assassinat de l'ange par le couteau d'Arkan : visage angélique, cœur d'assassin.

C'est un choc terrible. "Kosovo, c'est fini !". Regret, joie ? Un profond soulagement, en tout cas. Il n'y a plus d'Albanais juste bons pour tronçonner le bois de chauffage et faire du bon pain et de la délicieuse pâtisserie. Il n'y a plus de carrière lucrative pour les fonctionnaires envoyés de Belgrade. Il n'y a plus de rapine pour les policiers serbes dévalisant les boutiques albanaises au Kosovo. Il n'y a plus de deutsche marks cachés dans les longues jupes des femmes terrorisées, il n'y a plus de voitures rapatriées en Serbie sans plaque d'immatriculation, il n'y a plus d'hommes séparés de leurs femmes et enfants, pour être traînés aux abattoirs collectifs. Il n'y a plus de pouvoir serbe au Kosovo, il n'y a plus d'apartheid. Enfin, nous les Serbes n'avons plus ce boulet au pied.

Donc, un livre de l'histoire est achevé, plus qu'une page. S'il y a une suite quelconque, ce sera un autre livre.

\*

Il serait trop facile de réduire ce tournant aux effets des bombes américaines. Le peuple albanais n'a pas ce qu'il voulait, il en est encore loin, on le verra vite, mais il n'est plus couché par terre. Terriblement blessé, il se remet sur ses jambes. La suite sera une autre histoire.

Les bombes atlantiques ont, en tout cas, brutalement interrompu et changé une longue histoire. Elles l'ont soudain accélérée. La guerre a été accueillie en Serbie sans surprise au fond, avec certains murmures, mais il était trop tard pour changer les données du problème. L'unanimité de réprobation

s'imposait à tous face aux bombardements par les armées des pays dont la lutte pour la "démocratie" en Asie, au Moyen Orient, en Afrique, en Amérique Latine n'a pas apporté des preuves convaincantes, c'est le moins que l'on puisse dire.

Ceci n'est pas en contradiction avec un sentiment de profond soulagement lors de la signature de l'accord "technico-militaire". Non seulement parce qu'il n'y aura plus de

Milosevic et ses quatre guerres, montant en bestialité et absurdité comme une spirale infernale, est définitivement cassé.

« Il ne peut plus rien inventer pour nous maintenir dans ce taudis irrespirable qu'est devenu notre pays » dit-on couramment dans la rue. C'est loin du bilan politique clair, mais c'est le retour en pensée dix ans en arrière, c'est un soulagement profond, immédiatement suivi d'une autre inquié-



bombardement et d'angoisse pour les proches sur le front et à l'arrière, plus d'état de guerre, d'ordre militaire, de sirènes, d'avions à peine visibles mais voyant tout et frappant n'importe où, de cercueils interdits d'ouverture, de confirmation incessante de ces nouvelles sur le pillage et les massacre à l'encontre de la population civile albanaise, mais surtout, nous ne serons plus les otages d'une politique criminelle et aventurière, qui empêche de fonder le moindre espoir pour l'avenir.

C'est ce soulagement profond qui rend impossible le retour en arrière, même si les troupes de l'OTAN se retirent soudainement pour une raison miraculeuse et même si l'UCK reste militairement inférieure à l'armée serbe.

Non pas que Milosevic et ses alliés fascistes de toutes les couleurs n'en voudraient pas, non pas que l'armée serbe soit à ce point affaiblie, mais parce que chaque guerre a un ressort, or le ressort moral serbe, après dix ans de pouvoir de Slobodan

de, aussi profonde : « Maintenant, cela se passera chez nous, entre nous ».

S'il y a une nouvelle guerre balkanique, ce ne sera pas dehors, ce sera la guerre civile en Serbie même. Il y en a qui l'ont prédit des années auparavant, maintenant c'est une évidence qu'on respire aujourd'hui en Serbie, de gauche à droite, d'en bas jusqu'en haut.

\*

« Dix ans, cela suffit ! » entend-on de partout, sans toujours se rendre compte que la plupart ont plébiscité activement ou avec bienveillance le guide du peuple serbe en 1989 à Gazimestan au Kosovo, lors d'un meeting monstre d'un million et demi de personnes. Le président serbe avait atterri triomphalement en hélicoptère, directement envoyé par le ciel, et avait commencé par menacer toute la Yougoslavie ; ou bien elle sera comme nous, les plus nombreux et les plus forts, les Serbes, la voulons ou bien elle

# Guerre des Balkans

n'existera pas.

En effet, elle a cessé d'exister peu de temps après, et de quelle manière ! L'un de ses derniers lambeaux, le Kosovo, s'est détaché. Même la fédération serbo-monténégrine n'existe que sur le papier.

Le président serbe a été de diverses manières et à divers moments soutenu par d'autres forces non négligeables — prési-



dents des autres républiques ex-yougoslaves, les grandes puissances, l'opposition serbe — mais la lourde note pour dix ans de barbarie est inévitablement et avec unanimité adressée à lui seul. La colère serbe n'est tournée ni contre les Albanais, ni contre l'OTAN, qui, tout compte fait, ont agi comme ils l'avaient annoncé, mais contre Milosevic qui les a trompés et manipulés. Il n'y a plus de cause nationale sacrée là où l'on pille, où l'on s'attaque aux civils faute de pouvoir mettre la main sur les guerriers, où l'on brûle les maisons et où l'on déchire les papiers d'identité. Or, tout cela, la Serbie l'a appris avec certitude au cours des deux derniers mois.

« Qui est coupable ? » demande le correspondant local de Radio Europe libre à Krusevac à une mère en colère, le lendemain du meeting de masse des parents de soldats stationnés au Kosovo, dont ils n'ont aucune nouvelle depuis le début de la guerre. « C'est lui ! », répond-elle. « Mais qui est-ce, lui ? », insiste le journaliste amateur, mis aux arrêts le lendemain pour trois jours, mais probablement encore en prison. « Mais vous ne comprenez pas ? Mais c'est lui, Slobodan MILOSEVIC ! »

Le cri de cette mère à fort accent paysan, qui a probablement voté Milosevic aux dernières élections, était le cri de toute la Serbie profonde. Il a été entendu partout, car nous étions tous suspendus pendant deux mois à cette radio, qui, à partir de minuit jusqu'à cinq heures du matin émettait depuis Prague un flot d'informations larges et crédibles de tous les cotés, y compris l'OTAN et les camps albanais à la frontière.

La veille, un haut gradé de Nis est venu

spécialement à Krusevac pour calmer les esprits en révolte et amadouer mille "déserteurs" pour les convaincre de revenir sur le "front". Cinq mille personnes l'ont débordé. « On a failli le lyncher, dit la mère, et je regrette aujourd'hui qu'on ne l'ait pas fait ». Le général a commencé de manière douce, puis ce furent des hurlements. Il a brandi la menace du tribunal militaire, ce fut encore pire. Enfin, il s'est sauvé en disant : « Que ceux qui le veulent retournent au Kosovo et que les autres reviennent chez eux »

La voix limpide et claire de cette femme ayant un fils unique, comme beaucoup d'autres, exprimait une volonté farouche qui ne connaît plus aucune peur, une autre Serbie qui se dresse, hautement et autrement plus dangereuse que les politiciens petit-bourgeois de l'opposition, qui ont commencé à se remuer quelque peu, après un long silence de mort. Ces paysans ont des maisons, des terres, des machines agricoles, ils ont dépensé une fortune pour fêter le départ de leur fils à l'armée — une vieille tradition devenue surréaliste dans un pays au bord de la famine et menant des guerres perdues d'avance, où la norme moyenne est de sept moutons et sept cochons tournés sur la broche pour cinq cent invités — cette femme n'avait plus rien, n'était plus rien si son fils rentrait du Kosovo en cercueil de tôle zinguée. C'est l'effroi devant l'abîme. C'était hautement symbolique : toute la Serbie a senti pendant trois ou quatre jours décisifs cet effroi devant l'abîme.

\*

Slobodan Milosevic et son épouse deviennent le couple le plus isolé et le plus haï, non seulement à l'étranger mais en Serbie même. Le vide se fait autour d'eux : certains des plus proches commencent à s'en détourner, car leur amitié autrefois lucrative devient une amitié dangereuse.

Le plus isolé ne vent pas dire le couple le plus impuissant, couple désarmé et prêt à se rendre. Loin de là ! Si Milosevic n'a pas démissionné en hiver 1996-1997, lorsque quatre cent mille personnes, tous les soirs pendant trois mois sifflaient son nom, il ne démissionnera jamais. On peut faire confiance à la perfidie, à la ruse et au cynisme sans bornes du président serbe pour marquer sa chute inévitable et imminente par un artifice de sang digne de Néron.

S'il ne peut plus prolonger son pouvoir, il a encore assez de forces pour mettre le feu dans la ville ou soulever la digue et provo-

quer le déluge. Avec la police militaire en temps de guerre ou avec la police, ses unités spéciales et bandes paramilitaires téléguignées en temps de paix, il peut faire face aux premières tentatives d'assaut sur le régime. Dans les premiers jours de la guerre, l'assassinat politique du rédacteur et directeur d'un quotidien d'opposition, Slavko Curuvija, par tueurs à gage interposés, était un clair avertissement à l'opposition démocratique : on n'a plus le temps, ni l'envie de faire des procès politiques, on n'a même pas les moyens de faire comme Pinochet — remplir les stades de football — on procédera à la "vénézuélienne" : vous êtes engloutis par la nuit. Des criminels et assassins débordent le marché, les prix sont tombés très bas : 100-200 DEM per capita. Faites gaffe !

Cet avertissement a eu des effets pendant la guerre. Plusieurs dirigeants ou journalistes, menacés, sont partis au Monténégro ou à l'étranger. Pendant trois-quatre semaines personne n'a osé dire un mot.

\*

Cependant le grondement dans les masses donne peu à peu du courage. Les voix se lèvent, et l'une des premières, Vuk Obradovic, dirigeant du parti Socijaldemokratsija, financé par quelques banquiers, dit-on, petit et pas encore usé, apostrophe et demande la démission de Milosevic en pleine guerre. L'ancien officier de l'Armée fédérale ménage l'armée et pointe le doigt sur le président. C'est risqué, mais seulement quelques semaines plus tard, cela commence à rapporter les dividendes politiques : il est l'un des oppositionnels du premier rang. Ils sont plusieurs à mijoter un front d'opposition démocratique : Djindjic, Djukanovic (Monténégro), Panic (ex-premier ministre fédéral), Obradovic, Vesna Pesic. Où en arriveront-ils, compte tenu de leur inconsistance politique et d'un certain degré d'usure ?

Cela n'enthousiasme pas outre mesure les travailleurs, mais plus d'un affirme : ce qui compte, c'est de chasser Milosevic, on verra après avec ceux-là. Ils sont ambitieux, instables, menteurs, faibles, on les chassera à leur tour six mois après.

Leur programme se réduit à ouvrir largement les portes à la démocratie occidentale, au capital étranger et à procéder à la privatisation, comme base d'un capitalisme "honnête". Ils promettent la liberté de la presse et la liberté syndicale. Ils réclament d'urgence de nouvelles élections.

En cas d'élections dans l'avenir le plus proche, ils ont de bonnes chances. A condi-

tion qu'il y ait des élections, à condition que Milosevic cède, à condition que les masses les imposent par la rue, à condition qu'ils restent unis, à condition... C'est le bloc bourgeois dans un pays sans bourgeoisie. D'où leur faiblesse organique et la nécessité de traduire en langue serbe ce que les gouvernements des puissances capitalistes souhaitent, évidemment en toute souplesse.

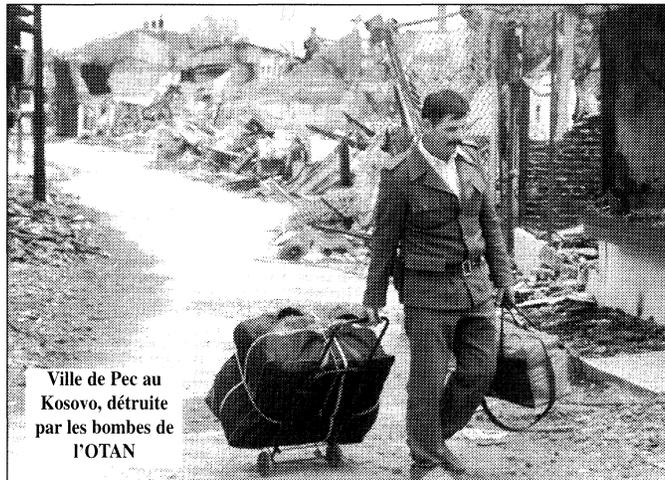
La nécessité de constituer un troisième bloc politique, vraiment démocratique, anti-nationaliste et social, à savoir avec l'appui actif des travailleurs et sans peur de la classe ouvrière, est inscrit depuis longtemps à l'ordre du jour de la vie politique serbe. Les forces sont, cependant, encore faibles, disparates, les démocrates petits-bourgeois sont plus nombreux et plus influents, il y a plus de leaders que de membres des partis, donc rien n'est certain.

Dans cette situation, la guerre aérienne subie de l'extérieur devient une guerre politique intérieure, une guerre des nerfs et des instants : le terrain est miné. Face aux démocrates ou pseudo-démocrates, il y a toujours l'appareil bureaucratique qui se défendra bec et ongles même sans Milosevic, il y a Seselj et divers éléments fascistes disséminés un peu partout, qui, après leurs expéditions en Croatie, en Bosnie et au Kosovo grignent leur butin de guerre, se saoulent de récits de guerre inventés (ils n'ont pratiquement jamais combattu que contre les civils désarmés) et affûtent à nouveau les couteaux. En cas de nouvelles élections, Seselj chutera autant que Milosevic, sinon plus. Si son électorat confus, espérant les changements radicaux s'est déjà dispersé, son noyau de fidèles se soudera encore plus autour de lui. Milosevic ne le laisse pas partir du gouvernement pour ne pas porter tout seul le chapeau de la défaite. Il a besoin de Seselj plus que jamais, pour maintenir la majorité parlementaire et éviter les nouvelles élections. Seselj voudrait bien quitter le bateau qui coule, mais sans Milosevic et son appareil d'État il n'est rien, alors que tout autour la mer est agitée. Lorsque les ministres radicaux ont donné leur démission, car ils ont voté contre les accords de Milosevic et sa "capitulation" devant l'OTAN, le Président de la République (Milan Milutinovic) les a rappelés à l'ordre : « l'obligation de travail » est en vigueur pendant l'état de guerre qui n'est pas encore révoqué, pour le paysan, pour l'enseignant, comme pour le ministre !

En coulisse on a peut-être menacé Seselj, car tout le monde sait qui gouverne encore et sans états d'âmes. Ainsi, le stalinisme serbe édite une nouvelle page surréaliste, pourtant véridique : on menace les

quinze ministres fascistes qui veulent partir et rompre l'alliance avec la "gauche yougoslave" (troisième parti gouvernemental, dirigé par la femme de Milosevic). La bureaucratie serbe est réduite politiquement à la portion congrue. Hier, elle a demandé à Seselj de partager le pouvoir avec eux de plein gré, aujourd'hui c'est de force. Dans la famille Milosevic, on n'entre pas quand on veut, on n'en sort pas non plus quand on veut.

Si Seselj est lui-même sur la pente descendante à la suite de cette guerre, il ne faut pas oublier que le fumier social du fascisme serbe c'est la paupérisation massive. Les chômeurs sont plus nombreux que les travailleurs, dont un million est pratiquement en chômage "technique" depuis des années (complexe métallurgique), restant chez eux et touchant une aumône. Après les bombardements, au moins deux à trois cent mille ouvriers sont restés sans usine et sans travail.



On veut les entraîner sur les champs, plus pour les avoir sous contrôle que pour les faire travailler. C'est Pol Pot sans idéologie maoïste. Les villes deviennent dangereuses pour le pouvoir.

\*

La preuve a été donnée au cours de la guerre. Les villes du sud, ayant fourni le plus de mobilisés pour le Kosovo et ayant subi d'importantes destructions — Cacak, Uzice, Kraljevo, Krusevac, Nis, Leskovac, Aleksinac — ont été sur le point de se révolter ouvertement. Souvent dirigées par les mairies d'opposition, elles étaient le théâtre d'initiatives courageuses, tel le "parlement civique" à Cacak. Le maire est recherché par la police militaire pour ses déclarations publiques contre les officiers locaux qui déménageaient une usine militaire dans une agglomération civile : l'OTAN bombarde les deux. Composé de démocrates locaux sans

parti et de syndicalistes indépendants, ce parlement demande publiquement à l'OTAN d'arrêter les bombardements et à Milosevic d'arrêter l'épuration ethnique. Le conseil municipal de Subotica, avec le maire hongrois Joseph Kasa en tête (la ville est multi-ethnique, à l'extrême nord, vers la Hongrie) adopte une déclaration similaire. En trois jours, le parlement de Cacak est interdit par trois fois de réunion publique... par le ministre de l'intérieur. Des amendes pénales lourdes sont infligées de manière expéditive puis les arrestations arrivent, l'état de guerre ouvre la grande porte à l'arbitraire du pouvoir.

De toute évidence, l'initiative est du côté des forces populaires et démocratiques, le pouvoir est sur la défensive. Il frappe ces initiatives locales, mais pas comme il le voudrait ; il y a le risque de déclencher l'avalanche.

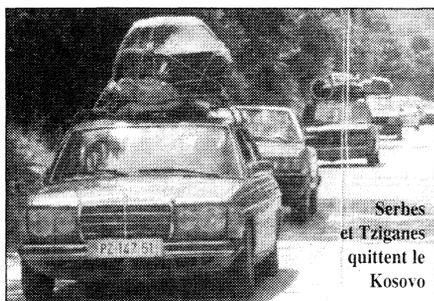
Dans cette guerre des nerfs au jour le jour, à la veille et immédiatement après les accords, rien n'est certain. D'un côté, il y a l'initiative politique, de l'autre la force armée. Milosevic est enfermé dans sa forteresse, mais il ne songe pas à se rendre. L'opposition populaire, et singulièrement ouvrière, est écrasante en nombre, mais elle n'a ni programme politique, ni armes. Un meeting de trois cent

démocrates peut être facilement dispersé par trois fascistes armés. Il y a déjà plusieurs années, à Pancevo, un meeting démocrate avait été brusquement interrompu par un ultra-nationaliste sans arme, mais ayant le courage d'affronter la foule ennemie. On lui crie « démocratie ». Il répond : « Vous pouvez toucher votre cul avec votre démocratie » et s'en va tranquillement...

Ce sont les petits tests du rapports de force dans la lutte des classes. Les démocrates pacifistes s'imaginent obtenir la démocratie par le bulletin de vote, à côté des fascistes armés qui gardent ces urnes.

Pourtant, rien n'est joué d'avance. Le fascisme serbe est autrement mieux soudé et armé que leurs amis en Europe occidentale. Il est sur une pente descendante, mais pourra trouver encore parmi les Serbes de Krajina, de Bosnie et du Kosovo des milliers de volontaires. Ils vont crier la revanche serbe, mais avant de procéder à la revanche contre HVO ou UCK, bien armés, ils s'exer-

## Guerre des Balkans



ceront sur le mouvement démocratique et ouvrier serbe, désarmé celui-là. Les questions tactiques à la veille de ces conflits imminents sont des questions de vie ou de mort. Le mouvement ouvrier renaissant, notamment son regroupement dans un syndicat indépendant, manque d'un parti indépendant. Le syndicat "Nezavisnost" est resté assez confus et divisé durant la guerre. Il va falloir rattraper en quelques mois plusieurs années perdues. Tâche rude, mais pas impossible. Tous seuls nous n'y arriverons pas. Avec l'aide internationale du mouvement ouvrier, peut-être. Avec un peu de hardiesse et d'intelligence en plus, sûrement.

\*

Le front décisif de cette guerre est là où on l'imagine le moins aujourd'hui : sur les ponts détruits entre les différents peuples ex-yougoslaves. La guerre yougoslave est partie d'en haut et la plupart des fois de l'extérieur, c'est-à-dire de Belgrade. La Serbie était et demeure la clé de voûte de toute politique balkanique. Les grandes puissances, après avoir soutenu Milosevic pendant des années, mettent aujourd'hui sa tête à prix, mais ne songent nullement à reconstruire les ponts. Le mépris et l'intérêt impérialiste déclare ces peuples barbares, se déchirant depuis des siècles, incapables de vivre ensemble sans leur présence militaire et sans leur direction dans la transformation sociale de ces pays. Il impose une paix qui continue d'être une guerre larvée, il promet des crédits qui tardent à venir, et lorsqu'ils arrivent, sont aussitôt dilapidés par la mafia politique locale, dévouée corps et âme à ceux qui ont quelque chose à offrir. Les sociaux-démocrates sont parmi eux. Leur programme appelle à la collaboration entre le capital et le travail, mais ils se retrouvent toujours en pratique du côté du capital.

La paix et le progrès sont dans l'idéologie capitaliste actuelle, que l'OTAN exporte sous la protection armée, sommairement identifiés avec la démocratie occidentale — le parlementarisme bourgeois réduit aux clientélismes. Les tares de ce système, bien connues en Europe occidentale, sont de véritables caricatures à l'Est, où il n'y a ni bour-

geois autochtone, ni tradition démocratique, ni mouvement ouvrier organisé. C'est la démocratie des singes parlementaires sous l'œil vigilant des intérêts mafieux.

Les grandes puissances impérialistes sous l'égide de l'ONU créent en réalité des protectorats sous leur contrôle militaire, politique et financier. Ils gèrent la division et la paralysie bosniaque en maîtres souverains, sans aucun bail à terme défini. Ils feront la même chose au Kosovo. Les Albanais et les Serbes seront désarmés, tenus à distance et dans l'hostilité permanente, leurs quartiers, villes ou territoires respectifs seront en fait divisés, malgré les déclarations solennelles de l'ONU. Les uns comme les autres seront abandonnés à leurs nationalistes respectifs. Les initiatives pour créer des ponts de confiance entre les divers peuples, dans un esprit démocratique, mais en toute liberté et indépendance nationale, seront combattues. Ces initiatives prendront nécessairement le chemin des premiers socialistes balkaniques d'avant 1914, mais elles seront combattues comme le retour du bolchevisme. Le Kosovo ne sera plus serbe, mais les Albanais n'auront pas pour autant l'indépendance. Les mafias locales, et les mafias politiques qui sont le mieux structurées, profiteront des crédits étrangers et du chaos politique et social intérieur, pour devenir les meilleurs interprètes des volontés de l'impérialisme démocratique.

La clé de voûte du complexe balkanique est en Serbie. Si Milosevic tombe, le peuple serbe se ressaisira après le choc. Ou plutôt si le peuple serbe sort dans la rue, Milosevic tombera. Ce n'est pas pour autant que les travailleurs gagneront. Leur éventuelle victoire leur sera volée par ceux qui ont cherché un petit strapontin auprès de Milosevic

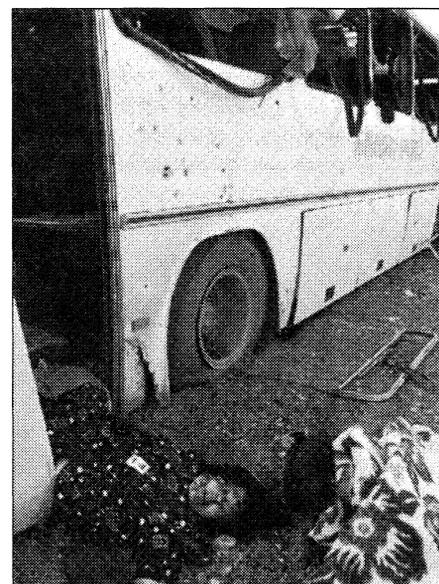
(Djindjic, Panic, Draskovic, Djukanovic), mais qui ont trouvé aujourd'hui un appui autrement plus convaincant auprès des gouvernements occidentaux. Ils disent que l'occident, après les bombes donnera au peuple serbe les crédits et la démocratie. Dans les annexes, il sera précisé que la privatisation des grands moyens de production et de communication sera obligatoire, afin que « la véritable démocratie » puisse fonctionner. Le chômage sera traité par les services sociaux des mairies qui n'ont même pas l'argent pour assurer l'eau et le nettoyage de la ville.

Si l'espoir de changement démocratique et d'amélioration sociale est déçu, si la paralysie politique s'instaure — c'est une quasi certitude, car les coalitions seront éphémères, instables et toujours à court de majorité — le fascisme pourra compter sur de nouvelles chances. Il proposera la dictature pour combattre le chaos, de même qu'il a proposé la guerre comme moyen de combattre la décadence sociale et économique-là, c. Avant d'arriver à nouveau au pouvoir — à condition qu'il quitte celui-là, ce qui n'est pas évident — il faudra qu'il retrempe son outil, qu'il empêche la remontée ouvrière, par nature démocratique, par l'élimination physique de ses militants, démocrates et syndicalistes.

Or, pour avoir le minimum de démocratie, dans laquelle on pourrait défendre le droit à la vie, il faut pratiquement vaincre et conquérir le pouvoir politique. Est-ce que la classe ouvrière, après l'expérience amère de "l'autogestion", osera penser et agir pour la conquête du pouvoir, pour son propre compte, ? Cela reste à voir dans le conflit de forces sociales vives.

le 25 juin 1999

Ce qu'ils ont osé appeler « dommages collatéraux » : deux bus bombradés par l'OTAN, le 1 et le 3 mai



# Négociations à l'ombre de la potence

de notre correspondant  
Erkan Taner\*

Comme on pouvait s'y attendre dès le début, la Cour de sûreté d'État a finalement condamné le chef du PKK, Abdullah Öcalan (dit « Apo »), à la peine de mort, au bout d'un procès qui a duré près d'un mois.

Il est clair que, quelles que soient nos critiques contre le PKK, nous dénonçons sans détour le jugement et la condamnation d'Apo par l'État turc. Nous lui déniions le droit de juger et d'emprisonner — et a fortiori d'exécuter — Öcalan. Certes, nous ne condamnons pas ce procès parce que nous considérerions Apo comme un héros sans peur et sans reproche, symbole de tout le peuple kurde. Apo et le PKK se sont rendus responsables d'une série de crimes contre les peuples kurde et turc, en massacrant des paysans, des ouvriers et des enseignants kurdes et turcs, en effectuant des attentats aveugles dans les villes (tuant des civils turcs et kurdes), en pratiquant des assassinats politiques contre des militants de la gauche turque et kurde et en exécutant ses propres militants « dissidents ». Mais l'État turc criminel, qui a — tout au long de cette guerre et de son histoire — assassiné, torturé et réprimé des dizaines de milliers de militants et de civils kurdes et turcs, brûlé des milliers de villages kurdes, déporté des dizaines de milliers de paysans kurdes, violé les droits démocratiques les plus élémentaires des Turcs et des Kurdes qui vivent dans ce pays, et qui, de surcroît, exploite les travailleurs turcs et kurdes et opprime le peuple kurde, n'a aucune légitimité morale ou politique pour s'ériger en juge.

En dernière analyse, c'est aussi l'État turc (sans oublier le rôle de l'impérialisme et des États bourgeois de la région) qui est respon-

sable des pires actions violentes du PKK. Car ces militants du PKK, dont certains ont commis des actions impardonnables (qu'Apo lui-même condamne aujourd'hui), sont aussi le produit de la violence et de la misère de cette société et de cet État. Leur haine et leur culture politique est aussi le résultat de l'oppression et de la répression innommable qui a été pratiquée durant des décennies contre leur peuple, leur famille, leurs proches et eux-mêmes. Beaucoup d'entre eux ont été formés à cette violence dans les prisons de Diyarbakir, sous des tortures abominables pendant et après la dictature militaire. Cela n'excuse ni ne justifie leur

de milliers d'assassinats de militants kurdes et turcs (les « disparus » ou victimes de « meurtres aux auteurs inconnus », selon la formule consacrée) n'ont été identifiés ni condamnés ; et aucun des dirigeants de l'État turc, qui ont organisé, ordonné, favorisé ou ne serait-ce que « toléré » ces crimes n'a rendu compte de ses actes.

Cette mise au point faite, il est utile de tirer un premier bilan politique du jugement d'Apo, compte tenu de l'importance politique de ce procès pour l'évolution ultérieure de la question kurde en Turquie, ainsi que des importantes déclarations autocritiques d'Apo (1) qui confirment et précisent la nou-

velle ligne politique du PKK (voir encadré sur l'autocritique faites par Öcalan).

Il faut aussi préciser que cette condamnation à mort n'est qu'une première péripétie, qui ne présage en rien de la suite des événements. Ce n'est que maintenant que vont commencer les choses sérieuses. La vraie bataille se déroule donc en marge et au-delà du tribunal, dont la seule fonction semble de vouloir sauver les apparences juri-



« méthodes » et leur attitude contre le peuple, qui sont aussi le résultat de l'idéologie et des références staliniennes des dirigeants du PKK. Mais les crimes et erreurs du PKK ne peuvent permettre en aucun cas à l'État turc de faire oublier ses propres crimes, d'autant qu'aucun des criminels des forces de polices spéciales, de la gendarmerie, de l'armée, des escadrons de la mort, des fascistes turcs (dont certains ont aussi été recrutés par les services secrets turcs pour effectuer les basses besognes de l'État et qui en ont profité pour se lancer aussi dans le trafic de drogue) n'ont été condamnés par cette justice turque ; aucun des assassins, auteurs

satisfaire l'opinion publique turque et mondiale, ainsi que les instances européennes (voir encadré sur la « stratégie juridique de l'État turc »). C'est d'ailleurs ainsi qu'Öcalan lui-même interprète le verdict : « Je m'attendais à un tel verdict. C'était normal. Cette décision est surtout destinée à satisfaire l'opinion publique. C'est pour cela qu'elle n'est pas très importante. C'est à partir de maintenant que va commencer le processus politique. La peine de mort ne change en rien notre ligne de fond. Notre orientation de paix va se maintenir. (...) Notre réalité populaire et organisationnelle doit accueillir cette décision avec sang-froid

\* Erkan Taner est militant de la section turque de la IVe Internationale.

1. Une partie de l'autocritique effectuée aujourd'hui par Öcalan, rejoint les critiques que nous avons précédemment formulées contre la ligne du PKK, dans le dossier d'*Imprecor* n° 432 (portant par erreur la date de novembre 1998 et le n° 429 sur la couverture...) du mois de février...

## Turquie

et développer des politiques basées sur la maturité. Nous allons poursuivre et même intensifier notre lutte pour la paix. Dans ce cadre, nul ne doit prendre ce processus à la légère. La paix est une nécessité historique. Nul ne doit avoir une approche simpliste vers la solution par ce moyen de la question kurde. (...) Tout le monde doit accomplir son devoir pour la paix. Les associations de masse, les partis politiques, les intellectuels et toute l'opinion publique doit œuvrer pour la paix. » (2)

Durant le procès il est d'ailleurs apparu qu'Öcalan tentait de négocier avec l'État turc et les militaires par tribunal interposé (à supposer que d'autres contacts plus directs n'aient pas eu lieu dans les couloirs de sa prison d'Imrali). Il a d'ailleurs révélé durant les audiences, qu'il avait envoyé une lettre au président de la République et au premier ministre turcs. Le site web du PKK précise aussi que la plaidoirie d'Apo a été postée à tous les députés turcs. L'attitude de l'État turc durant le procès semble aussi confirmer la réalité d'une telle négociation.

Ce verdict de peine capitale ne signifie

Dès l'annonce du verdict, le premier ministre Ecevit a d'ailleurs déclaré que le processus judiciaire n'était pas achevé et « qu'il fallait laisser du temps au temps pour que les passions s'apaisent ». En tout état de cause, compte tenu des congés judiciaires, le dossier ne sera pas examiné avant début septembre. Ensuite, il faudra que le dossier (en cas de maintien de la peine de mort — ce qui est très probable) arrive devant le Parlement. La procédure parlementaire pourra aussi ne pas être très rapide, d'autant qu'une quarantaine de condamnations à mort sont en souffrance au Parlement, puisque la Turquie n'applique plus la peine de mort depuis 15 ans. Dans la mesure où le sommet de l'OSCE doit se dérouler à Istanbul au mois de novembre, en présence de nombreux chefs d'État (dont Clinton et Chirac), il semble évident que même si l'État turc décidait d'exécuter Öcalan, il ne s'aventurerait pas à le faire avant cette date. (3)

Compte tenu de la composition du Parlement (majorité de droite et d'extrême droite) et de l'ambiance dans l'opinion publique, il est peu probable — dans l'état

le meilleur des cas — à s'abstenir. En tout état de cause, les partisans de l'application de la peine de mort sont largement majoritaires. Il faudrait donc un changement substantiel de la situation politique (notamment par une reddition réelle et effective du PKK) et une pression dans ce sens des militaires pour pouvoir modifier cette situation... et encore !

Il reste cependant une autre option, celle suggérée la semaine dernière par le président de la République Demirel, qui a attiré l'attention sur le fait que les avocats d'Öcalan pouvaient déposer un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme (dès la confirmation de la sentence par la Cour de cassation) et que la Cour européenne pourrait alors décider de demander à la Turquie de « suspendre » l'exécution. Demirel a souligné que la Turquie « ne pouvait pas tout simplement passer outre une telle décision éventuelle de l'Europe ». Il est important de préciser que le lendemain, Ecevit a aussi mentionné cette possibilité de recours. Cette formule pourrait être la solution qu'a imaginé l'État turc, pour trouver un compromis entre, d'une part, la soif de « vengeance et de vendetta » des milieux ultra nationalistes et « parents de soldats martyrs » et, d'autre part, les « intérêts bien compris » de la raison d'État. Autrement dit, une formule qui leur permettrait de se couvrir face à l'hystérie vengeresse des milieux nationalistes, tout en dégageant les conditions d'un accord en coulisses avec le PKK.

D'ailleurs, le ton de la presse va aussi dans le sens d'un rejet de l'application de la peine de mort. Certes, les manchettes flattent encore dans le sens du poil les parents des « soldats martyrs », qui ont célébré le verdict en entonnant l'hymne national dans la salle du tribunal (à la grande gêne du juge), mais malgré cette ambiance, les principaux éditorialistes n'hésitent pas à aller à contre-courant de l'opinion publique nationaliste et expriment de plus en plus ouvertement des doutes sur le bien-fondé de l'exé-



donc pas automatiquement que l'État turc a décidé de pendre Apo illico presto, et de continuer à vouloir traiter la question kurde par la seule répression militaire. Selon la loi turque, toute peine capitale est d'ailleurs automatiquement envoyée devant la Cour de cassation (et les avocats d'Öcalan peuvent aussi saisir la Cour de cassation). Cette procédure pourrait être beaucoup plus longue que celle du procès en tant que tel, faisant gagner du temps aux deux parties.

actuel des choses — que le Parlement refuse de ratifier la condamnation d'Apo. D'ores et déjà trois partis, le parti fasciste MHP et les deux partis de droite, ANAP et DYP, se sont prononcés pour la ratification de la peine. Les islamistes du FP hésitent, alors que le DSP (gauche nationaliste) d'Ecevit s'est déclaré opposé par principe à la peine de mort. Mais la pression de l'opinion publique nationaliste pourrait forcer ces deux derniers partis à voter pour ou — dans

2. Les citations d'Öcalan dans ce dossier sont reprises du site web du journal du PKK, Özgür Politika, sauf lorsqu'il s'agit de ses déclarations orales au tribunal, telles qu'elles ont été retransmises par la télévision turque et notées par nos soins.

3. En somme, Öcalan pourra disposer largement du délai de trois mois qu'il avait demandé au début du procès, « pour faire descendre ses militants de la montagne ». Öcalan avait aussi demandé que l'État lui donne à cette fin la possibilité de communiquer avec son organisation : apparemment, c'est aussi chose faite, compte tenu des nombreuses déclarations qu'il a pu envoyer aux organes de presse du PKK, par l'intermédiaire de ses avocats.

cution d'Apo, pour expliquer à leurs lecteurs que, « même si Apo a mérité la peine capitale », l'exécution de cette peine ne serait pas conforme aux intérêts du pays. Plusieurs d'entre eux soulignent que la capture d'Apo et ses propos au tribunal confirment la victoire de l'État face au PKK et que par conséquent, il faudrait maintenant élaborer une nouvelle politique pour pacifier réellement le pays, en évitant de froisser les Kurdes et de donner des arguments aux « ultras du PKK », par l'exécution d'Öcalan. Ces mêmes éditorialistes et les porte-parole des principales associations patronales se prononcent d'ailleurs depuis de longues années en faveur d'une solution « pacifique et démocratique » à la question kurde, réclamant l'octroi de droits culturels pour les Kurdes et la libéralisation de l'espace politique pour les nationalistes kurdes.

Cette ligne commence aussi à se refléter dans les articles pour grand public : une des principales chaînes de télévision, Kanal D, a interviewé en direct un soldat turc blessé à la guerre, qui estimait que le « repentir d'Apo était sincère » et que l'essentiel était de mettre fin à la guerre et non pas de pendre Apo. Un des principaux quotidiens a également publié à la une la photo d'un soldat devenu cul-de-jatte et aveugle à la suite de ses blessures à la guerre et qui s'opposait aussi à l'exécution d'Apo, « parce que la mort serait encore trop douce pour lui et qu'il valait mieux le laisser croupir en prison jusqu'à la fin de sa vie ». Certes, l'argument n'est pas du même tonneau, mais il vise néanmoins à convaincre les milieux les plus radicaux de ne pas pendre Apo. Allant même plus loin, le principal hebdomadaire du pays, Aktüel, a publié une enquête assez osée sur les « mères des militants du PKK tués au combat », soulignant qu'elles avaient autant le droit à la considération et à la compassion que les mères des soldats turcs tués au front.

Le gouvernement s'apprête pour sa part à faire voter une loi de semi-amnistie, « la loi du repentir », pour les militants du PKK qui acceptent de déposer les armes (mais le contenu de cette loi sera extrêmement restrictif et elle n'aura donc qu'une valeur symbolique). L'un des partenaires de la coalition au pouvoir a souligné qu'un projet de loi sur la décentralisation sera bientôt voté et que cette loi instaurerait de véritables « parlements locaux ». Parallèlement, Apo déclarait durant le procès que le seul problème concernant la question kurde était un problème de « droits culturels » et que des formules du genre « fédération » ou « autonomie » seraient inopérants en Turquie...

On peut certes interpréter tout cela

comme des manœuvres hypocrites de journalistes ou politiciens bourgeois, qui ne chercheraient qu'à sauver les apparences en se dotant d'une fausse image « démocratique ». Mais contrairement à ce que croient certains « amis européens du PKK », qui se



complaisent dans la propagande caricaturale (alimentée par la diaspora kurde en Europe), la société turque n'est pas une société uniforme de couleur kaki et tous les Turcs ne sont pas forcément des « salauds assoiffés de sang kurde » (et tous les Kurdes ne sont d'ailleurs pas des partisans inconditionnels d'Apo et du PKK, qui ne rêveraient tous que d'indépendance). Ceux qui ont une telle vision manichéenne de la Turquie estiment aussi, tout naturellement, que l'État turc est un état nazi dirigé uniquement par des généraux sanguinaires dont le seul rêve atavique est d'ajouter à leur palmarès un « génocide des Kurdes ». Mais la réalité est plus complexe que toute cette vision simpliste et manichéenne. (4)

Comment peut-on d'ailleurs s'imaginer qu'une société plongée depuis quinze ans dans une guerre fratricide, qui a coûté la vie à 30 000 personnes, ne soit pas traversée par des débats, des intérêts contradictoires et des doutes ? Comment peut-on considérer comme monolithique, un pays industrialisé de 65 millions d'habitants, avec de multiples origines ethniques et croyances religieuses ou politiques, divisé en de nombreuses couches, catégories et classe sociales, possédant des centaines de télévisions et radios privées, recevant aussi par câble ou antennes paraboliques les chaînes internationales, internet, etc., et ayant de nombreux contacts avec le monde extérieur et ceci dans toutes les catégories sociales ? Comment pourrait-il ne pas y avoir des intérêts divergents et contradictoires entre toutes ces catégories et que cela ne se reflète

pas dans des luttes intestines à l'échelle du pouvoir politique ?

Il y a donc bel et bien un véritable débat à ce sujet dans l'opinion publique, au sein de la bourgeoisie et dans les hautes sphères de l'État et de l'armée et également dans la

mouvance nationalistes kurde. Tout cela peut effectivement déboucher sur des éléments d'un accord, ou n'être que de la poudre aux yeux ou encore des velléités qui resteront impuissantes devant la force du lobby va-t-en guerre. Il y a en effet des secteurs de la population (aussi bien chez les Turcs que chez les Kurdes) et de l'État qui souhaitent en finir avec cette guerre, d'autres au contraire qui ont intérêt à la poursuivre.

Les secteurs maffieux, les trafiquants de drogue (pour qui le no man's land dans la région kurde est une aubaine), les trafiquants d'armes, les États voisins, les « gardiens de villages » (milices féodales kurdes pro-gouvernementales), la police spéciale de la région kurde (« Özel Tim »), les secteurs les plus pourris de l'armée et de l'État, etc., tous ceux qui vivent des rentes de la guerre, ont objectivement des intérêts dans le prolongement de l'état de guerre dans la région. En revanche, les travailleurs turcs et kurdes et la majorité de la population civile n'aspirent qu'à la paix. La grande bourgeoisie industrielle et commerciale souhaite aussi pacifier la région pour gagner un nouveau

(lire la suite page 41)

4. Compte tenu de la sauvagerie de la répression et de l'oppression du peuple kurde, il est tout à fait compréhensible que des militants kurdes adoptent une vision purement nationaliste (à caractère « anti-turc ») et qu'ils en fassent leur principal cheval de bataille. Mais venant de la part d'Occidentaux arrogants et donneurs de leçon, une telle attitude relève plutôt du racisme.

Tout en laissant les «familles de soldats martyrs» et leurs avocats se livrer à des shows nationalistes délirants devant une presse complaisamment complice de cette hystérie chauvine, réclamant la tête d'Apo pour venger leurs fils tués à la guerre, l'État turc a néanmoins adopté une attitude prudente. Cette prudence avait bien entendu pour premier objectif de ménager la susceptibilité (uniquement formelle) des instances européennes et de limiter par conséquent l'ampleur des pressions internationales contre la Turquie. Ainsi, à l'initiative du gouvernement, le Parlement turc a adopté un amendement constitutionnel (voté par 423 députés sur 550 !), qui supprimait le juge militaire des Cours de sûreté de l'État. Même le parti fasciste (membre du gouvernement) a voté pour cette réforme, qui avait pour unique but de satisfaire les exigences des «normes» de la Cour européenne des droits de l'homme. Certes, cela n'a en rien changé le verdict. D'ailleurs, il est déjà arrivé que les juges militaires adoptent parfois de drôle de comportements : ainsi, quand le journaliste Oral Çalısar (membre du Parti de la liberté et de la solidarité, ÖDP) a été très récemment condamné à un an de prison pour avoir publié (il y a 5 ans) une interview d'Öcalan, les deux juges civils avaient voté pour sa condamnation, alors que le juge militaire votait contre !

La publicité des débats a également été respectée, puisque 20 journalistes (dont 8 européens et pas toujours les mêmes) étaient présents à chaque audience, ainsi que des observateurs étrangers, y compris des représentants du Conseil de l'Europe et des diplomates occidentaux (qui n'ont cependant eu aucun statut «officiel», puisque la Turquie refusait d'accorder un tel statut, contraire à sa conception de la souveraineté nationale). Des interprètes professionnels ont traduit le procès dans les langues européennes. Certaines audiences et notamment la première, avec les déclarations sensationnelles d'Öcalan, ont même été diffusées sur toutes les chaînes de télé. La

## La stratégie juridique de l'État turc

presse a fait des comptes rendus assez détaillés, certains journaux diffusant même en feuilleton la quasi intégralité des propos d'Öcalan et sa plaidoirie écrite (de manière assez conforme au texte «officiel» du site web du PKK, qui n'a, en revanche, pas publié l'intégralité de la plaidoirie orale d'Öcalan !).

Les droits de la défense ont aussi été respectés, du moins en apparence, puisqu'Apo et ses avocats ont pu s'exprimer aussi librement et longuement qu'ils le voulaient durant les audiences. Mais il n'en allait pas de même sur le fond, puisque les avocats d'Öcalan ont été initialement intimidés et «bousculés», aussi bien par la police que par les «familles de soldats martyrs» (ils ont échappé de peu à des tentatives de lynchage !). De plus, même si les «procédures légales» ont été plus ou moins «respectées» (en tout cas plus que dans la plupart des procès politiques en Turquie !), il ne faut pas oublier que le tribunal qui a jugé Öcalan était un tribunal d'exception combattu depuis de longues années par les juristes et démocrates de Turquie, une «Cour de sûreté de l'État» (inspirée du modèle gaulliste français), qui possède ses propres «procé-



dures» (qui sont peut-être conformes à la «loi», mais certainement pas au Droit !).

Toujours est-il que le juge, qui est lui-même d'origine kurde et qui a la réputation d'être un «juge de gauche» (il a notam-

ment déclaré après le verdict qu'il était personnellement opposé à la peine de mort mais qu'il ne pouvait faire autrement que d'appliquer les lois existantes !), a conduit les débats avec un souci visible d'impartialité et même de «courtoisie» à l'égard d'Apo et de ses avocats, ce que même les avocats d'Öcalan ont reconnu devant la presse (il ne leur a jamais coupé la parole, alors qu'il a expulsé une fois des avocats des parents de soldats, provoquant leur colère et leur départ massif de l'audience). A un moment donné, lorsqu'un avocat de la «partie civile» (dont la plupart étaient des fascistes notoires) a voulu que l'on demande à Öcalan si ses parents étaient arméniens plutôt que kurdes (aux yeux des réactionnaires turcs, les Arméniens, qui sont chrétiens, sont «pires» que les Kurdes, qui au moins sont «musulmans» comme les Turcs !). Le juge lui a alors coupé la parole, pour dire qu'il serait scandaleux de questionner l'origine ethnique des gens : «D'ailleurs, tous les citoyens de ce pays sont à moitié Turcs et à moitié Kurdes dans leur cœur» » a-t-il même déclaré... ce qui n'est pas tout à fait la façon dont se serait exprimé un juge nazi sur les Juifs ! Lors d'une autre audience, un parent de soldat tué au front par le PKK est intervenu pour s'adresser en kurde à Öcalan et l'accuser d'avoir assassiné des Kurdes (propos qu'il a répété le soir même en direct sur toutes les chaînes de télé turques, toujours en kurde, avec sa traduction en turc), histoire de «prouver» à la galerie que la langue kurde n'est pas aussi interdite en Turquie qu'on veut bien le croire...

Certes, tout ce souci méticuleux du «respect des formes» fait partie de l'arsenal de contre-propagande de l'État turc, qui commence à s'initier à cet art (mais il

a encore un long chemin à faire pour améliorer son «image de marque» internationale). Mais cela reflète aussi la complexité et les contradictions de ce pays, où les pires exactions répressives et violations des droits de l'homme les plus élémentaires cohabitent avec certains espaces de libertés démocratiques. Autrement dit, si le régime turc n'est certainement pas la «démocratie à l'occidentale» qu'il prétend être, il n'est pas pour autant cette «féroce dictature sanguinaire et totalitaire» que certains dépeignent parfois trop allègrement (la différence entre la situation actuelle et celle des années 80 — sous la dictature militaire — est en tout cas évidente pour ceux qui l'ont vécue!). Toujours est-il qu'il y a aussi une situation duale (avec des interactions dans les deux sens...), avec un régime plus «libéral» à l'Ouest du pays et une féroce répression dans la région kurde, plongée depuis 20 ans dans des procédures de loi martiale ou de «loi d'urgence».

Mais au-delà de «l'image de marque» du régime, l'un des objectifs de la relative «modération» du comportement de l'État durant le processus était aussi de donner un «message» à la population kurde et au PKK. L'État turc n'a pas cherché à «humilier» outre mesure Öcalan. Ce que ce dernier a reconnu durant le procès : «L'État turc m'a traité avec respect et je veux aujourd'hui agir en conséquence», a-t-il notamment déclaré. On peut interpréter cela de deux façons : soit l'État a agi dans le seul souci opportuniste d'éviter de crispier la population kurde, pour ne pas provoquer des mouvements de révolte et des troubles durant le procès, soit il a voulu aussi montrer à Öcalan et au PKK qu'il était disposé à accepter une «négo-ciation feutrée». En tout état de cause, plusieurs signes, tant dans l'attitude d'Öcalan que dans celle de l'État, tendent à faire croire qu'une telle négociation a été engagée, sans doute avant même le début du procès et peut-être même avant la capture d'Öcalan au Kenya (c'est ce qu'a sous-entendu ce dernier à un moment donné, avant de se rétracter par la suite).

E. T.

(suite de la page 39)

marché et pour ne plus être entravée par cette question dans ses relations avec l'Europe.

Quant à l'armée, elle est sans doute partagée par deux courants. Certains généraux et officiers doivent vouloir maintenir cette guerre, qui leur permet d'accroître leur influence sur la société, d'acheter des armes, d'avoir ainsi l'armée la mieux entraînée et la plus opérationnelle de la région, pouvant faire impunément des incursions en Irak, etc. D'autres peuvent penser que le maintien d'une guerre à l'intérieur des frontières affaiblit les capacités de défense du pays et entrave sa capacité de peser militairement sur les pays avoisinants, gaspille des ressources qui pourraient être mieux utilisées à moderniser l'armée et qu'elle risque à terme de nuire aux intérêts internationaux du pays, par la détérioration de son image et de son économie. Certains penseront que la Turquie viendra plus facilement à bout du PKK en exécutant Apo « pour l'exemple » et en sapant le moral de ses militants, d'autres seront d'avis qu'une fois que l'adversaire a admis sa défaite, il serait moins onéreux de collaborer avec lui pour assurer la fin effective de la guerre. C'est donc l'issue de toutes ces luttes et calculs et leur interaction, ainsi que le contenu des négociations en coulisse entre Apo et l'État turc qui détermineront la suite du processus. Autrement dit, à l'heure actuelle, le processus engagé depuis l'arrestation d'Apo suit son cours et rien n'est déterminé par avance.

Toujours est-il qu'à partir du moment où Apo et le PKK renoncent aussi ouvertement à la perspective d'indépendance ou d'autonomie (5), se déclarent prêts à renoncer à la lutte armée, se contentant de réclamer des droits culturels et une démocratisation de la société, en promettant en échange de « se mettre au service de l'État turc », la distance qui sépare les revendications du PKK de ce que les « réformateurs » de l'État turc sont prêts à accepter de donner diminue sensiblement. Autrement dit, les conditions objectives d'un accord se dégagent.

Le seul point de litige d'un tel accord entre le PKK et la Turquie risque d'être le rôle qu'Apo et le PKK se targuent de jouer à l'avenir, ce que l'État turc n'acceptera jamais, en tout cas sous cette forme. De même, « se mettre au service de l'État turc » honni sera probablement une phrase difficile à avaler pour beaucoup de militants ou sympathisants du PKK et notamment les proches de ceux que l'on a envoyé se battre et se faire tuer dans les montagnes contre ce même État turc (accusé par la diaspora

kurde de pratiquer « un génocide des Kurdes »).

Car en effet, il y a 30 000 cadavres sur le tapis (sans parler des dizaines de milliers d'estropiés et de blessés). Et il ne suffira pas de dire « pardon » pour effacer ces traces ! Les erreurs politiques du PKK, qu'Öcalan reconnaît aujourd'hui, ne sont pas de « petites erreurs bénignes », qu'il suffit de mentionner au passage et de faire oublier en continuant à prétendre jouer un rôle de premier plan. Dès lors que l'on affirme, comme le fait Öcalan, qu'il était erroné de se lancer dans une guerre pour l'indépendance et que cette erreur n'a été comprise qu'avec des années de retard ; dès lors que l'on affirme, comme le fait Öcalan, que la question kurde en Turquie pourrait être réglée par la démocratisation et par l'octroi de droits culturels, « d'autant que la situation politique, en termes de droits culturels et de libertés d'expression s'était améliorée en Turquie à partir des années 90 » ; dès lors qu'on ajoute, toujours comme le fait Öcalan, que « ceux qui connaissent les Turcs et les Kurdes, la situation historique, politique et économique des deux peuples, savent bien que la séparation ne pourrait se faire » ; ne serait-on pas en droit de se demander pourquoi sont mortes les 30 000 victimes de cette guerre (militants du PKK, soldats turcs, civils kurdes et turcs) ? Ne seraient-elles pas mortes pour rien ?

Dans ce cas, est-il cohérent de la part de la direction du PKK de continuer à soutenir les positions d'Öcalan, tout en menaçant la Turquie de « guerre totale » si leur chef était pendu, faisant ainsi dépendre la suite des événements du sort que réservera la Turquie à la seule personne d'Öcalan ? Car l'argumentation d'Apo supprime tous les éléments sur lesquels le PKK basait la légitimité

de sa ligne politique et idéologique (Apo reconnaît lui-même que « le PKK est dans une impasse » et ajoute : « On ne peut plus continuer avec l'ancien programme et l'ancienne idéologie du PKK »). S'il était conséquent, le PKK devrait logiquement en tirer les leçons, changer radicalement sa ligne politique et abandonner ses « méthodes » précédentes qu'Apo a ouvertement condamnées durant le procès (6), indépendamment de l'attitude de la Turquie sur le



sort personnel d'Apo. Car même si les dirigeants actuels de l'État turc faisaient une « erreur de jugement » (ou si les « faucons » l'emportaient temporairement) et en arrivait à exécuter Apo (ce qui n'est pas exclu, loin de là), cela ne changerait pas en profondeur la situation objective qu'il a décrite et la nécessité de « faire la paix ». Serait-il logique de la part du PKK de relancer alors une guerre sanglante sans issue et sans aucune chance de victoire... rien que pour « venger la mémoire d'Apo » ? Pourtant, leur président Apo leur dit : « Que les personnes soient en prison ou dans la tombe, les solutions correctes continuent à être réelles et valables »...

5. « Nous sommes unis avec la nation turque, nous ne pouvons nous séparer. Ces gens-là, et moi y compris, n'avons pas la possibilité de nous séparer pour aller vivre tout seuls sur un coin de montagne. Ni révolte ni bagarre. On doit pouvoir résoudre cela sur base de la culture démocratique. (...) Il n'y a aucun autre problème que les droits culturels. La grandeur de la nation turque est une réalité. Et là-dedans, il y a aussi de la place pour les Kurdes. Le mieux est de vivre ensemble sans se renier. Il faut vivre ensemble fraternellement en s'unifiant à la République, en préservant sa langue et sa culture. La séparation serait une erreur. (...) Les droits politiques et démocratiques des Kurdes ne peuvent se réaliser sans et contre la République de Turquie. Les approches basées sur la fédération et l'autonomie ne sont pas [des revendications] très avan-

cées compte tenu des réalités de la Turquie. (...) Si l'État manifeste aussi l'approche nécessaire, il est plus que temps de renoncer à la lutte armée. » (tiré de la déclaration orale d'Öcalan durant le procès).

6. « Il y a eu des événements et des meurtres que je n'approuve pas non plus, aussi bien moralement que politiquement. (...) Il y a eu en particulier en 1987, sous prétexte de s'en prendre aux gardiens de villages [milices kurdes pro-gouvernementales], des actions tournées vers des civils, notamment des femmes et des enfants et des gens qui n'étaient pas partie prenante des affrontements et auxquels ont n'aurait jamais dû toucher. (...) J'ai dit ces derniers temps que les actions outrancières visant les civils étaient erronées. J'ai lutté contre cela. J'ai dit que ces actions causaient notre perte. » (tiré de sa plaidoirie).

## Turquie

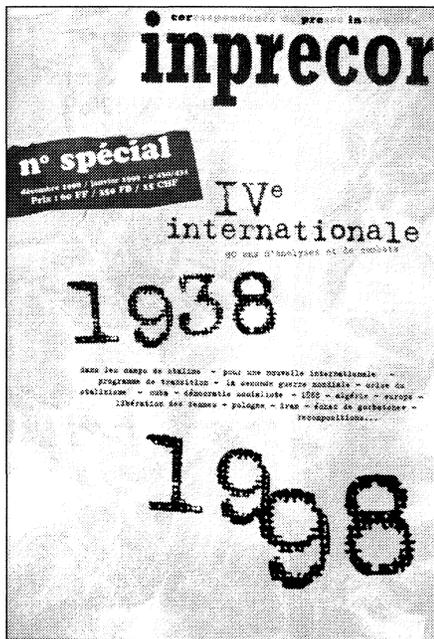
Mais cette incohérence n'est pas le seul point politique qui pose un problème. Même en admettant qu'un accord finisse par se négocier et se réaliser, sous une forme ou

une autre, la proposition faite par Apo à l'État turc soulève de nombreuses questions et réserves. Car en cas d'accord, Apo propose rien de moins que de mettre le PKK au servi-

ce de l'État turc et notamment de sa politique étrangère (7) : « La Turquie a la chance, non seulement de se prémunir de grands dangers, mais aussi de les transformer en nouvelles ressources. Les ressources militaires de guerre du PKK vont entrer au service de la Turquie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. » (tiré de sa déposition écrite). Autrement dit, le PKK deviendrait alors un instrument de l'État bourgeois turc ! Si cela n'est pas une capitulation devant l'État turc, qu'est-ce ? Le PKK se propose-t-il de se retourner alors contre les travailleurs turcs et kurdes qui vont continuer à combattre cet État, instrument de l'exploitation capitaliste ? C'est aussi ce point qui a fait l'objet de critiques virulentes du Parti socialiste du Kurdistan de Kemal Burkay (formation marxiste kurde clandestine, qui était l'une des forces dominantes dans la région kurde dans les années 70). Comme nous, le PSK critique en effet le fait qu'Apo ait répété plusieurs fois durant le procès que son parti était prêt à se mettre au « service de l'État turc ».

Cette approche régionale d'Apo, fait d'un mélange de chantage et d'offre de services pose bien évidemment un problème politique supplémentaire. De tout temps, les États de la région (Turquie, Iran, Irak, Syrie, l'ex-URSS), qui oppriment leurs propres Kurdes, ont manœuvré avec ceux des voisins. Ainsi, la Turquie soutient le PDK Irakien de Barzani, l'Iran soutient l'UPK de Talabani. La Turquie a prêté ses bases et a participé à « l'Opération Marteau », pour « protéger les Kurdes Irakiens » contre Saddam. En 1993, le PDK et l'UPK se sont battus aux côtés des troupes turques contre le PKK, qui a lui-même fait alliance avec la Syrie et parfois l'Iran. Pendant la Guerre Iran/Irak, les directions kurdes d'Iran se sont battues aux côtés de l'Irak et vice-versa. Quant aux impérialistes, ils tentent de manœuvrer tantôt avec les uns tantôt avec les autres, en fonction de leurs intérêts. Par exemple, les Kurdes d'Irak sont aujourd'hui l'un des éléments et atouts essentiels de la politique américaine dans la région, contre l'Irak. La question kurde, comme beaucoup de questions nationales dans la région, a donc souvent été prise en otage par les intérêts économiques et stratégiques multiples des puissances impérialistes et des États de la région. Öcalan lui-même attire l'attention sur cette dimension de l'affaire (en mettant en cause notamment les manœuvres britanniques dans la région) et fait une autocritique à peine voilée à ce propos (8). Mais cette fois-ci, il va trop loin dans le sens inverse, puisqu'il propose ses services à l'État turc pour l'aider dans sa politique

# Encore disponibles



Le numéro spécial de 68 pages d'*Inprecor*, qui retrace les analyses et les combats de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis sa fondation en 1938 est encore disponible. Riche iconographie, choix de textes qui ne sont plus disponibles...

Vous pouvez le commander au prix de seulement 60 francs l'exemplaire.

Tous les numéros parus en 1998 (y compris le numéro spécial présenté ci-contre), les dossiers épuisés sur l'année 1968, un index thématique... la collection reliée d'*Inprecor* 1998 au prix de seulement 120,00 francs, franco de port. Mais dépêchez vous, le stock est limité !

Les commandes seront honorées dans la limite du stock disponible.



## Bon de commande

- |   |        |                          |
|---|--------|--------------------------|
| • Inprecor relié 1998 (un exemplaire)             | 120 FF | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor relié 1998 (trois exemplaires)         | 320 FF | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor relié 1998 (cinq exemplaires)          | 480 FF | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor n° 430-431 (un exemplaire)             | 60 FF  | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor n° 430-431 (trois exemplaire)          | 172 FF | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor n° 430-431 (cinq exemplaire)           | 270 FF | <input type="checkbox"/> |
| • Inprecor n° 430-431 (dix exemplaire)            | 480 FF | <input type="checkbox"/> |
| • un exemplaire d' <i>Inprecor</i> ancien n°..... | 35 FF  | <input type="checkbox"/> |

Nom - Prénom : .....  
 Rue : .....  
 Commune / Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Pays : .....  
 Tél./Fax/E-mail : .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.  
 • Pour tout renseignement n'hésitez pas à téléphoner : 33/0 1 42 38 61 10

internationale !

Jusqu'à maintenant, le PKK a largement manié l'arme du « chantage international » contre la Turquie, flirtant avec les intérêts des autres États bourgeois de la région et dénonçant la Turquie à l'opinion publique européenne par l'intermédiaire de la diaspora kurde nourrissant quelque aigreur contre la Turquie (n'hésitant pas pour cela à recourir à une propagande exagérée, qui risque à terme de se retourner contre les Kurdes en minant leur crédibilité), ceci afin d'entraver les relations de la Turquie avec l'UE et d'affaiblir économiquement la Turquie (notamment en s'attaquant à ses ressources touristiques). Les milieux bourgeois réactionnaires voulant « bouter les Turcs hors de l'Europe » ont allègrement utilisé cette propagande de la diaspora kurde pour justifier leurs mesures de rétorsion impérialistes contre la Turquie. Une partie de la gauche européenne, sincèrement solidaire des Kurdes, s'est laissée prendre de façon a-critique à ce jeu de « diabolisation » de la Turquie, sans se rendre compte que les attaques manichéennes qui ne font aucune distinction entre les politiques de l'État turc et le peuple turc, n'ont servi qu'à pousser les travailleurs turcs dans les bras du nationalisme et de l'État turc, affaiblissant les forces démocratiques turques et rendant donc encore plus précaire la situation des Kurdes à l'intérieur du pays.

Lorsque Cemal Bayik, l'un des principaux dirigeants du PKK, déclare récemment dans les organes de presse du PKK (30/6) que la « détérioration de la situation [internationale] de la Turquie n'est pas dans l'intérêt des Kurdes », c'est à la fois l'expression d'une prise de conscience de ce danger que de la

nouvelle ligne politique d'Apo. Ce dernier s'est en effet senti « trahi » par les Européens : « Si j'avais réellement été leur fantôme, ils auraient été suffisamment forts pour me garder afin de m'utiliser. Mais ils savaient au contraire qu'ils ne pouvaient m'utiliser à long terme. C'est pour cela qu'ils ont refusé de me garder et m'ont remis à la Turquie, en faisant fi de toute considération internationale juridique et humaine. Ils ont fait cela dans l'espoir d'intensifier encore plus notre affrontement avec la Turquie. (...) Ils m'ont cloué des quatre côtés, en m'envoyant en Turquie pour que j'y meure, créant un problème qui va durer cent ans. Ils m'ont jeté comme une boule de feu. (...) Ma mort est un piège tendu à la Turquie, il ne faut pas qu'elle tombe dans le panneau. ». En conséquence, Apo propose aujourd'hui à la Turquie d'inverser cette tendance (9). Il propose notamment l'abandon des deux côtés des « propagandes exagérées », message qui s'adresse aussi aux Kurdes de la diaspora et aux « amis européens du PKK » (10). Mais là encore, les dirigeants du PKK vont trop loin, puisque Bayik ajoute : « Ceux qui pensent aux intérêts de la Turquie doivent s'unir à nous. Si nous nous mettons d'accord sur la solution, les milieux qui mettent la Turquie en difficulté seront désarmés. La Turquie pourra respirer et prendre la place qu'elle mérite dans l'arène internationale ». Ce n'est pas tout à fait une ligne compatible avec les positions des révolutionnaires de Turquie, qui n'ont cure des intérêts de l'État bourgeois turc dans la région et de sa « place méritée » dans l'arène du capitalisme international !

Le problème vient d'ailleurs du fait que tous ces discours ne sont pas aussi nouveaux

que cela dans la bouche d'Apo, puisqu'il avait déjà fait des déclarations suivant la même logique politique, bien avant son arrestation. C'est cette même logique qui avait sous-tendu ses négociations avec Özal en 1991 et les illusions qu'il avait entretenues à l'époque sur ce premier ministre de launte militaire et ancien représentant du patronat turc. Et c'est justement cette logique politique qui a été et qui est à la base de notre opposition politique au PKK, depuis le début. Et ce genre de dérive est difficilement évitable, lorsque l'on place la solution de la question nationale dans la seule perspective nationaliste.

On peut objecter qu'en échange, le PKK espère aboutir à une solution démocratique de la question nationale et contribuer à la démocratisation du pays. Mais c'est bien là que le bât blesse. Comme le fait également remarquer Mahmut Alynak (ancien député du parti nationaliste kurde DEP), est-ce en collaborant avec l'État bourgeois turc que l'on peut contribuer à la démocratisation du pays, ou est-ce plutôt en s'alliant aux forces démocratiques de ce pays pour combattre ce même État, avec une ligne politique et des « méthodes » de luttes susceptibles d'unifier (et non pas de diviser) les travailleurs kurdes et turcs autour de leurs intérêts démocratiques et sociaux communs ? Là est la question. C'est la même, depuis des années !

Istanbul, le 2 juillet 1999

7. Entre autres, suggérant de servir ses visées expansionnistes en Irak du nord : « En particulier en Irak du nord, (...) avec le développement de l'intégration des Kurdes à la République démocratique, ces menaces cesseront d'être un danger du point de vue militaire et se transformeront en nouvelles ressources. La solution nous offre aussi cette possibilité. »

8. « S'il n'y a pas d'approche démocratique et culturelle à la question kurde, (...) compte tenu de la nature peu fiable de la région, propice à toute sorte de renversements d'alliances, les relations politiques et militaires que l'on peut développer dans le monde entier avec les Kurdes portent le risque d'intensifier encore plus l'affrontement. (...) Les Arabes, en fonction de leurs problèmes avec la Turquie vont développer encore plus leurs relations avec le PKK. (...) L'Iran sera un facteur d'approfondissement des affrontements, en utilisant le Hezbollah mais surtout les Kurdes et le PKK. Les relations limitées qui existent peuvent se développer encore plus. (...) Dans ses contradictions avec les Turcs, la Russie (...) pourra utiliser le plus facilement les Kurdes et le

PKK. (...) Le rôle de l'Europe et de la Grèce est aussi très clair à ce sujet. Il est inévitable que les relations se développent encore plus comme zones où les Kurdes et le PKK prennent des forces et s'institutionnalisent. (...) Bien qu'ils soient alliés à la Turquie, les États-Unis et l'Angleterre ont d'autres visées en Irak du nord. (...) Nous savons quel rôle ont joué tous ces foyers de force stratégique et quel est leur potentiel d'approfondir l'affrontement en se mettant en relation surtout avec les Kurdes et le PKK, pour servir leurs propres intérêts. (...) Tous ceux qui ont des problèmes avec la Turquie, et avant tout les pays voisins, vont politiser et utiliser pour leurs propres intérêts les Kurdes et surtout ceux qu'ils ont attiré à leurs côtés par d'importants mouvements de réfugiés [la diaspora] » (déposition écrite du 23/6)

9. « L'Europe en particulier agit à sa guise en fonction de ses intérêts et utilise pour cela des prétextes démocratiques. C'est pour cela que la Turquie ne peut pas devenir membre de l'UE. [mais une fois le problème résolu] adhérer à l'UE ne sera plus un problème et se réalisera. En se

basant sur ses ressources propres, la Turquie deviendra le principal candidat au leadership dans sa région. (...) Gagner les Kurdes, c'est gagner tout le Moyen-Orient. (...) Cela ouvrira le chemin pour se renforcer dans les Balkans, au Caucase et jusqu'en Asie centrale. » (tirés de sa déposition écrite).

10. Hasip Kaplan, l'avocat d'Öcalan, vient de déclarer au quotidien Radikal (4/7) : « L'Europe applique deux poids deux mesures. Les déclarations des pays européens [après la condamnation à mort] sont de nature à provoquer les politiciens et l'opinion publique turcs. Ce genre de pressions politiques, à un moment où la Turquie essaye de résoudre le problème, ne peut qu'être contre-productif. (...) Ce n'est pas l'Europe, mais les gens de ce pays, Turcs et Kurdes, qui vont résoudre le problème. (...) Vous autres les Européens, vous avez tout fait pour chasser Öcalan de chez vous et maintenant vous exigez qu'il ne soit pas pendu. Ce n'est que de la provocation ».

# L'autocritique d'Abdullah Öcalan

## Document\*

« Compte tenu de la dimension internationale du procès, je tiens à préciser que depuis le jour où j'ai été capturé, c'est-à-dire le jour où j'ai promis de vivre pour la paix, je n'ai subi aucun mauvais traitement, insulte verbale ou torture. (1) Je tiens donc à souligner avec respect et reconnaissance à la République de Turquie, comme une réponse à son attitude respectueuse à mon égard, que je suis déterminé à œuvrer désormais au service de l'État, pour la paix et la fraternité, dans la perspective de la république démocratique. Je tiens aussi à souligner que dans ma capture par des méthodes tout à fait illégales [en pirate], les pays comme surtout la Grèce, la Russie, le Kenya et partiellement l'Italie, n'ont pas agi conformément aux règles du droit international. Je proteste contre cela et exprime qu'en conséquence, mon jugement n'étant pas conforme au droit, ma plaidoirie ne sera pas non plus juridique. Je souhaite vivre pour la paix et la fraternité. Je voudrais aussi faire une déclaration pour les honorables familles de soldats martyrs. Je partage de tout mon cœur leur

\* La plaidoirie d'Öcalan a été publiée sous forme de livre. Il s'agit d'un document volumineux qu'il nous est bien sûr impossible de reproduire intégralement. Nous nous sommes contentés ici de reprendre quelques extraits significatifs, exprimant et expliquant le changement de ligne du PKK. Ceux qui souhaitent consulter la totalité du document peuvent l'obtenir en version anglaise sur le site web du PKK : <<http://www.asrinhukuk.com/english/defense>>

1. Öcalan a confirmé à ses avocats qu'il n'avait subi aucun mauvais traitement ni torture, mais a précisé que ses « conditions d'isolement étaient pires qu'une torture ». A la question du juge : « Certains parlementaires allemands prétendent que vous avez subi un mauvais traitement, est-ce vrai ? », Öcalan a répondu : « C'est une approche très courante. En Italie, à Moscou, on ne m'a pas traité humainement. J'ai fait mon choix pour la Turquie. Que je meurs ou que je vive, je serai en Turquie. Ici on m'a traité avec respect ; en particulier lors de l'interrogatoire, l'on a adopté une approche digne d'un État. Je vais moi aussi être respectueux ».

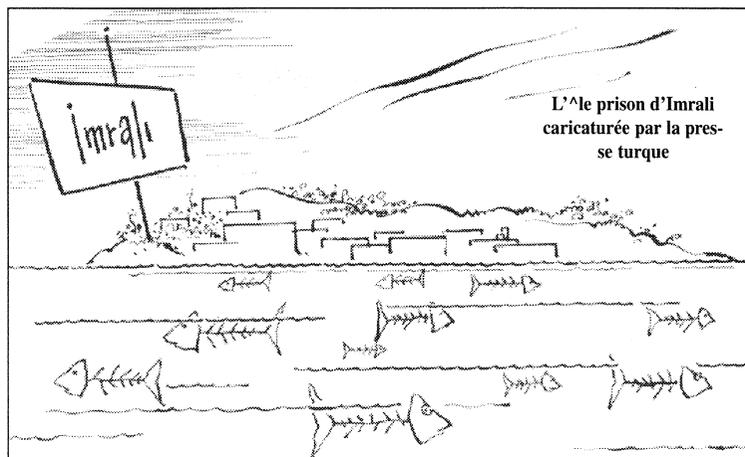
douleur et leur tristesse. Je suis désolé pour ma part de responsabilité dans ceci. Je promets de tout faire pour arrêter ce sang, dû à une plaie sociale et œuvrer pour la paix. Avec mes respects. » (...) « Je veux que le PKK arrête la lutte armée. Je veux qu'il quitte la situation armée pour retourner à un statut légal. Je veux que l'on pense à quelque chose comme une espèce d'amnistie. Je m'adresse au PKK, c'est moi qui vous ai induit en erreur, vous ai fait peiner, c'est moi qui suis responsable de tant de souffrance. Je vous le dis, sans subir aucune pression. La seule chose qui peut nous protéger, c'est le toit de la République démocratique.

J'ai compris cela. Cela ne veut pas dire que je retourne ma veste. La République démocratique est le seul foyer où peuvent se réfugier les Kurdes. Il n'y a rien d'autre. Ici, il y a déjà la liberté d'expression. Il y a déjà les libertés politiques. Pourquoi demander des choses qui existent déjà ? Le seul problème réside dans la langue et les libertés culturelles, mais ce sont des problèmes que l'on peut résoudre démocratiquement. D'ailleurs beaucoup de pas positifs ont été faits dans cette direction depuis 1990. » (...) « Je veux vivre pour œuvrer à la paix. Accordez moi trois mois. Je ferai descendre les militants de la montagne. »

(premières déclarations orales d'Öcalan, 1/6/1999)

« L'approfondissement de l'impasse dans le problème a fait en sorte que les approches basées sur la force armée, militaire, ont perdu leur sens, n'ont plus fait que faire subir des pertes. Toutes les guerres, les révoltes sont le fruit d'un problème social. (...) Si l'on ne fait attention aux nécessités

morales politiques, une dégénérescence violente, voire une véritable sauvagerie finissent par se développer. (...) Le PKK avait au début un objectif démocratique et culturel et compte tenu de la fermeture de l'espace politique, on peut comprendre que cela se soit transformé en révolte, et on peut estimer qu'elle avait une légitimité morale et politique. C'est comme cela que l'on peut interpréter la violence appliquée jusqu'au début des années 90. Et à partir de cette date, il y a eu en fait des possibilités pour une solution, même limitée aux droits culturels et démocratiques. Mais le processus qui a suivi, n'a fait qu'approfondir une impasse



L'île prison d'Imrali caricaturée par la presse turque

réciproque, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. (...) Dans la mesure où l'institutionnalisation militaire du PKK, à l'intérieur et à l'extérieur, a atteint des proportions devant lesquelles une solution démocratique en Turquie ne pouvait être proposée, cela a abouti à un accroissement de l'option militaire. L'impasse s'est approfondie. Et de par sa nature, le problème ne pouvait se régler militairement. Cela, nous l'avons désormais compris. C'est pour cela que ma volonté d'en finir avec la lutte armée n'est pas simplement une volonté étroite de me tirer personnellement d'affaire. C'est le résultat d'une approche scientifique correcte de la question, du point de vue aussi bien politique que militaire. Si l'État manifeste aussi l'approche nécessaire, il est plus que temps de renoncer à la lutte armée. (...) La Turquie

a la chance, non seulement de se prémunir de grands dangers, mais aussi de les transformer en nouvelles ressources. Les ressources militaires de guerre du PKK vont entrer au service de la Turquie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. (...) Si la voie de l'intégration démocratique à l'État est ouverte, l'hostilité à l'État sera dépassée. Si l'approche démocratique reste ouverte, tous les centres internes et externes du PKK et ses institutions perdront leur raison d'être et cesseront d'être un danger. (...) La solution pratique, c'est que les valeurs nationales turques et en premier lieu la langue turque soient enseignées comme valeurs et langue d'éducation de base, et qu'on laisse le kurde comme langue d'enseignement et d'expression libre. D'ailleurs, l'enseignement des deux langues selon les besoins est une nécessité qui découle de la Constitution elle-même. (...) Autant l'ambiance d'oppression, qui niait les individus, la culture et la langue avait conduit à la violence, jusqu'aux années 90, autant tout cela perdait de son importance à mes yeux à partir du moment où les possibilités même limitées de liberté commençaient à apparaître. (...) Ma principale lacune à ce sujet [en 1993] a été de n'avoir pas su comprendre la profondeur du processus de cessez-le-feu ainsi que les préparatifs que faisait l'État, et d'avoir ainsi raté une occasion historique. Le processus de violence qui a suivi n'avait aucun sens, mais il a été très douloureux et a causé beaucoup de pertes. »

(Plaidoirie écrite du 23/6)

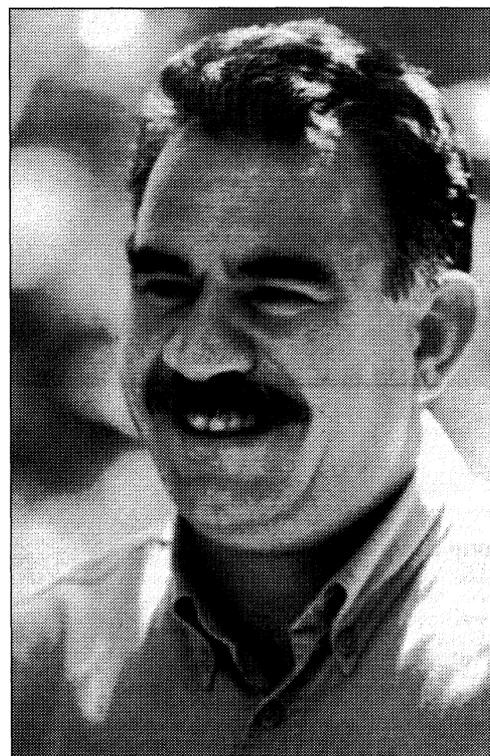
« [A partir des années 90] l'État connaissait une mutation importante (...) La solution de la question kurde devenait vitale et cela passait par une démocratisation en profondeur. C'est là que le PKK a résisté. Au lieu de progresser, il a résisté en se répétant outre mesure. Pourtant, après l'effondrement du socialisme réellement existant, il aurait dû en tirer comme leçon une solution avec une approche démocratique. Le PKK aurait dû comprendre que le temps du droit des peuples à l'autodétermination était révolu (...) et qu'une solution qui développerait la démocratie au sein des frontières, sans toucher aux frontières, serait plus réaliste. Autrement dit, il aurait dû abandonner son programme des années 70 et en élaborer un nouveau. Il aurait dû faire une nouvelle analyse de la Turquie, tenant compte de son évolution à partir des années 90. (...) Surtout si l'on tient compte de l'extrême mélange des deux populations, l'intensité de l'assimilation, du fait que près de la moitié de la population [kurde] vit dans une autre géographie [à l'ouest du pays], ce que l'on aurait dû choisir était une démocratie appro-

fondie. C'est-à-dire, au lieu d'opter pour une violence qui dégénérerait de plus en plus, qui causait de nombreuses pertes et souffrances, on aurait dû s'orienter vers une ligne d'action visant à intensifier l'activité politique-démocratique. (...) On voit très nettement que le PKK est à une croisée des chemins. Soit il va maintenir sa ligne classique, en devenant encore plus rigide et dur, vivant grâce à de larges moyens internes et externes, soit il va interpréter correctement la réalité de la Turquie et du monde et abandonner la lutte armée comme tactique fondamentale, en échange de certaines garanties légales et se transformer en se basant sur une forme d'organisation et d'action légale et politique, avec un programme de transformation de la société kurde plus détaillé dans le cadre d'un programme de démocratie général basé sur l'intégrité de la Turquie. C'est cela, l'étape historique. Cela n'est ni une trahison ni une liquidation, au contraire, cela doit être interprété comme une véritable transformation révolutionnaire. Le contraire serait un conservatisme exagéré qui se transformerait en liquidationnisme. Ou alors, on finirait par ne pas être capable d'éviter la rigidité sectaire comme dans d'autres organisations semblables. (...) Alors que la République est entrée dans un grand processus irréversible de démocratisation aussi bien social qu'idéologique, le PKK doit aussi changer son programme, influencé par le socialisme réellement existant des années 70 et une conception dogmatique de la réalité des relations turco-kurdes, pour aboutir à un programme plus détaillé et plus profond dans la société kurde et en général dans la politique démocratique en Turquie. Cela ouvrira la route à un dépassement de l'impasse et donc à un développement politique et légal. (...) Les formulations programmatiques prévoyant la création d'un État indépendant ou toute chose qui va dans ce sens n'est ni réaliste ni nécessaire. »

(plaidoirie écrite du 23/6)

« Je l'ai vu et je l'ai dit : la réalité kurde est une réalité à un tiers malade, un tiers délirante et un tiers captive. Ces particularités se sont directement reflétées dans la structure de notre organisation. Les grèves de la faim, les immolations par le feu, les bombes humaines, les actions suicides, les actions indéfendables contre les masses civiles, sont le fruit à la fois d'une influence profonde de la structure sociale, mais aussi d'une conscience insuffisante et d'une volonté et de sentiments anormaux. J'ai beaucoup lutté pour asseoir la structure sur une ligne militaire saine, mais je n'ai pu y

réussir que d'une façon limitée. Mais s'il n'y avait pas eu tous ces efforts de ma part, nous aurions pu voir des développements encore plus impitoyables et tragiques, voire même terrifiants. Mais dire [comme le fait l'acte d'accusation] que toutes les actions [du PKK] étaient de nature terroriste ne ferait qu'approfondir l'impasse. Beaucoup d'actions [du PKK] sont en fait les événements les plus douloureux de ma vie. Je n'ai cessé de les critiquer. (...) Je donne souvent



cet exemple : "on donna à un gitan le grade de général et la première chose qu'il fit, fut de pendre son père". C'est un peu ça que nous avons vécu. J'appelle cela les attitudes de gangs indisciplinés. Quand une telle personnalité qui a grandi dans des bagarres de clans et de familles qui durent depuis des siècles, fusionne avec une structure sociale dénuée de toute base politique et lois militaires, où les gens sont prêts à se tuer pour une poule, on peut comprendre que l'on en arrive à des situations difficiles à contrôler. (...) Les actions qui ont le plus mis le PKK en difficulté, ont été commises par ce genre de personnages qui tenaient le contrôle en main. Ceux-là n'en ont fait qu'à leur tête et l'ont caché avec des mensonges, profitant des avantages que leur procuraient les conditions du terrain. (...) Rien que pour accroître leur propre influence, ils n'ont pas hésité à punir [exécuter], sous les prétextes les plus futiles, leurs meilleurs camarades, des amis du peuple qui nous aidaient (...) »

(plaidoirie écrite du 23/6)

# Le G7 a annoncé une annulation des dettes des pays pauvres... Quelle supercherie !

par  
**Éric Toussaint\***

En préparation du G7 à Cologne, environ 17 millions de signatures demandant l'annulation de la dette des pays pauvres ont été collectées à travers le monde. Le 19 juin 1999, elles ont été remises aux chefs d'État des sept pays les plus riches. Ceux-ci ont annoncé le même jour qu'une solution était apportée à la dette des pays pauvres. Coût annoncé : 70 milliards de dollars. 90% de la dette seraient annulés. C'est faux.

### Le montant réel et le montant annoncé

Si on accepte les chiffres avancés dans le communiqué du G7, 70 milliards de dollars, cela représente environ 3 % de la dette totale du Tiers Monde qui s'élevait en 1998 à 2030 milliards de dollars (1) et 35 % de la dette des pays les plus pauvres concernés par la mesure. La dette totale des 41 pays concernés s'élevait, selon la Bm, à 205,7 milliards de dollars en 1998 (2). Selon l'estimation du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), le montant réel des annulations annoncées s'élève au maximum à 25 milliards de dollars US soit environ 12 % de la dette des pays concernés par

\* Éric Toussaint, président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, est auteur de *La Bourse ou la Vie. La Finance contre les peuples*, éd. Luc Pire/Syllepse/CADTM/CETIM, Bruxelles-Paris-Genève 1998.

1. 2030 milliards de dollars US (ex-bloc de l'Est non compris) selon le dernier rapport de la Banque mondiale (Global Development Finance, avril 1999).

2. Les 41 pays les plus endettés selon la Banque mondiale : Angola, Bénin, Birmanie, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Honduras, Kenya, Laos, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigeria, Ouganda, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Viêt-nam, Yémen, Zambie.

l'initiative et 1,2 % de la dette totale du Tiers Monde. Une goutte de réduction dans l'océan des dettes.

Pourquoi parler de 25 milliards plutôt que de 70 ? Pour plusieurs raisons :

Primo : Sur les 41 pays mentionnés, plusieurs n'arriveront pas à remplir les conditions fixées. Si un pays n'applique pas à la lettre les politiques d'ajustement, il devra renoncer à l'allègement en question. L'allègement de la dette se fait au cas par cas, pays par pays, il implique l'application d'au moins trois ans d'ajustement structurel renforcé et l'accord conjoint du FMI, de la Banque mondiale et du Club de Paris (qui regroupe les États créanciers du Nord). La République Démocratique du Congo (ex-Zaïre), le Soudan, le Liberia, le Sierra Leone, voire l'Angola et le Nigeria, ne rempliront sans doute pas les conditions. La dette de ces pays représente environ la moitié de la dette des 41 pays les plus pauvres les plus endettés.

Secundo, la dette due par ces pays à la Banque mondiale et au FMI ne fera pas l'objet d'annulation. En effet la charte de la Bm et du FMI leur interdit de renoncer à une créance. Le remboursement d'une partie de la dette due par les pays aux deux institutions de Bretton Woods sera pris en charge par un fonds fiduciaire alimenté par les pays membres. La Bm et le FMI puiseront dans ce fonds pour se rembourser.

Tertio, une partie des dettes bilatérales qui seront annulées sont des dettes irrécouvrables datant du début des années 80. Les membres du G7 qui renoncent à ces créances le font car ils savent parfaitement qu'elles n'ont plus aucune valeur. Cette partie de l'allègement est une opération purement comptable, effaçant dans les livres d'anciennes créances de toute façon irrécouvrables.

### Refinancer des prêts irrécouvrables...

Voilà pourquoi deux jours après la déclaration du G7, le chancelier Schröder a pu déclarer au quotidien *Kölner Stadt Anzeiger*

(21/06/1999) que l'allègement de la dette des pays les plus pauvres n'implique aucun coût pour le trésor allemand. Et, pour sa part, le *Wall Street Journal Europe* (18-19/06/1999) avait raison de dire dans un éditorial que les deux institutions de Bretton Woods avaient obtenu du G7 de pouvoir refinancer d'anciens prêts irrécouvrables par de nouveaux.

À Cologne, les chefs d'États membres du G7 ont réalisé une opération de charme par rapport à une opinion publique sensible (17 millions de signatures) à la détresse des plus pauvres du Sud sans devoir réellement bourse délier.

Depuis le début des années 90, le G7 annonce régulièrement qu'il a pris les mesures adéquates pour améliorer la situation des pays les plus pauvres. En 1994, à Naples, le G7 annonçait l'annulation de 67 % de leur dette. En 1996, à Lyon, il avait proclamé qu'il allait jusqu'à 80 % d'annulation. Et pourtant depuis 1994, la dette des pays les plus pauvres n'a cessé de croître. Comment expliquer que malgré les annulations successives, la dette augmente ? Ne serait-ce pas parce que les mesures annoncées ne se concrétisent pas ? N'y a-t-il pas une explication supplémentaire qui ressort d'un des propos de François Mitterrand dans son discours à Naples lors de la réunion du G7 de juillet 1994 : « En dépit des sommes considérables affectées aux aides bilatérales et multilatérales, le flux des capitaux qui viennent d'Afrique vers les pays industriels, est plus important que le flux de ceux-ci vers les pays en développement », disait-il. Son affirmation concernant l'Afrique peut être étendue à tout le Tiers Monde.

Trois indicateurs :

— En 1998, le Tiers Monde a remboursé 30 milliards de plus que ce qu'il a reçu comme nouveaux prêts.

— L'Aide publique au Développement a atteint son minimum historique : entre 1990 et 1998, elle a baissé de 33 % en termes réels.

— En 1998, le Tiers Monde, dans son ensemble, a remboursé 250 milliards de dollars alors que l'Aide publique au

Développement dépassait péniblement les 30 milliards de dollars.

Cela signifie que le Tiers Monde a transféré vers les pays riches 8 fois plus que ce qu'il a reçu de cette soi-disant généreuse Aide publique au Développement. A l'heure où ces lignes sont écrites, une nouvelle crise de la dette a éclaté car les prix des produits vendus par les pays du Tiers Monde sur le marché mondial ont considérablement baissé tandis que les taux d'intérêt appliqués pour le service de la dette ont augmenté. Bref, les pays du Tiers Monde gagnent moins et remboursent plus (3). De leur côté, les pays les plus industrialisés font des économies au niveau de leurs importations de matières premières en provenance du Tiers Monde. De plus, les taux d'intérêt sur les dettes publiques des pays industrialisés ont baissé depuis que la crise asiatique a entraîné un reflux de capitaux du Tiers Monde vers le Nord (« fuite vers la qualité »). Bref, les pays du Nord dépensent moins.

Les pays du Sud remboursent-ils ou non leurs dettes ? Depuis l'éclatement en 1982 de la précédente crise de la dette, les pays du Tiers Monde ont remboursé 4 fois ce qu'ils devaient pour se retrouver 3,5 fois plus endettés (4).

## Conditions d'austérité draconienne

Les mesures annoncées à Cologne vont-elles améliorer le sort de la majorité des pauvres de la planète ? La majorité des pauvres de la planète vit en Inde, en Indonésie, au Brésil, au Bangladesh, au Pakistan, au Mexique et aucun de ces pays n'est visé par des mesures d'allègement. La situation des pauvres des pays les plus pauvres va-t-elle être améliorée ? Les pays candidats à l'allègement devront appliquer pendant 3 ans (voire 6 ans) des politiques d'austérité draconienne : diminution du pouvoir d'achat des citoyens les plus pauvres suite à l'augmentation de la fiscalité sur les services et les biens de consommation de première nécessité, dégradation des conditions d'accès à la santé, à l'éducation, etc. (5) Or, dans ces pays, 50 % ou plus de la population vit déjà en-dessous du seuil de pauvreté absolue (dans le cas du Mozambique et du Rwanda, il s'agit de plus de 70 %).

Les mesures annoncées constituent une extension de l'initiative prise en 1996 par la Banque mondiale, le FMI et le G7 (Initiative pour les pays pauvres très endettés). Les mesures prises dans le cadre de cette initiative ont-elles amélioré le sort des populations concernées ? Non. La Banque mondiale

elle-même le reconnaît et recommande... « la patience »

Si le niveau de vie ne s'est pas amélioré, y a-t-il au moins une amélioration de la situation économique des États ? Dépensent-ils moins par an en remboursement des dettes ? Non. C'est le contraire. Les États doivent rembourser plus que ce qu'ils reçoivent. En 1997, les pays riches ont prêté aux pays les plus pauvres 8 milliards de dollars tandis que ceux-ci rembouraient 8,2 milliards de dollars soit 200 millions de plus. La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (groupe Banque mondiale) et le FMI reçoivent plus des pays pauvres en remboursements que ce qu'ils ne prêtent ! Pour le futur, la Banque mondiale vient d'avouer que malgré les mesures d'allègement de dettes envisagées, les sommes à rembourser ne diminueront



pas. Pire, certains pays devront rembourser plus qu'auparavant (c'est le cas du Mali et du Burkina Faso). Le FMI et la Banque mondiale sont chargés par le G7 de veiller à la réalisation des politiques d'ajustement. C'est comme si on demandait aux pyromanes d'intervenir en tant que pompiers. Selon le communiqué du G7, ces plans devraient favoriser l'amélioration des soins de santé et de l'éducation. Mais comment peut-on imaginer une telle amélioration dans le cadre étroit de l'austérité budgétaire ? C'est la quadrature du cercle. Après l'allègement de sa dette, le Mozambique devra encore consacrer plus de 40 % de son budget au remboursement de la dette. Comment, dans ces conditions, améliorer substantiellement la santé de la population ?

## Les populations du Tiers Monde n'ont que trop remboursé

Les résultats sont là. Selon la Banque mondiale, entre 1987 et 1999, au niveau mondial, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté absolue (revenu de moins de 1 dollar par jour) est passé de 1 200 millions à 1 500 millions (5). En réalité, comme l'indique chaque année le Rapport mondial sur le développement humain, réa-

lisé par Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), ce n'est pas le Nord qui vient en aide aux pays du Sud. Ce sont les populations du Sud qui transfèrent aux détenteurs de capitaux du Nord des richesses considérables, au prix de souffrances et de sacrifices intolérables. Ce transfert se réalise à travers deux mécanismes fondamentaux : le remboursement de la dette et le commerce inégal.

Il faut annuler totalement les dettes publiques extérieures des pays du Tiers Monde (6). Pour que cette annulation ne favorise pas les régimes dictatoriaux et corrompus du Sud, il faut geler les avoirs qu'ils détiennent dans les pays riches et, après enquête, les rétrocéder aux populations du Tiers Monde via un fonds de développement géré démocratiquement sur place. D'autres mesures doivent être prises de manière complémentaire : arrêt des plans d'ajustement structurel, mise en place d'une taxation sur les transactions financières (taxe Tobin ou autre), développement d'accords régionaux Sud-Sud.

Pour empêcher que le mécanisme de l'endettement ne se remette en place après annulation des dettes, il faut aller plus loin en remettant en chantier la création d'un nouvel ordre économique et humain plus juste. Refuser d'annuler la dette extérieure et accepter d'imposer des politiques d'ajustement qui ont prouvé leur caractère néfaste, n'est-ce pas un refus d'aide à populations en danger ?

21 juin 1999

3. World Bank, Global Development Finance, Washington, avril 1999.

4. Entre 1982 et 1998, le Tiers Monde a remboursé environ 2 500 milliards de dollars. En 1982, la dette totale du Tiers Monde s'élevait à environ 590 milliards, tandis que fin 1998, elle atteignait 2 030 milliards. En ce qui concerne l'Amérique latine, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL) estime que le transfert net de capitaux d'Amérique latine vers le Nord a atteint entre 1983 et 1991 plus de 200 milliards de dollars. Les pays d'Amérique latine ont donc transféré aux créanciers du Nord des sommes colossales. Entre 1982 et 1996, l'Amérique latine a remboursé en service de la dette 739 900 millions de dollars (soit plus de trois fois son stock de dette de 1982).

4. cf. Éric Toussaint, La Bourse ou la Vie.

(6) World Bank Week in Review, 1-4 June 1999.

(7) La dette extérieure publique du Tiers Monde représente environ 1 500 milliards de dollars soit moins de 15 % de la dette publique intérieure des États-Unis, du Canada, des États membres de l'UE et du Japon. Plus de 80% de la population mondiale vit dans le Tiers Monde tandis que 12 % vivent en Amérique du Nord, dans l'UE et au Japon. Enfin près de 50 % de la dette publique extérieure des pays du Tiers Monde est détenue par des institutions financières privées.

Venant de 80 pays, quelque 1200 personnes ont pris part aux rencontres internationales organisées les 24, 25 et 26 juin à Saint-Denis, dans la région parisienne. Ces rencontres intitulées " La dictature des marchés ? Un autre monde est possible " ont été remarquables à plus d'un titre.

Ce furent le produit de l'effort commun de plusieurs réseaux internationaux. Elles furent coordonnées par l'association ATTAC (1), et co-organisées par la Coordination des comités contre les clones de l'AMI, le Forum mondial des alternatives, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-

tionale face à la mondialisation du capital. Plusieurs initiatives, telles la conférence " intergalactique " tenue peu après au Chiapas, sont allées depuis dans le même sens. Les rencontres de Saint-Denis ont montré que cette idée avait indéniablement fait son chemin. Elles ont notamment adopté un calendrier d'actions à l'échelle mondiale pour les mois à venir.

Le dernier après-midi, des ateliers thématiques ont discuté et amendé les propositions contenues dans une " note sur les perspectives communes ". Lors de la réunion finale, le texte amendé a été à nou-

la CUT, militant du Mouvement des sans terre, parlementaires du PT...) a fait connaître son point de vue : les projets de l'OMC représentent une telle menace pour l'humanité qu'ils peuvent être l'occasion d'une mobilisation et d'une unité sans précédent, permettant de forger " une nouvelle mondialisation, celle de la solidarité internationale ".

Autres terrains d'action pour les mois à venir : la lutte " pour la taxation des transactions financières et le refus des paradis fiscaux " (pétition, manifestation au printemps 2000), la dette des pays du Sud et de

# ATTAC passe à l'attaque

monde, et le réseau féministe DAWN (Alternative de développement pour les femmes dans une nouvelle ère). Ces rencontres avaient été convoquées par plusieurs associations à l'issue de la réunion internationale organisée à Davos en janvier 1999 (2).

Ce furent des rencontres à proprement parler mondiales, grâce à une présence assez équilibrée des divers continents. Près de la moitié des participants ne venaient pas de France, et relativement peu nombreux étaient les délégués d'Europe occidentale et d'Amérique du nord. Parmi les plus importantes délégations nationales, on notait celles du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Sénégal, du Maroc, des Philippines et de la Corée du Sud. La Russie était représentée par sept personnes. Le centre de gravité se trouvait dans les mouvements sociaux. Et la participation syndicale était particulièrement significative, en provenance d'Amérique latine notamment, mais aussi d'Asie, d'Afrique et de France. Outre ceux qui n'ont pu obtenir un visa pour la France, un nombre assez important de militants n'ont pu venir, victimes de la répression dans leur pays, ou retenus par des tâches urgentes.

Organisées essentiellement en ateliers, les rencontres de Saint-Denis ont été un formidable lieu d'échange entre militants et réseaux issus d'expériences et de pays différents. Mais par les décisions qui ont été prises, elles furent plus que cela. Il y a trois ans, la coalition française " Les autres voix de la planète " avait organisé à Lyon un sommet alternatif à celui des chefs d'État du G7. Quelques orateurs avaient alors avancé la nécessité d'une stratégie interna-

veau soumis à la critique et adopté par consensus. Ce texte (3) prévoit dès maintenant la tenue d'un nouveau rassemblement dans deux ans, afin de tirer le bilan des batailles menées d'ici là.

La première échéance concerne les projets que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'appête à discuter. Des projets plus dangereux encore que celui de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement), car ils signifieraient " la mainmise des sociétés transnationales sur tous les domaines de l'existence humaine ". On devrait en connaître la liste précise au début de l'été. Mais " il est probable que ces négociations vont porter sur l'investissement, les marchés publics et la concurrence, les services (santé, éducation, transports etc.), le brevetage du vivant... ". Les rencontres internationales demandent un moratoire sur le nouveau cycle de négociations de l'OMC (dit " cycle du millénaire "). Elles appellent les organisations de la société civile, et notamment les syndicats, à se mobiliser dès cet été et à entreprendre une évaluation de l'OMC " par un débat démocratique et une consultation populaire ". L'échéance suivante est fixée au mois d'octobre. Il est prévu que " partout dans le monde " se tiennent " une semaine internationale de mobilisations, du 12 octobre (journée contre la colonisation et la néocolonisation libérale) au 17 octobre (journée internationale contre la misère) ". Une nouvelle journée de mobilisations devrait se tenir le 30 novembre, lors de l'ouverture à Seattle de l'assemblée générale de l'OMC. A la fin des rencontres de Saint-Denis, la délégation brésilienne (25 personnes : comités ATTAC, féministes, syndicalistes de

l'Est (soutien à la rencontre Sud-Sud de Johannesburg en novembre, sommet du G7 à Okinawa en juillet 2000), les organismes génétiquement modifiés, les institutions financières internationales, les conséquences de la mondialisation subies par les femmes (soutien à la marche mondiale des femmes de l'an 2000).

Un des engagements les plus importants consiste " à faire connaître et soutenir les principales luttes et actions nationales et internationales de résistance à la dictature des marchés, notamment par des campagnes d'urgence en appui aux mouvements sociaux ". On en a eu une illustration au lendemain des rencontres de Saint-Denis. Elles avaient protesté contre la répression subie par un dirigeant syndical pakistanais qui, de ce fait, n'avait pu se déplacer. Quelques jours plus tard, ATTAC faisait connaître à travers Internet l'appel lancé par le PRD indonésien après la répression sanglante d'une manifestation (bientôt suivie de l'attaque d'un local du PRD). La première protestation parvenue à ATTAC vint justement du Pakistan. Un exemple à suivre.

**Serge Conrad**

1. ATTAC, 9 bis rue de Valence, 75005 Paris. E-mail d'ATTAC International : [inter@attac.org](mailto:inter@attac.org). Sur les fondements d'ATTAC, voir l'article de Denis Horman, *Désarmer les marchés financiers*, *Imprecor* n° 436, juin 1999.

2. Voir l'important ouvrage " L'autre Davos - Mondialisation des résistances et des luttes ", François Houtart et François Polet (coordonnateurs), éditions L'Harmattan, Paris-Montréal, 1999.

3. Ce texte sera disponible prochainement, en plusieurs langues, sur le site Internet d'ATTAC : <http://attac.org>